

INTERNATIONAL
ASSOCIATIONS

11

ASSOCIATIONS
INTERNATIONALES

INTERNATIONAL ASSOCIATIONS

ASSOCIATIONS INTERNATIONALES

1974 - n°11

26th year

26e année

UNION OF INTERNATIONAL ASSOCIATIONS UNION DES ASSOCIATIONS INTERNATIONALES

Executive Council / Comité de Direction

President : F. A. CASADIO, Directeur, Società Italiana per l'Organizzazione Internazionale (Italie) ;

Vice-Présidents : W. ETEKI-MBOUMOUA (Cameroun).

Mohamed Aly RANGOONWALA (Pakistan)
Chairman of the Pakistan National Committee of

Trésorier Général : Fernand GRAINDORGE (Belgique).

Membres

Th. CAVALCANTI (Bresil).
Président de l'Institut de Droit Public de la
Fondation Getulio Vargas.

F.W.G. BAKER (U.K.)
Executive Secretary, International Council of

Scientific Unions.
Nikola A. KOVALSKY (U.R.S.S.)
Directeur adjoint de l'Institut du mouvement
ouvrier international de l'Académie des sciences
de l'U.R.S.S.

Roland RAINAUT (France)
Ancien Directeur de l'Information et de la Presse
de l'O.E.C.E.

Andrew E. RICE (U.S.A.)
Executive Secretary of the Society for inter-
national Development

Mohamed Aly RIFAAT (R.A.U.)
Former Secretary-General of the Afro-Asian
Organisation for Economic Cooperation.
S.K. SAXENA (India)
Director of the international Cooperative
alliance.

Louis VERNIERS (Belgique)
Secrétaire Général Honoraire du Ministère Belge
de l'Education et de la Culture.

Secrétaire Général : Robert FENALUX (Belgique)
Ambassadeur honoraire

« International Associations »
« Associations Internationales »

Editorial Committee / Comité de Rédaction :

Robert FENALUX
Georges Patrick SPEECKAERT
Geneviève DEVILLE
Anthony J.N. JUDGE
Ghislaine de CONINCK

Editor/Rédacteur :
Susan TRAILL

novembre
november



Editorial	517
Dossier du Séminaire sur le langage international	519
Dossier : Seminar on international discourse	
Le langage de la coopération internationale, par Georges Patrick Speeckaert	521
Quelques réflexions sur des concepts et leur mesurage dans les relations internationales, par Stéphane Hessel	524
Concepts, words and terminology :	526
1. Concepts, words, phenomena, by Giovanni Sartori	
2. Concepts, words and terms, by Fred Riggs	527
Communication, par I. Paenson	529
UNESCO committee on the philosophical analysis of fundamental concepts	530
When will we have new UN action ?	531
Le problème de l'octroi, de la suspension et du retrait du statut consultatif aux organisations non-gouvernementales, par Safwat F. Ayub	532
La promesse du XXème siècle	535
Le 25ème anniversaire de la fédération des associations internationales établies en Belgique	536
The harmony of interaction, by A.J.N. Judge	538
Sahel : toward a system of international mercy, by Roger Morris and Hal Sheets	544
Les membres actifs de l'UAI	550
Supplement to 15th edition of Yearbook of International Organizations	
Supplement à l'Annuaire des Organisations Internationales	556
Bibliographie - Bibliography	561
Congressalia	563
Chronique de la FEVC	566
lapco news	566
Calendar	571

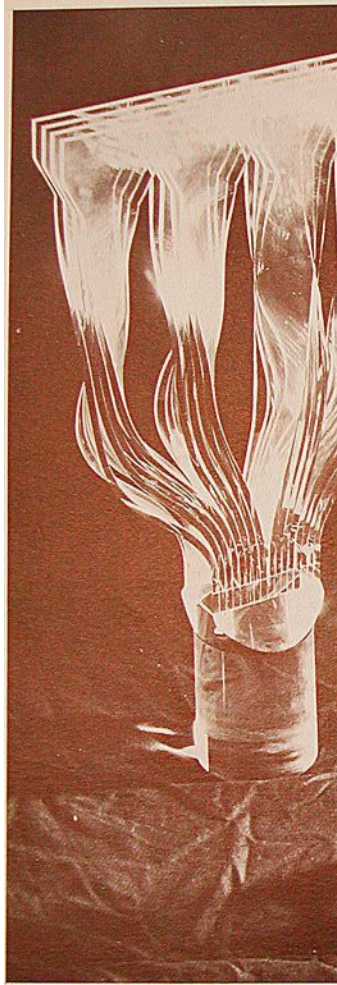
Photo de couverture : Un réseau russe (Photo : « Culture and Life »)
Cover photo : A Russian network (Photo : « Culture and Life »)

Published MONTHLY by
Union of International Associations (founded 1910)
Editor, Administration : 1, rue aux Laines, 1000 Brussels (Belgium)
Tel. (02)11.83.96.
Advertising : Roger Ranson, Advertising Manager, 35 Boulevard de la République, Saint Cloud 92210 France
Tel. 605.39.78

International Associations, rue aux Laines 1, Bruxelles 1000 Belgium
Tel. (02) 11.83.96 — 12.54.42.

MENSUEL publié par
Union des Associations Internationales - UAI (fondée en 1910)
Rédaction, Administration: 1, rue aux Laines. 1000 Bruxelles (Belgique)
Tel. (02)11.83.96
Publicité: Roger Ranson Délégué-Directeur de Publicité, 35 boulevard de la République, Saint Cloud 92210 France
Tel. 605.39.78

Associations Internationales, rue aux Laines 1, Bruxelles 1000 Belgique
Tel. (02)11.83.96 — 12.54.42.



516 ASSOCIATIONS INTERNATIONALES, 1974

Photo : PIO-CERN

Editorial



Une grande inquiétude souffle sur le monde et le désarroi manifeste des Etats de tous systèmes n'est assurément pas fait pour rassurer les peuples anxieux de leur sort. Un Savonarole témoin de notre temps dirait peut-être que l'humanité expie ses péchés d'égoïsme.

L'étonnant c'est qu'on ait attendu la crise énergétique comme une sorte de révélation de la solidarité des hommes et des choses. Les intelligences n'ont pourtant pas manqué de clairvoyance.

En butinant dans notre bibliothèque, nous avons retrouvé un ouvrage de notre vieux maître Maurice Bourquin reproduisant le cours qu'il a fait en 1947 à l'Académie de droit international de La Haye sous le titre signifiant et combien actuel : « le pouvoir scientifique et le droit international ». L'humanité est-elle en progrès, se demandait-il ? Il est permis de se poser la question au point de vue moral. Mais le progrès est incontestable dans le domaine de la science. L'hiatus entre ces deux modes de progrès apparaissait déjà à notre auteur alors que la Charte des Nations Unies à peine née était dépassée par l'événement. En effet, quand elle fut adoptée par la Conférence de San Francisco, le 16 juin 1945, la bombe atomique n'avait pas encore éclaté. Le premier essai de la bombe a eu lieu le 16 juillet et c'est le 5 août que la Ville d'Hiroshima fut détruite.

Et Bourquin de poser « le problème » qui demeure le nôtre : la contradiction entre les problèmes de la science et l'anarchie anachronique des souverainetés, entre la nécessité d'un ordre international et la résistance des particularismes nationaux. « Tout le drame tient dans l'opposition de ces deux termes » Tout le drame d'hier et d'aujourd'hui, mais bien plus encore de nos jours, est dans l'inadaptation à des conditions techniques nouvelles et révolutionnaires. Qui pourrait contester qu'au Siècle dernier - la vapeur et l'électricité ont eu plus d'influence que le Congrès de Vienne sur révolution politique, économique et sociale du monde » ? Présentement « qui hésiterait à prédire que la désintégration de l'atome aura plus d'influence politique, économique et sociale que les traités de paix »,

**En marge du
29ème anniversaire de l'ONU.**

« Il n'y a de salut que dans un système universel ».

Maurice Bourquin, 1947.

POUR UN SYSTEME UNIVERSEL

plus qu'il ne peut prétendre les affronter et en triompher à lui seul ». L'ONU est le lieu universel obligé de cette solidarité globale et c'est par la force des choses que son action s'est étendue à des domaines spécialisés « auxquels ses fondateurs étaient bien loin de songer ». Ainsi en cette seule année qui s'achève : les matières premières le développement, le droit à la mer, la population, le problème alimentaire. Les problèmes sont devenus d'intérêt commun à l'humanité toute entière : puissants et misérables, privilégiés et déshérités, producteurs et consommateurs. L'ère de la colonisation politique est quasiment finie et celle de la colonisation économique pas mal entamée.

La coopération universellement consentie est devenue la loi inexorable de notre temps de solidarité globale. Mais il s'agit de trouver des solutions de bien commun « avant que nos problèmes communs ne deviennent complètement insurmontables ».

Au bout de la lecture des deux documents auxquels nous nous référons et qui visent l'un comme l'autre à un nouvel ordre démocratique mondial, on s'étonne de ne trouver aucune allusion à l'univers des associations non-gouvernementales. Cette négligence se comprenait en 1947 quand les orfèvres du droit international ne portaient pas attention aux cinq lignes de l'art. 71 de la Charte. Elle n'est plus tolérable en 1974.

Il n'y a plus d'ordre mondial possible dans la société close des Etats, dans les bornes de la souveraineté internationale intégrale fut-elle assouplie. Voici venu le temps de la société ouverte des valeurs et des forces transnationales, des grands courants d'opinions, d'idées et d'intérêts, des cadres sociaux, des groupements scientifiques, aussi des entreprises d'initiative privée.

Nous reviendrons à ce sujet comme un delenda Carthago, avec l'intime conviction que les faits se chargeront d'instruire les gouvernements et la fonction internationale que l'assemblée fédérative des Etats et le réseau des organisations non-gouvernementales ne font plus désormais qu'un seul et même corps humain, responsable et solidaire,

Robert FENAU,

LANGAGE INTERNATIONAL

INTERNATIONAL DISCOURSE

Nos lecteurs se souviendront des documents de travail que notre Revue a publiés en ses numéros de printemps (1) à l'occasion de notre colloque de Paris sur le thème du langage international (International discourse). On trouvera dans les pages qui suivent une nouvelle série de documents préparatoires à ce colloque.

L'ensemble de cette documentation, joint au compte-rendu in extenso des travaux du colloque, fera prochainement l'objet d'un ouvrage publié en français et en anglais.

Readers will remember the working documents which appeared in the Spring issues (2) of this magazine at the time of our Paris symposium on international discourse (langage international). In the following pages we present a new series of documents prepared for the symposium.

A collection of these works, combined with a complete report on the working sessions of the symposium, will be published soon in book form, in English and French.

The following items have been prepared as background material to assist us in our discussions. It is not intended that people should have read all the documents, nor that they should be presented during the course of the meeting — that would not be possible in the time available. The documents could however be referred to during the course of the discussion, if any such reference is useful.

Some of the documents are produced as a guide to the working of the meeting. Others indicate what it might be useful to avoid discussing in order to make this meeting as fruitful as possible.

A. Exposé introductif avec l'analyse des réponses à une enquête, par G.P. Speckaert (International Associations, 1974, 11, p. 521).

This is based on a questionnaire which gives the impressions of some international organizations as to the sort of concerns, the sort of words and concepts which need to be studied. It is a starting point for our thinking within the IUA.

B. Nature of the problem

1. *Quelques réflexions sur des concepts et leur mesurage dans les relations internationales*, par Stéphane Hessel (International Associations, 1974, 11, p. 524).

— This note based on experience within the United Nations Development Programme brings out some of the conceptual and language difficulties from the point of view of the practitioner within an international organization.

2. *Tower of Babel*, by Giovanni Sartori (International Associations, 1974, 4, p. 202-204)
Terminological Crisis, by Fred Riggs (International Associations, 1974, 4, p. 200-202)

— These two reports are specially prepared extracts from the working papers of the Commission on Conceptual and Terminological Analysis of the International Political Science Association. Both reports attempt to clarify the nature of the problem, but from different perspectives.

3. *Manifesto of the Committee on Conceptual and Terminological Analysis of the International Political Science Association* (International Associations, 1974, 3, p. 164-168).

— This document is a concise explanation of the strategy which COCTA is adopting and hopes to adopt in its own particular approach to these difficulties. This is different from the approach of this meeting, as Professor Sartori will no doubt point out, but nevertheless complementary to our concerns, particularly since it suggests the possibility of a very precise and unambiguous approach to a domain which is characterised by its ambiguity and lack of precision.

4. *Logique et mythologie* par Marcel Merle (International Associations, 1974, 5, p. 263-266)

— This is an important corrective to the notion that it is possible to be completely unambiguous and precise in this domain.

5. *Les limites à des acceptions universelles*, par J.B. Cuyvers (International Associations, 1974, 5, p. 271-273).

6. *Communication par I. Paenson* (Centre international pour la terminologie des sciences sociales) (International Associations, 1974, 11, p. 529).

— In this document the stress is placed upon the importance of resolving the problems we face by interpreting each usage in terms of its context, rather than attempting to define the meaning of terms without precise reference to their context.

C. Precautions to ensure a good dialogue during the course of the meeting :

1. *Appel à une aimable discipline du séminaire*

— This document attempts to identify some of the possible pitfalls which it would be as well for us to avoid if we wish to avoid a non-fruitful debate — given that there are some questions which have been debated without result for many years, and which we cannot hope to resolve in the few hours at our disposal.

2. *Existing word-oriented methods of clarifying conceptual ambiguity*, by Fred Riggs

— This summarizes existing word-oriented methods in an effort to show what has already been explored without significant success to encourage us to look for other approaches.

(1) « Associations Internationales » « International Associations »

avril, 1974, no. 4

(2) « Associations Internationales » « International Associations »

March, 1974, no. 3
April, 1974, no. 4
May, 1974, no. 5.

3. Concepts, words *and* forms, by Fred Riggs and Giovanni Sartori (International Association, 1974, 11, p. 526)

— This document attempts to clarify the different meanings of three terms which are basic to our discussions and which lie at the origin of our difficulties. Working definitions of these terms are desirable to avoid confusion in our discussion, although their meaning is itself the subject of our discussion. This paper arises from the work of COCTA on the need for a meta-language to facilitate the kind of discussion into which we are about to enter.

4. *Concepts and words; hazards for linguists*, by Alice Koller
 - This document attempts to demonstrate to those who have a linguistic focus the importance of the conceptual focus which is frequently ignored by linguists.

D. Lack of adequate concepts in a language

1. *Networking, the need for a new concept* (International Associations, 1974, 3, p. 170-173)
 - This paper draws attention to a particular concept which is increasingly needed to describe a real phenomenon but which has only limited recognition in English, and none in other languages.
2. *Networking*, by Horst Rittel (International Associations, 1974, 3, p. 161-163)
 - This paper illustrates the first practical use at the international level of a key concept close to our concerns with regard to the manner in which international action takes place.
3. *Categorical straightjackets, a suggestion for a de-patterning device for international organization descriptors* (International Associations, 1974, 3, p. 148-150).
 - This paper attempts to draw attention to the artificiality and lack of flexibility of certain labels for entities significant to international action, and how the labels themselves act as a barrier not only to better understanding, but also to new forms of action and organization.

E. Ambiguities within the same language

1. *Considérations sur les significations du terme « coopération internationale »* par P. A. Forthomme (International Associations, 1974, 3, p. 145-147).
2. *Conservation de l'environnement*, par Jean-Paul Harroy (International Associations, 4, p. 198).
3. *Social development and social planning*, by Social Affairs Division, ECLA (International Associations, 4, p. 226).
4. *Des Etats et des Associations*, par Georges Langrod (International Associations, 4, p. 212).
 - Arrangements consultatifs (statut consultatif) (International Associations, 4, p. 212).
 - Organisation internationale non-gouvernementale (International Associations, 4, p. 215).
 - Organisation internationale intergouvernementale (International Associations, 4, p. 213).
5. *Pluralism, Integration, Participation and Mobilization*, by Giovanni Sartori (International Associations, 4, p. 217).
6. *Some remarks on the wording « nongovernmental organizations » in Japanese*, by Kiichiro Nakahara (stencil n° 1501)

F. Ambiguities between languages and cultures

The following papers discuss specific examples of ambiguities : —

1. *Frictions between Presuppositions in Cross-cultural Encounters*, by C.A.D. van Nieuwenhuijze (International Associations, 4, p. 230).

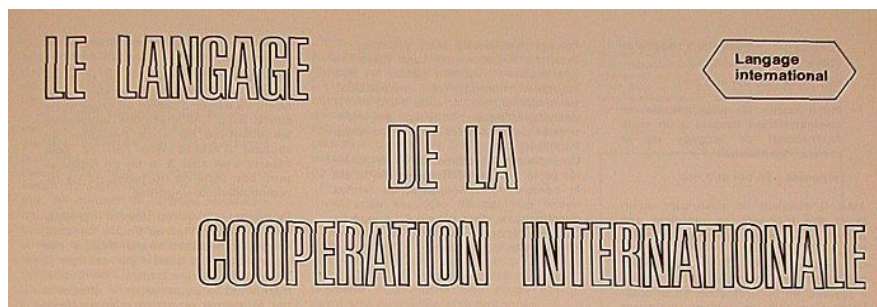
2. *Transcultural Studies In Cognition* (International Associations, 4, p. 209).
3. *Conceptual Gaps and Confused Distinctions* (International Associations, 3, p. 156).
 - possible ambiguities in the translation of interrelated concepts
4. *Conceptual Distortion from Negative Descriptors* (International Associations, 3, p. 152).
 - the possibility that « non-governmental » may be comprehended as « anti-governmental » in some languages (references)
5. *Social Science Terminology* (International Associations, 4, p. 210)
 - the problems and possibilities of using several languages.

G. Methods and proposals

1. *Unesco Committee on the Philosophical Analysis of Fundamental Concepts, an historical precedent* (International Associations, 1974, 11, p. 530).
 - This note summarizes the activities of Unesco in attempting to confront the matters under discussion at this meeting. The main Unesco thrust took place and was terminated in the period 1948 -1950.
2. *COCTA Proposal for future action*
 - This note complements the COCTA Manifesto (see B.3, above)
3. *Conceptual analysis; an illustration of two methods*, by Fred Riggs
 - This important paper is an illustration of two methods for analysing systems of concepts on the basis of the COCTA experience. Fortunately the examples chosen are closely related to our concerns but it is the methods themselves which merit attention.
4. *Network-related concepts; proposal for a vocabulary related to social complexity and social process*
 - This suggests that since the notion of « network » is so fundamental to our current understanding of the manner in which international action takes place it might therefore be fruitful to explore network-related concepts as a test of any procedures upon which we might agree.
5. *Une orientation possible des discussions et des propositions*
 - Given the information put forward in the background papers, and bearing in mind the recommended precautions and the limited time available, this paper suggests a direction which it might be fruitfully explored.

H. Other documents

1. *Languages, terminologies and mind-sets* (International Associations, 1974, 4, p. 219-225)
 - This paper brings together in one place information on the number of languages (and their speakers), the range of disciplines and their jargons (with an indication of the number of people conversant with each jargon), and the range of pre-logical approaches to the transfer of concepts. The suggestion is that each of these categories represents both an area of special difficulty and also a rich source of alternative concepts.
2. *Texts or concepts; documentation or knowledge ?* (International Associations, 1974, 4, p. 205-208).
 - This paper attempts to contrast systematically the present document-oriented information systems based on the use of terms with the needed knowledge-representation information based on concepts.



Exposé introductif

par Georges Patrick Speeckaert.

Dans son « Discours sur l'origine de l'inégalité parmi les hommes », Jean-Jacques Rousseau consacre une douzaine de pages à ce qu'il appelle « les embarras de l'origine des langues ». Il y déclare que - Le premier langage de l'homme, le langage le plus universel, le plus énergique et le seul dont il eut besoin avant qu'il fallût persuader des hommes assemblés, est le cri de la nature ».

Il ajoute d'ailleurs : « Comme ce cri n'était arraché que par une sorte d'instinct dans les occasions pressantes, pour implorer le secours dans les grands dangers ou du soulagement dans les maux violents, il n'était pas d'un grand usage dans le cours ordinaire de la vie, où régnent des sentiments plus modérés ».

Aujourd'hui nous sommes bien loin de la nature. Les sentiments modérés se mêlent aux maux violents et il faut plus qu'à tout autre époque - persuader des hommes assemblés ». Il s'agit d'un rouage essentiel de la coopération internationale, dont la naissance il y a un siècle et demi sera sans doute considérée par les philosophes de l'avenir comme l'origine de l'égalité parmi les nations. Mais le langage de la coopération entre celles-ci commence à poser des problèmes.

Au fur et à mesure du développement de la société internationale, les idées, notions ou concepts propres à celle-ci se sont exprimés par des mots parfois nouveaux, parfois anciens, mais employés dans un sens accepté par le groupe restreint d'hommes, le plus souvent de même formation juridique, et le groupe restreint de pays, le plus

souvent de même souche culturelle, qui participaient à l'élaboration des instruments de la coopération internationale.

A présent l'universalité géographique prise par celle-ci, son extension à tous les secteurs et problèmes de la vie publique et privée, l'affrontement des vocabulaires propres à toutes les disciplines et à toutes les cultures, l'influence des courants de pensées sans convergence, souvent passionnés et contradictoires, semblent exiger une clarification conceptuelle, analytique et terminologique du langage au niveau de rencontre des bâtisseurs de la société internationale, clarification rendue plus ardue par le plurilinguisme. C'est pour examiner le degré d'urgence, les possibilités et les méthodes d'une telle clarification que nous sommes réunis.

Pour les historiens de l'avenir, précisons que notre présent Colloque de Paris est issu du Séminaire sur « La philosophie de l'organisation internationale non-gouvernementale et les mutations de la société internationale », organisé par l'UAI à Milan en mai 1972, séminaire issu lui-même d'une Table Ronde sur les mutations dans les fonctions des organisations internationales non-gouvernementales, organisée par l'UAI à Genève en octobre 1971. Il doit surtout sa convocation et sa préparation à l'intérêt porté de longue date aux problèmes de langage par M. Fenaux et à son expérience assez exceptionnelle des secteurs public et privé de l'organisation internationale.

Le bien-fondé de son souci d'une clarification du langage international a été confirmé par les conclusions de l'enquête à laquelle l'UAI a procédé au début de décembre dernier. Un questionnaire fut envoyé à des dirigeants d'importantes organisations internationales non-gouvernementales et à quelques experts. Les réponses reçues en temps voulu — et dont 40 sont utilisables pour les statistiques — prennent en effet clairement position et nous tenons à en remercier les auteurs.

La première question était libellée comme suit : « Selon vous, l'état actuel de confusion dans les organisations internationales non-gouvernementales en ce qui concerne les termes et les concepts relatifs à l'action internationale est-il acceptable ? ».

Les réponses, à une majorité de 90 %, l'estiment inacceptable, et cela à quelques légères variantes près pour chacune des 4 subdivisions de la question, à savoir :

1) au sein des secrétariats; 2) parmi les membres; 3) entre les organisations internationales et 4) dans leurs relations extérieures.

Seconde question posée : - Si vous estimez qu'il y a effectivement un état de confusion inacceptable, croyez-vous possible d'arriver à une plus grande universalisation des concepts et des mots ». Ici, réaction plutôt optimiste, avec 32 oui pour 3 non et une réponse qui nuance son oui en inscrivant l'adjectif « désirable ».

La troisième question aborde un problème de méthode :

— faut-il établir, à l'intention des dirigeants des organisations interna-

tionales un glossaire des usages en matière de terminologie ?
Réponses : 25 oui et 5 non.

— faut-il établir un ensemble de recommandations tendant à un code/ international de langage de la société internationale ?

Réponses : 26 oui et 2 non.

Mais il convient de remarquer qu'un quart des réponses ne prennent pas position au sujet de cette double question.

Le point suivant du questionnaire portait sur les concepts et les termes à prendre en considération en priorité. Vous avez reçu le tableau indiquant par ordre décroissant ceux qui avaient le plus retenu l'attention parmi les mots mentionnés dans le questionnaire et aussi la liste des autres concepts et termes dont l'étude est suggérée dans les réponses. Je ne vais pas accaparer votre temps en exposant verbalement les données contenues dans ce tableau. Notons simplement que l'étude des concepts et termes suivants est prônée dans plus d'une réponse sur quatre : gouvernemental, non-gouvernemental, justice, participation, démocratie, dé-

veloppement, public, privé, étatique, auxquels — et même sans doute en tête desquels — il faut ajouter les trois adjectifs : international, multinational, transnational, qui par suite d'une erreur dactylographique n'ont pas été mentionnés dans le texte anglais du questionnaire.

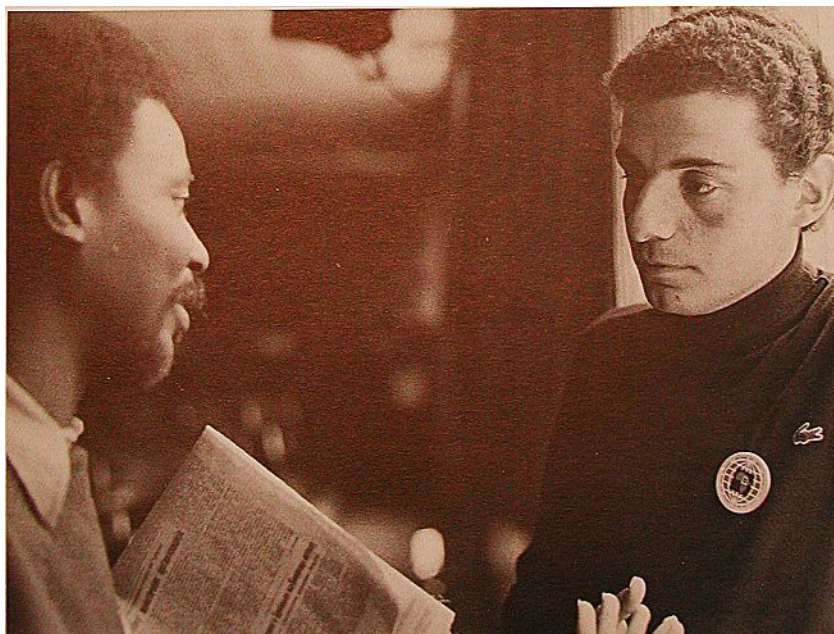
Une preuve supplémentaire de l'intérêt porté aux objectifs du Colloque est le nombre de concepts et de termes autres que les 48 proposés dans le questionnaire, dont l'étude fut suggérée dans les réponses. Au total 60 pour les 40 réponses utilisables.

Il paraît dès lors évident que ce n'est pas durant ce Colloque que l'on pourra tenter d'aboutir à une clarification et à une définition universellement acceptable de l'ensemble des concepts et termes dont nous venons de parler. Certes, pour quelques-uns d'entre eux, nous disposons déjà d'un certain nombre de considérations précieuses. En effet, l'UAI, en plus d'articles publiés antérieurement dans sa revue, tel celui du Président Casadio sur le langage international et transnational paru en mars de l'an passé, a réuni

en vue de ce Colloque une vingtaine de communications.

La richesse de leur contenu et la diversité des problèmes qu'elles analysent va exiger d'opérer un choix et de suivre avec une discipline intelligente les directives de notre Président, en sachant d'ailleurs que l'on ne peut espérer s'en aller à la fin du Colloque avec une série de décisions ou de recommandations unanimes.

Peut-être — avec un point d'interrogation ! — pour l'un ou l'autre concept, serait-il possible d'arriver déjà à une conclusion ? Je pense par exemple à l'interprétation des termes « environnement » et « conservation » proposée par M. Harroy et aux recommandations de M. Langrod concernant l'emploi de la dénomination « organisation internationale » pour désigner les seuls organismes de coopération entre les divers étages de la structure interne des Etats, la suppression de l'adjectif « intergouvernemental » qui semble limiter cette coopération aux seuls Exécutifs des Etats, la suppression aussi de l'expression négative - non-gouvernemental - et enfin l'utilisation du terme « association » et de l'adjectif « transnational » quand il s'agit de désigner ce que l'on nomme actuelle-



ment « organisation Internationale non-gouvernementale », Sans doute ce Colloque n'est pas tenu de songer aux besoins plus particuliers des associations transnationales, mais il ne devrait cependant pas perdre de vue que celles-ci souhaitent des suggestions pratiques sur des questions concrètes.

Puis-je rappeler à cet égard une réalisation de l'UAI, vieille de près de dix ans, en matière de langage international. Il s'agit des définitions, en langue française et en langue anglaise, des termes applicables aux organes statutaires et aux divers types de réunions internationales.

Un ensemble assez complet de définitions a pu être élaboré par l'UAI, soumis par elle à diverses conférences, y compris inter-organisations et associations convoquées par la FAO et l'Unesco, amendées et approuvées par ses participants et ensuite recommandées à l'ensemble des groupements et praticiens de la coopération internationale.

De même l'UAI a prôné un Code de couleurs pour les documents utilisés dans les réunions internationales, par exemple, le bleu pour les textes en français, le rose pour les textes en anglais, le jaune pour l'espagnol, le vert pour l'italien, etc..., afin d'en faciliter le repérage par les utilisateurs comme par les distributeurs. (*)

Une des tâches intéressantes que pourrait peut-être tenter d'accomplir ce Colloque serait de procéder à une courte exploration des nouveaux termes qui devraient et pourraient être forgés.

Certains, fort utiles nous semble-t-il, existent dans une langue de dimension internationale mais pas dans une autre langue de dimension internationale, par exemple le mot « membership » en anglais dont l'équivalent en français pourrait être éventuellement le mot « membrariat ».

D'autres mots au sein de la même langue sont utilisés dans tel pays et non dans un autre, tel le substantif et l'adjectif « parastatal ». Certains termes ont perdu leur signification ancienne ou du moins celle-ci n'a plus son poids initial. Songeons à l'adjectif « conventionnel » et à son utilisation il y a un siècle par les pionniers du droit international qui aimaient l'expression « le droit conventionnel ».

Par contre le substantif « convention » est certes fréquemment utilisé aujourd'hui en matière de langage international, mais dans un sens qui n'a rien de commun en français et en anglais.

D'autres mots reprennent une jeunesse nouvelle, par exemple le terme « réseau » utilisé dans les premières publications de l'UAI, au début du siècle.

D'autres enfin, forgés sans doute trop artificiellement, ont complètement disparu, tel le mot « pacigérat » qui fut à l'ordre du jour de la Xe. Conférence interparlementaire à Paris en 1900, et qui désignait le régime juridique applicable aux relations des Etats « pacigérants » c'est-à-dire qui en temps de guerre poursuivaient le cours normal de leurs relations pacifiques.

Nous nous en voudrions de poursuivre ces exemples, car il est évident que notre Colloque ne pourra être qu'une première étape dans une étude qui devra être poursuivie et approfondie. Sans doute durant cette première étape, va-t-on surtout se préoccuper des concepts et aussi tenter d'organiser les relations de travail les plus efficaces entre les divers organismes qui ont à leur programme une étude ou une action déterminée en matière de clarification conceptuelle, analytique ou terminologique du langage en général. L'effort consistera à les réunir en une association momentanée, ayant comme objectif unique et déjà assez vaste d'améliorer par la voie du langage la compréhension entre les partenaires des relations internationales. La parole sur ce point est à leurs représentants qui participent au Colloque. Ils auront à l'esprit, comme les autres participants, les réflexions transmises par écrit par M. Stéphane Hessel, qui devait introduire le débat et qui l'aurait fait infiniment mieux que moi, et parmi ses réflexions, l'énoncé de cinq dangers qui menacent les concepts des relations internationales et leur mesurage.

Permettez-moi, en terminant, d'assigner à ce Colloque une tâche supplémentaire, celle de rendre une réalité, une âme, à certains concepts et termes de base et je songe avant tout à l'expression « coopération internationale », cette nécessité et cet idéal, selon la belle formule utilisée par M. Maheu. On s'étonne du peu d'intérêt que les jeunes manifestent à l'égard des activités des organisations internationales, au sens donné à celles-ci par M. Langrod.

Mais ont-ils tort d'y voir, surtout à travers la presse et la télévision, plus d'esprit de lutte et de marchandage que d'esprit de coopération, plus de nationalisme que d'internationalisme, pour employer un terme aujourd'hui suranné, mais qui était plus qu'un concept pour l'élite intellectuelle et ouvrière du début du siècle. Il était porteur d'un message. Ne croyez-vous pas que nous manquons aujourd'hui, dans le vocabulaire de la société internationale, de mots qui soient porteurs d'un message universel de solidarité et d'espoir. D

(*) On trouvait ces définitions et ce Coda dans la brochure : Les divers types de réunions internationales, l'aménagement des salles, l'équipement et les services, publiée en 1967 par l'UAI dans sa collection : La science des congrès internationaux... (n° 5 de la série) (parue en français et en anglais).

Quelques réflexions

sur des concepts et leur mesurage dans les relations internationales

par Stéphane Hessel
Ministre plénipotentiaire
(France)

Sensibles que nous sommes devenus ces temps derniers à la manipulation des consciences et à l'impérialisme des Codes — sans doute parce que nous avons quand même fait des progrès dans la désaliénation des corps et la maîtrise de la matière — il est naturel que nous dressions l'oreille lorsque des concepts qui nous sont chers passent à travers les lamineurs plurilingues des réunions internationales, répercutés de culture en culture et de contexte politique en contexte économique pour en sortir soit hirsutes soit chauves.

Pour rester conducteurs d'énergie ou de lumière, opérationnels ou heuristiques, ces concepts auraient besoin de sages gardiens. Car c'est d'abord la dimension temporelle, ce que l'on nomme justement pour des termes comme pour des plantes leurs racines, qui leur a été si souvent ravie que leurs utilisateurs, désintéressés, ou machiavéliques, la bousculent vers le non-encore-exprimé. Comme les matières plastiques succèdent aux matériaux qui portent davantage en eux-mêmes leurs structures et leurs qualités, les mots labiles, approximatifs, dé-racines, confèrent à la pensée qui cherche à se formuler une souplesse et une élasticité bien adaptées aux mutations d'un monde beaucoup plus attentif à ce qui lui advient qu'à ce qu'il contient et devrait sauvegarder.

Aussi est-on facilement taxé de conservateur lorsqu'on s'attache à donner aux mots un sens indubitable, comme si le progrès de la pensée ne pouvait s'accommoder des bornes de l'intelligibilité.

Même si pareille exubérance peut féconder l'expression poétique et parfois même frayer des voies nouvelles à la réflexion philosophique, nous sentons bien qu'elle sied mal aux dialogues que les organisations interna-

tionales s'efforcent de susciter entre les partenaires qui s'y rencontrent pour mieux cerner et puis mieux résoudre des problèmes qui leur sont — de plus en plus — communs. La chance veut que les deux grandes langues qui véhiculent une importante majorité des concepts en usage dans les relations internationales, l'anglais et le français, sont des langues à la fois assez proches et assez différentes pour apporter à la plupart des messages qu'elles diffusent parallèlement un éclairage complémentaire et compatible.

Encore faut-il se souvenir que parmi tous ceux qui s'en servent, une minorité les ont apprises à l'âge où se forment les premiers ponts, les ponts indestructibles entre le perçu et le formulé. Ce sont pour tous les autres des outils acquis à l'âge où l'esprit se meut dans les structures de l'abstraction, où la pensée construit des systèmes et ne peut retenir de chacun des éléments qui les composent que les caractéristiques qui le rendent apte à y occuper sa place.

Comment aider alors ceux qui travaillent à susciter entre tous les partenaires des relations internationales une plus réelle compréhension ? Contre quels dangers l'expérience des années récentes nous permet-elle de les mettre en garde ?

Je voudrais en retenir très brièvement cinq dont j'ai pu mesurer concrètement les méfaits et pour chacun desquels je me bornerai à un seul exemple :

1. Le danger le plus évident naît de l'identité des vocables face à la divergence des notions, danger qui affecte l'anglais et le français, en tant que langues, mais plus généralement les cultures anglo-saxonnes et les cultures latines avec leurs conceptions divergentes du droit et de ses formulations.

Policy, politique, control, contrôle, actual, actuel sont des paires connues et repérées. Education est un terme qui recouvre des concepts fort éloignés les uns des autres et pourtant on s'en sert comme d'une clef à tout ouvrir. Il a un passé différent dans les pays nordiques et dans les pays latins, mais — chose plus importante — il débouche, suivant les cultures où il est employé, sur des perspectives qu'il faut distinguer pour pouvoir les rapprocher. Qu'il faut bien distinguer avant de les rapprocher, comme toutes les notions qui se complètent dialectiquement.

2. Un danger déjà plus soumois naît du caractère optatif ou apodictique que peuvent avoir certains termes ou certaines formulations selon l'éclairage culturel, politique ou idéologique qu'y projettent ceux qui les utilisent ou ceux qui les déchiffrent. Une recommandation, une résolution, une décision même, lorsqu'elle émane d'un organe de coopération internationale ne signifie pas pour tous le même degré d'engagement, ne contient pas les mêmes certitudes ou les mêmes doutes. Il en résulte des reproches et des polémiques qui ne font qu'accentuer les contrastes entre partenaires, alors qu'une clarification préalable du sens exact des termes aurait permis de ramener les visées de chacun à un niveau peut-être plus élevé mais commun.

Aujourd'hui une telle réduction inter-culturelle est sans doute un objectif illusoire : du moins chacun doit-il tenir compte de cet obstacle dans la mise au point de sa stratégie.

3. Certains mots apparemment « techniques » donc faciles à analyser, comme planification, planning, programmation, programming, recèlent des pièges du fait de la place très différente que tiennent dans des formulations émanant de langues ou de cul-

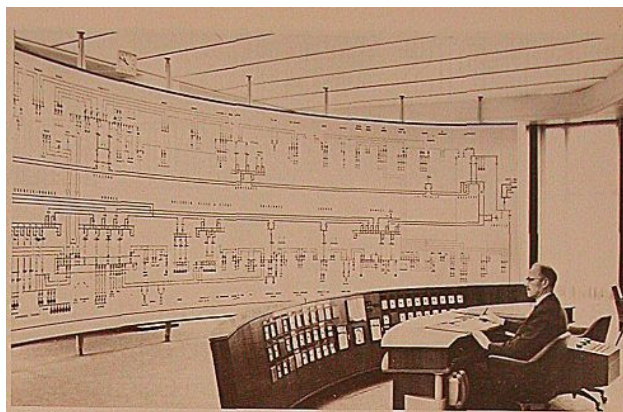


Photo INBEL

tures distinctes la théorie et la pratique, le verbal et l'opérationnel. Ces oppositions se rencontrent fréquemment dans le dialogue sur le développement — un des plus abondants et des moins conclusifs de la vie internationale actuelle — et y sèment la confusion. Qui planifie ? Qui programme ? et qu'en résulte-t-il ? Est-ce la juxtaposition de projets de cohérence douteuse, chiffrés au jugé ? Est-ce l'élaboration d'un tableau de correspondances où les effets des décisions et des investissements dans chaque secteur sur tous les autres, ainsi que les effets en retour escomptés sont soigneusement calculés et soumis à des contrôles mutuels ? Et de quels moyens dispose-t-on pour transformer ce qui n'est au début qu'exposé de principes en une réalité économique mesurable ?

Se bornera-t-on à opposer planification socialiste et jeu du marché ou creusera-t-on davantage l'interaction des mécanismes de prévision et d'orientation et des effets induits et à leur tour inducteurs de l'offre et de la demande ? S'il n'y a plus de gouvernements qui ne prétendent planifier leur développement, il n'y en a probablement pas deux, qui y appliquent des moyens et des méthodes rigoureusement comparables.

4. Un péril qui m'a surtout frappé dans les rapports qui s'établissent — mal ! — entre les institutions internationales et les opinions publiques tient à l'usage d'un nom de lieu comme désignant un sujet d'activité volontaire.

Je m'explique. Jadis on parlait dans le jargon diplomatique du Ballhausplatz ou de la Wilhelmstrasse, de Downing Street ou du Quirinal pour désigner — assez justement — une source d'action politique émanant d'un « pouvoir » constitué et s'exerçant de façon directe ou indirecte sur des partenaires. Au-

jourd'hui on utilise trop souvent dans le même sens des termes comme la FAO, l'UNESCO, les Nations-Unies, la FISE ou le PNUD. Ces organisations sont en fait des lieux et non des sujets. Composées d'Etats membres souverains, contrôlées par des représentants gouvernementaux, toutes sont destinées à préparer et à exécuter des décisions qui engagent leurs membres, aucune n'a de véritable pouvoir qui en serait l'émanation directe. Or l'opinion ne le voit pas, ne le sent pas ou ne veut pas l'admettre, lorsqu'elle parle des échecs ou des succès, des faiblesses ou des ingérences de telle ou telle organisation. Ici la confusion sur les termes recouvre une confusion politique beaucoup plus fondamentale et à l'origine de laquelle on trouve le besoin — largement répandu — de repousser sur autrui des responsabilités que l'on sent que l'on assume mal. Le citoyen accusera son gouvernement mais ne changera pas son vote, le travailleur son syndicat tout en y restant affilié, l'administration ses structures, mais sans les modifier et — sur le plan international — les Etats leurs organisations mais sans en améliorer le mode de fonctionnement.

Gardons-nous au moins de confondre le Directeur général ou le Secrétaire général d'une organisation internationale avec la volonté ou la non-volonté de coopération entre Etats membres qui définit les limites de son autorité. Une connaissance exacte de la réalité que recouvrent les mots Nations-Unies ou Communautés européennes est la seule garantie contre des interprétations gravement erronées. 5. J'ai gardé pour la fin un danger de confusion qui provient non des mots eux-mêmes mais des constructions où ils sont employés et l'exemple que je voudrais soumettre ici au colloque est

l'expression même d'organisation non-gouvernementale, la fameuse ONG née de l'article 71 de la Charte et qui a servi depuis à tant d'usages. Selon l'approche politique, idéologique, culturelle de chacun, cette qualification se présentera comme une négation, une restriction, ou comme une affirmation, une ouverture. L'organisation n'aura pas l'appui du gouvernement, ne bénéficiera pas de l'autorité d'un Etat, ne pourra pas se réclamer d'une institution officielle et publique, ne pourra engager que des forces auxiliaires, démunies de pouvoir contraignant, etc... L'organisation tout au contraire ne sera limitée par aucun veto gouvernemental, n'aura pas à rendre compte à un Etat, sera branchée directement sur les forces réelles dans le pays, capable de mobiliser des énergies que l'Etat ne laisse pas toujours s'exprimer, bref elle transcendera la sphère gouvernementale. Inutile de souligner combien le passage de l'une à l'autre de ces interprétations modifie l'attitude que tel ou tel va adopter lorsqu'il s'agira de dialoguer avec les ONG ! Voilà quelques dangers de mesurage parmi beaucoup d'autres. Du verbe on passe vite à la structure intellectuelle et de là à l'idéologie ou à la culture. Mais il n'est plus dans le style de notre société d'attendre qu'une transformation fondamentale des relations entre les hommes apporte « la » solution ultime à nos difficultés. C'est au contraire à prendre les problèmes au niveau où d'abord ils surgissent concrètement dans les consciences que l'évolution de la plus récente anthropologie nous incite. Clarifions donc d'abord entre nous le sens des mots tels que nous les rencontrons dans nos efforts de communication et la clarté, de proche en proche, pénétrera peut-être jusqu'à la racine de nos contradictions.

CONCEPTS, WORDS AND TERMINOLOGY

International
discourse

- a provisional metalanguage resulting from the work of the
Committee on Conceptual and Terminological Analysis
of the International Political Science Association.

1 - Concepts, words, phenomena (*)

by Giovanni Sartori
Chairman of COCTA

A Provisional Metalanguage

In any process of understanding, at least three elements are involved :
i) meanings, ii) words, iii) phenomena (real world data, or referents).
The stipulations of Fred Riggs (COCTA W.P. n° 1, see below) enable us to make the foregoing more precise, as follows :

1. Idea is a mental image.
2. Conception is a set of ideas associated with an expression, and more precisely all the meanings associated with a given word.
3. Concept is a conception treated according to logical rules, and particularly the rules of classification : hence a categoric concept or a category, identified by its attributes. Example : the conception of a bird « embraces all the multifarious ideas brought to mind when you hear the word bird »; the concept is « feathered vertebrates ».
4. Terms are words which unambiguously refer to, or are allocated by, concepts. Example : if « bird » is defined « feathered vertebrate », it is a term. If « bird » applies to a dozen possible meanings (listed by Riggs), then it is a word which elicits only a conception.

(*) Extract from the Tower of Babel. COCTA Working Paper n° 5.

Personally I have no difficulty in abiding by the stipulations proposed by Riggs. However, my purpose here is to discuss a literature which does not abide by them. Hence to avoid excessive encumbrance I propose to follow, for the time being, a more commonsense-like metalanguage. Meanings and ideas will be referred to as concepts, without specifying whether these are conceptions or concepts proper. In this broad usage, then, concepts are both a conceptum and a perceptum, things conceived and /or meaningfully perceived, and will be simply defined as the units of thinking.

I shall equally leave term as an imprecise term, that is, I shall not associate i) « term » with « concept » and ii) « word » with « conception ». With the foregoing provisos my initial statement can be reformulated as follows : in any process of enquiry, or understanding, three basic elements are involved : 1) concepts — 2) words — 3) phenomena — in that order. The reasons why these elements are best construed as a unidirectional sequence in which the concept takes precedence, or the lead, are stated by Riggs and in the initial « COCTA Manifesto »; they need not be repeated here. Let me simply clarify that the sequence is actually a circular one, for the phenomena, referents, or real world data, de feed back into the concepts. However, the return from the phenomena to the concepts occurs via hazardous and somewhat mysterious

inductive processes — a « feedback » loop », more than a simple feedback.

Language and Thinking

In our procedure, or strategy, words are symbols to be allocated in an economical and, as much as possible, unequivocal fashion to carry ideas, i.e., to serve the unit of thinking, which is the concept. Yet we cannot leave unexplored the issue of how words and thinking and, more inclusively, language and understanding, relate to each other.

There are four possible answers to this question : a) no intrinsic relation; b) the relation is so intrinsic that the two elements are undistinguishable; c) words are only tools, i.e., neutral instruments, for communicating thoughts; d) words are the tools of thinking (not merely of communicating), and are by no means neutral, for they powerfully orient, in and by themselves, our perceptions and interpretations. These four possibilities, with additional shades, are largely discussed in semantics, and the discussion cannot be taken up here. It should be pointed out, however, that the COCTA sequence is more easy to accept under the third (c) than under the fourth solution (d). Since I happen to subscribe to the latter, it behooves me, first, to emphasize the importance of « naming » (the choice of the word) and, second, to explain why I adhere, nonetheless, to the precedence of the concept.



Photo UNESCO/Marc Riboud

2 - Concepts, words and terms (*)

Concepts and words

The following example enables us to make a sharp distinction between concepts and words. Anyone interested in the study of the zoological class, Aves, is an ornithologist, and although this class of objects is normally referred to as « birds », he is not confused because the same word is frequently, and quite legitimately, used for other meanings. The ornithologist does not concern himself with the many possible meanings of « bird » because he can easily identify, with the help of a definition — feathered vertebrates — the concept that interests him. When illustrated this way, the distinction between concepts and words seems easy to grasp, yet the distinction is often lost, and we typically find, especially in the social sciences, that inquiry begins with words rather than with concepts. Instead of identifying the meanings to which we wish to devote our attention, we select such words as democracy, alienation, party, economy, institution and try to build our analysis around the various meanings attributed to key words.

(*) Extract from Concepts, Words and Terminology. COCTA Working Paper n° 1

The basic premise of this paper, by contrast, is that our ability to progress cumulatively and soundly in the social sciences requires us to identify concepts and to get away from our preoccupation with the analysis of words with many meanings.

In order to do this, however, we need to clarify our terminology, the words used to refer to concepts. We cannot think about concepts without using handles to identify them. One handle, of course, is a definition. The ornithologist can think, every time he addresses himself to his work, that he is going to study « vertebrates with feathers ». However, he will find it easier to use a single word for this concept, e.g., Aves.

As he proceeds, he may also find "it awkward or unaesthetic to insist always on using a technical, i.e., an unambiguous, expression for the concept he is working with. Consequently he may also wish to use alternatives, such as birds or fowl or even « feathered friends ». So long as he knows that when he uses a word like « bird » or « feathered friend » he is actually referring to the class Aves, then he can communicate clearly. The fact that these same words, in other contexts, can have different meanings will

by Fred Riggs
Secretary of COCTA

not prevent scientific thought and precise communication. When one or more words are used in context to refer, without ambiguity, to a designated concept, then they are terms. Thus the concept defined by the phrase, « vertebrates with feathers », may be referred to by the terms, Aves or birds. The word « Aves » is an unambiguous term in the sense that it is used to refer only to this concept, but « birds » is an ambiguous term in that it may also refer to other concepts. However, in contexts where it can be taken to refer only to vertebrates with feathers, we may use the word « bird » without ambiguity.

The problem for terminological analysis, therefore, is to arrive at some widely accepted decisions about which words to use for which concepts in such a way as to reduce or eliminate ambiguities, at least in context. So long as it is made clear, from context, that one means « vertebrates with feathers » when one says « birds », then one may well use this familiar word in preference to the technical term, « Aves ». However, if one finds that his listeners do not know whether he means clay pigeon, a feathered vertebrate, or an aeronaut when he says « birds », then he had better use Aves until the confusion is cleared up.

Conceptions about Concepts

What has been said above may strike the reader as so obvious that it need scarcely be put in words. Yet in practice we continue to confuse words with concepts, and to focus our attention on the former rather than the latter. One possible reason may be that the concept of a « concept » is difficult to grasp because the word, « concept », has itself acquired a variety of meanings. Let us turn to the dictionary to find, as we did for « birds », what meanings have clustered about this word.

In Webster's Unabridged Dictionary, we find three basic but closely related ideas, derived from the contexts of philosophy, of logic, and of general usage.

In philosophy we find that « concept » means an abstract idea, a universal notion, a generic mental image or a theoretical construct. In logic, the word refers to a class or species as identified by essential attributes, but also to propositions asserting logical relations or properties. In general usage, the word often covers all the ideas suggested by or associated with an expression. Although these definitions refer to closely related ideas, they also illustrate the difficulty of sorting out the different notions linked together by the one word. It is not hard to tell the difference between a fowl and a friend,

a clay pigeon and a shuttlecock, or a partridge and an aeronaut, but we cannot with equal precision sort out the various meanings attached to the word « concept ». Let us, however, consider the following list :

1. — Idea — a mental image of anything seen, known, or imagined, and thus the philosophical and most general meaning of the word — perhaps a Platonic essence — the quality of birdness — which may underlie all the usages of the word « bird ».

1. — Conception — a set of ideas associated with an expression, such as all the meanings linked with the word, « bird ».

3. — A class or species — hence a category of things, events, or entities identified by shared attributes, e.g., Aves as a class of feathered vertebrates.

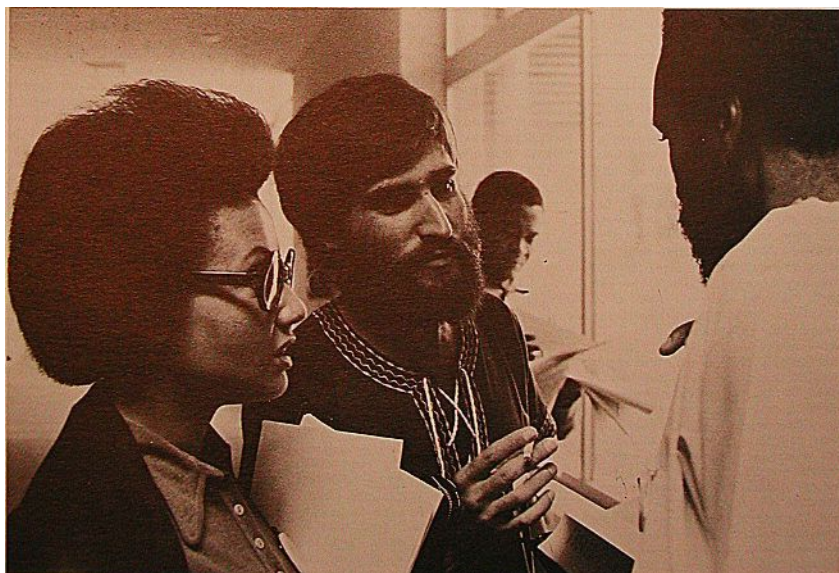
4. — Proposition — an assertion of logical or functional relationships, such as the statement that « most birds fly ».

5. — Precept or doctrine — the idea that something should be done or that a problem can be solved by some mode of action. This meaning is scarcely justified by the definitions found in Webster's Unabridged, but Webster's New Collegiate Dictionary asserts that a concept may refer to « an idea of what a thing in general should be ».. In much contemporary practice, notably in American governmental circles, the word « concept » is often

used in this sense to refer to an idea about how revenues might be better distributed among governmental jurisdictions, how land reform should be carried out, how technical cooperation should be organized, or how birds might be saved from extinction by hunters...

Many if not most of the words used in social science designate conceptions rather than concepts. Thus democracy, development and demagoguery refer not just to a single idea but, in each instance, to a set of ideas linked by a variety of associations or overlapping connotations. By using the concept of a conception, we can restate the propositions made at the beginning of this essay. Analysis in the social sciences is typically confused and confusing because it starts with words which suggest complex and fuzzy conceptions rather than clearly defined concepts.

So long as we are dealing with conceptions rather than concepts, we can scarcely make progress in the social sciences. Nor can we overcome the difficulty by trying to clarify the definitions of words, by seeking their « real » meaning, in fact, of course, words have no real meaning — they always have many meanings. Only by starting with concepts rather than conceptions, with meanings rather than words, can we decide calmly and rationally what terms to use for each, and then proceed to analysis.



L'IMPORTANCE DU CONTEXTE

par I. Paenson

Directeur du Centre international

pour la

Terminologie des Sciences Sociales (Intercentre)

Avant d'aborder les détails techniques relatifs à l'élaboration d'une terminologie multilingue dans un domaine donné, il est indispensable d'exposer quelques idées très générales qui sont à la base des recherches terminologiques d'Intercentre. J'ajoute que ces idées sont le fruit non pas d'analyses théoriques, mais d'une expérience pratique de la traduction dans le domaine des sciences sociales s'étalant sur une période de près d'un quart de siècle.

Le but de la traduction est de rendre accessible au lecteur dans sa langue maternelle la pensée de l'auteur étranger exprimée dans la langue maternelle de celui-ci. Elle consiste, en conséquence, en deux opérations mentales nettement distinctes : d'abord, cerner d'aussi près que possible la pensée de l'auteur, ensuite — l'exprimer dans la langue en laquelle on traduit. C'est au cours de la première de ces opérations qu'on est frappé par la profondeur du fossé existant entre la pensée et le langage. Il est, évidemment, extrêmement difficile de définir la pensée : « tout ce qui est tellement en nous que nous en sommes immédiatement connaissant », a dit Descartes. « Immédiatement » est le mot-clé de cette définition : en effet, la pensée plonge ses racines profondément dans l'inconscient, tandis que les mots sont formulés au niveau conscient. Selon le Professeur J. Rudhardt, ex vice-recteur de l'Université de Genève, la « pensée préexiste à toute expression agissante bien qu'elle soit encore informulée ». La pensée n'a que deux modes d'opérer : par association et par opposition; chaque pensée individuelle dépend étroitement des pensées précédentes et contribue à déterminer celles qui la suivent. Donc, ses limites — son commencement et sa fin — sont floues. Souvent, pour bien comprendre le raisonnement de l'auteur d'un document, on est obligé de lire un nombre impressionnant de phrases qui se suivent, peut être une ou deux pages — à la limite, le document tout entier. Le mot, au contraire, a des limites bien définies et une — ou, le plus souvent,

plusieurs — significations qui ne sont que des briques dont est construit l'ensemble de la pensée : mais c'est cet ensemble qui joue un rôle décisif dans la détermination de la ou des significations du mot. L'autonomie sémantique du mot isolé par rapport à la phrase et même, au-delà, par rapport au complexe de phrases reflétant une pensée, est très limitée.

Ces considérations s'appliquent avec une force particulière au domaine des sciences sociales dont les conceptions sont infiniment plus imprécises et plus controversées que celles des sciences naturelles. Ceci s'explique par le fait que toutes les sciences qui traitent de l'homme ont une surcharge émotionnelle présentant un contraste frappant avec la sérénité dont l'homme fait preuve quand il étudie non soi-même, mais la nature. En conséquence, l'autonomie sémantique de mots-termes-isolés est encore davantage limitée dans le cadre des sciences sociales que dans celui des sciences naturelles : dans le premier, le contexte est vraiment déterminant. J'emprunte au Professeur Rudhardt déjà cité, cet admirable exemple du rôle décisif du contexte :

« Il admire le monde : il voudrait en comprendre l'ordonnance. »

« Il admire le monde : il voudrait y être reçu. »

Mais le contexte naturel de l'ensemble des termes appartenant à une discipline donnée est, naturellement, une exposition systématique de cette discipline.

Bien entendu, je ne veux pas dire par là qu'il faille écrire un traité complet englobant tous les aspects de la science dont on veut établir la terminologie, ce qui serait, d'ailleurs, une tâche surhumaine. Le terminologue doit arriver à un compromis raisonnable entre son désir naturel d'être aussi complet que possible et les limitations qui lui sont imposées par la modicité des moyens dont il dispose d'habitude. C'est ici qu'intervient son art : il doit chercher à élaborer un texte concis qui reflète les aspects princi-

paux de la science donnée et qui est saturé de termes, en veillant à inclure tous les termes importants et en ne laissant de côté que ceux d'importance secondaire ou peu usités.

Evidemment, une telle méthode n'est pas exempte — loin de là ! — de subjectivité : dans la façon de présenter l'ensemble de la discipline donnée, dans le choix même des termes, dans leur définition. Etant donné le caractère discutable des définitions des termes relevant des sciences sociales, il est pratiquement impossible d'appliquer cette méthode de façon à satisfaire tout le monde; surtout étant donné les divergences fondamentales entre les définitions en cours dans les pays socialistes et les autres pays, respectivement, et souvent même à l'intérieur de ces groupes de pays ou encore dans le cadre d'un seul pays. Dans une certaine mesure, on peut y remédier en faisant état de plusieurs définitions différentes d'un terme donné. D'autre part, l'enchaînement logique d'un texte projette une lumière telle sur toutes les facettes de la signification — ou des significations — d'un terme qu'au-delà des controverses on peut se faire une idée claire des différents sens possibles.

En simplifiant, on peut dire que cette méthode part du sujet pour arriver à cerner le sens des termes, au lieu de partir de ces derniers pour essayer d'élucider leur sens.

De 6e point de vue, il n'est pas possible d'essayer de donner — en dehors de tout contexte — des définitions de termes, tels que ceux mentionnés dans la circulaire de l'U.A.I. Pour résumer, je pense que la voie la plus prometteuse pour l'élaboration à l'avenir de glossaires terminologiques multilingues est celle de la collaboration de spécialistes dans la discipline donnée et de linguistes, conduisant à la préparation de textes continus et systématiques en plusieurs langues, textes dans lesquels les termes-clés du domaine étudié trouveraient leur place logique et naturelle.

on the Philosophical Analysis of Fundamental Concepts

An historical precedent

1. Debates during the First Session of the General Conference of UNESCO in Paris in 1946 made abundantly clear the differences which are possible in the interpretation of ends accepted as common. The problem of establishing a programme of common action based on the different philosophic views, religious beliefs, and political systems represented in the member-states was a practical exercise in exploring the consequences of different concepts of human rights, democracy, freedom, law, and justice on the cooperation and antagonism of nations.
 2. A project to study, such differences in the philosophic and historical foundations of the rights of man was included in the first program of UNESCO, and work was undertaken on the project in cooperation with the Commission of Human Rights of ECOSOC. The first stage of the enquiry was completed in July 1947.
 3. A Committee on the Philosophic Bases of Human Rights undertook an investigation which gave rise in 1949 to a UNESCO symposium publication *Human Rights : Comments and Interpretations*.
 4. A Committee of Experts assembled in September 1947 to frame suggestions concerning the programme in philosophy and humanistic studies recommended to UNESCO that « ... the project formulated by the Committee on the Philosophic Bases of Human Rights — to investigate the philosophic grounds of the present conflict of ideologies by examining its manifestations in certain crucial concepts — be undertaken, and that the « philosophers » consulted in its pursuit should include not only philosophers in the technical sense, but also humanists, social scientists, natural scientists, and, in general, men in all walks of life who take a broad view of their work and of the problems in which the world is involved.
It is recommended that in its initial form, the enterprise be concerned with the important differences which separate peoples in their views of right, liberty, democracy, and similar moral and political concepts.
If the project succeeds, it may later be extended to value concepts more peculiar to humanistic studies or to basic ideas which have recently been influenced by the progress of science. »
 5. The project to investigate conflicts concerning fundamental concepts was made part of the program of UNESCO adopted at the Second Session of the General Conference in Mexico City in 1947, and the study of the idea of democracy was started in 1948. The inquiry (conducted by Arne Naess) was not conceived either as a « scientific » investigation of the nature of democracy or as an « opinion » poll concerning differences in conceptions of democracy; it was an effort, rather, to uncover the traditions of thought and the basic assumptions of theory which influence discussions and negotiations in which - democracy » is involved.
- (Summary of description in the volume referenced in point 7 below)
6. The results of the inquiry were examined in May 1949 by a Committee on the Philosophical Analysis of Fundamental Concepts (Edward H. Carr, Chaim Perelman, Richard McKeon, Sergio Buarque de Hollanda, Pierre Ricoeur, and Alf Ross). The Committee prepared a statement concerning the problem presented by ambiguities and confusions about democracy.
 7. The inquiry gave rise to a publication *Democracy in a World of Tensions: a symposium prepared by UNESCO* (Edited by Richard McKeon with the assistance of Stain Rokkan). New York, Greenwood Press, 1950.
This is made up of :
— some 30 expert views on democracy
— Appendix I : The UNESCO Questionnaire on Ideological Conflicts concerning Democracy
— Analytical Survey of Agreements and Disagreements by Arne Naess and Stein Rokkan
— Appendix II : Statement of the members of the Committee concerning the importance of the problem
— Appendix III : Report of the Committee on the Philosophical Analysis of Fundamental Concepts.

Further action

The project was terminated and no further reference made to it. No further projects of this kind have been undertaken. No follow up was made on the recommendations to study other concepts. The programme itself was reorganized and it is only in recent years that a Division of Philosophy has been formed. The lack of further action is particularly regrettable in view of the recommendations to UNESCO that such investigations, should be undertaken on UNESCO initiative rather than be assigned to international scholarly organizations, primarily because of the immediate bearing of these questions on problems faced by the United Nations and by individual nations. In the light of the lack of attention to these matters it is interesting to note the Director-General of UNESCO's comments at a recent General Conference in 1968 (translated from French) :
« We should not be deceived by the increasing uniformity in conceptual terminology that one notices at international meetings, where it certainly facilitates formal communications and apparent understanding. Behind a misty wall of words, the diversity, the opposing interpretations, motivations and usage deeply divide minds... »
« The truth, and I say it with sadness, though it is necessary to be able to see matters as they are, is that 20 years after the Declaration of Human Rights, there is no universal ideology of the rights of man which can serve as a guide for thinking and for the acts of all men. The vocabulary of the Declaration, it is true, has spread across the globe and is evoked under all circumstances. But it is enough to examine closely the use which has been made of it to realise that the same words do not mean the same realities or the same values... » .

WHEN WILL WE HAVE NEW UN ACTION ON NGOs ?

Consultation
dossier

History of a promise

Original date :	June 1973.
Place :	World Assembly of NGOs concerned with the global Environment.
Speaker :	Bradford Morse, U.N. Under-Secretary for Political and General Assembly Affairs.
Hope :	We hope in the months ahead to tighten the role of the NGO's throughout the United Nations system. New structures may be necessary. New arrangements certainly will be necessary if you are to be, as you must be, full participants as well as petitioners. As I said, there is a new day before us in the United Nations. Can we expect any dramatic changes in the relationship, firstly between NGO's in general in consultative status with different parts of the U.N. system and, if so, can you give us some indication as to when such dramatic changes might be coming along ?
Question :	
Promise :	Yes, within three months... (ie September 1973)
Date now :	... November 1974 (ie 14 months wasted)
Results :	????? NIL
Counterargument :	On the other hand, the United Nations Secretariat has been extremely busy in recent months, with the Middle East, the General Assembly, and the drought in the Sahel. Although it cannot be said that « dramatic changes » have taken place, it is perhaps not realistic of NGOs to try to hold to a fixed time period in the light of the many unpredictable events and activities which may intervene to hinder well founded intentions. Moreover, even without « dramatic changes » it cannot be said that nothing has happened. Within the United Nations it is felt by some that there has been a definite change in attitude towards NGOs by the UN, including an increased concern and understanding for NGOs, and a growing consciousness of the assistance which they can provide. The regional economic commissions, for example, are expanding their awareness of working with NGOs. The United Nations Development Programme has completed its initial study of field level relations between Resident Representatives and NGOs, which has had the effect of increasing the Resident Representatives awareness and understanding of the role of NGOs. This study, together with comments from NGOs, will lay the basis for guidelines to Resident Representatives on further improving these relations. Unfortunately, Secretariat expectations for « dramatic change » have not been achieved as quickly as was hoped. Definite proposals were developed, in consultation with various NGOs, which it was hoped to bring into effect by September 1973. For a variety of reasons, having no relation to NGOs, but concerning the overall arrangement and management of the United Nations, the decision to implement these proposals was postponed. They are still very current, however, and it is hoped that such changes will be implemented in the near future. Under the circumstances, the attitude that nothing has happened, and the untenable implication that nothing will happen is not justified. A great deal has taken place and it is intended that more changes will come as promptly as is possible. When is the UN Really going to do something about NGOs ? In a period of multiple crises, every crisis can be used as an excuse for postponing vital remedial action to existing organizational structures. At the present rate the matter has now been under review for several years, the network of NGOs will never be brought into effective working relationship with the UN system — and the current spastic response to the world's problems by the « available » organizational resources will be perpetuated until the system breaks down completely.

Le Problème de l'octroi,

Le dossier de la

de la suspension et du retrait du

Statut consultatif aux ONG (*)

par Safwat F. Ayub

Nous publions volontiers le résumé, par son auteur, de la thèse que M. Safwat F. Ayub a défendue à l'Université de Paris le 25 juin dernier devant un jury présidé par notre membre et ami le professeur Marcel Merle. L'actualité et l'acuité du sujet nous donneront certainement l'occasion de revenir aux opinions et aux conclusions de cette étude qui vient à point pour étayer le dossier de la révision des relations entre le secteur public et le secteur privé de l'organisation internationale.

Dans les annales des relations internationales il est peu de « cas » aussi riche en substance et en enseignement que les relations entre le secteur privé des organisations non-gouvernementales (ONG) et le secteur public des organisations inter-gouvernementales (OIG).

En ré-étudiant l'ensemble des problèmes posés par le statut consultatif, on traitera de cet aspect de la vie internationale et des hiatus. Déjà les spécialistes de la sociologie des relations internationales s'en sont emparés pour creuser l'étude des mécanismes de la consultation entre les principaux partenaires du jeu : les Etats, les OIG et les ONG. Ce travail cherche à résoudre les oppositions et à suggérer des réajustements qui pourraient être utiles. Il vise à éviter autant que possible que la consultation n'aboutisse, en définitive, comme elle l'a fait trop souvent, à départager des tendances politiques et à admettre ou refuser de nouvelles organisations, mais à débattre de la consultation elle-même, de ses méthodes et de son apport.

En fait, le principe du statut consultatif établi par l'Article 71 de la Charte des Nations Unies a été incorporé aussi dans les instruments de base ou les règlements de procédure des organes autonomes au sein de l'ONU — la CNUCED, l'ONUDI, l'UNICEF; à son tour, le PNUD a effectué récemment une étude ayant pour objet de déterminer sa collaboration avec les ONG, de même que dans un certain nombre d'institutions spécialisées. Chacun, cependant, a adopté ses arrangements propres, en introduisant quelques différences dans les critères

réglissant le processus consultatif : octroi, suspension, retrait et recatégorisation.

Bien que des auteurs aient souligné l'importance des interactions « inter-sociétales » et des acteurs internationaux, l'impact de ce phénomène sur la « politique mondiale » (world politics) a été souvent ignoré. Il n'entre pas dans le cadre de notre étude d'examiner l'action déployée par les groupes de pression, soit nationaux, soit internationaux. L'activité déployée par les ONG dans ce sens sera brièvement examinée dans la mesure où la pression devient inter-dépendante d'une situation donnée. Cependant, on conviendra que les problèmes actuels qui se posent à l'humanité ne sauraient trouver la solution que selon une approche multidisciplinaire. Il apparaîtra également comme particulièrement opportun de faire appel aux méthodes diverses des sciences politiques, juridiques, humaines et économiques. On admettra, d'autre part, qu'on ne pourrait atteindre à un niveau de compréhension satisfaisant des phénomènes qu'en recourant à une analyse globale des mécanismes de la société internationale.

En ce qui concerne la méthode utilisée, cette étude s'inscrit dans la ligne tracée dans l'introduction méthodologique générale. Elle fait appel autant que possible aux sources écrites, mais les informations ainsi recueillies ne représentent qu'une partie de la documentation ayant servi à la rédaction de ce travail. De plus, les deux techniques utilisées furent :

a) l'observation (en particulier la présence dans de nombreuses

conférences et réunions concernant les rapports ONG-OIG); b) l'entretien (ou l'interview) tant sur le plan des Secrétariats des OIG, que sur le plan des Missions permanentes des différents groupes de pays accrédités auprès des OIG en question, et des responsables d'ONG.

Quant aux travaux donnant une représentation d'ensemble du phénomène, ils sont rarissimes. Ce silence tient partiellement au culte universitaire pour les sujets rebattus, et aussi à une évaluation pessimiste de l'activité de ces organisations. Néanmoins, quel que soit le jugement qu'on porterait sur les activités des ONG et leurs liens avec les OIG et, à plus forte raison s'il était pessimiste, il serait d'autant plus nécessaire d'entreprendre les études appropriées tendant à améliorer le mécanisme et son rendement, en favorisant tout ce qui peut contribuer à son déblocage.

A présent, il est un fait que les milieux universitaires s'intéressent de plus en plus aux ONG.

Dans toute étude du système consultatif, il convient d'avoir clairement à l'esprit la nature des deux parties à la consultation.

D'une part, on a l'ECOSOC (ONU) chargé de faire des recommandations aux gouvernements et aux institutions spécialisées dans les domaines : économique, social, de la culture, de l'éducation, de la santé publique, et dans

(*) Etude comparative de la situation à l'ONU et à l'Unesco. 366p. Thèse pour le Doctorat d'Etat en Science-Politique, présentée et soutenue publiquement à l'Université de Paris I, Panthéon-Sorbonne le 25 juin 1974.

les domaines connexes. Un grand nombre de ces domaines sont du ressort particulier de l'une des institutions spécialisées ou de l'un des organes subsidiaires, commissions ou comités de l'ECOSOC. L'ECOSOC a pour tâche essentielle de coordonner les divers efforts de tous ces organismes et de fonctionner comme un ministère international établissant une politique économique et sociale à longue portée.

D'autre part, les ONG, l'autre partie en cause dans ce processus de consultation, sont des groupements qui s'intéressent à des problèmes donnés. Elles représentent dans leurs domaines respectifs un régime de coopération non gouvernementale qui traduit des besoins et des intérêts souvent complémentaires à ceux des OIG et de leurs Etats membres, et qui se recoupent à divers niveaux. Il nous faut donc reconnaître le fait que les ONG sont devenues une partie du système des Nations Unies.

Derechef, d'aucuns considèrent que nombre d'aspects de l'Organisation des Nations Unies ne constituent pas l'institution qu'elle était lors de la rédaction de l'Article 71 de la Charte. Si les problèmes que le dit Article soulève sont complexes, cela tient en grande partie aux imperfections —

ou aux réalités — des règles du jeu international.

Il convient de montrer que ces diverses imperfections du cadre juridique et institutionnel du statut consultatif ne sont pas totalement imputables aux rédacteurs de la Charte. Certes, ces derniers étaient alors plus préoccupés de rétablir un ordre international entre un nombre limité de pays membres, dans une conjoncture internationale précise. Mais les réalités politiques et économiques du monde se sont profondément modifiées, notamment depuis la dernière décennie. Il s'agissait à l'époque de reconstruire le monde par référence à la situation antérieure à la dernière guerre mondiale; il s'agit maintenant, de tenir compte des nouvelles données des relations internationales, dont l'une des plus importantes est la participation d'un nombre grandissant de pays au jeu international, particulièrement du tiers monde; et, bien évidemment, le climat de détente internationale.

En revanche, n'hésitons pas à écrire ou à notre connaissance, on peut affirmer sans gros risque d'erreur, que tous les commentaires — et étudés — sur les « tensions » récentes entre ONG et OIG rejettent uniquement la responsabilité de son déclenchement et de ses conséquences sur

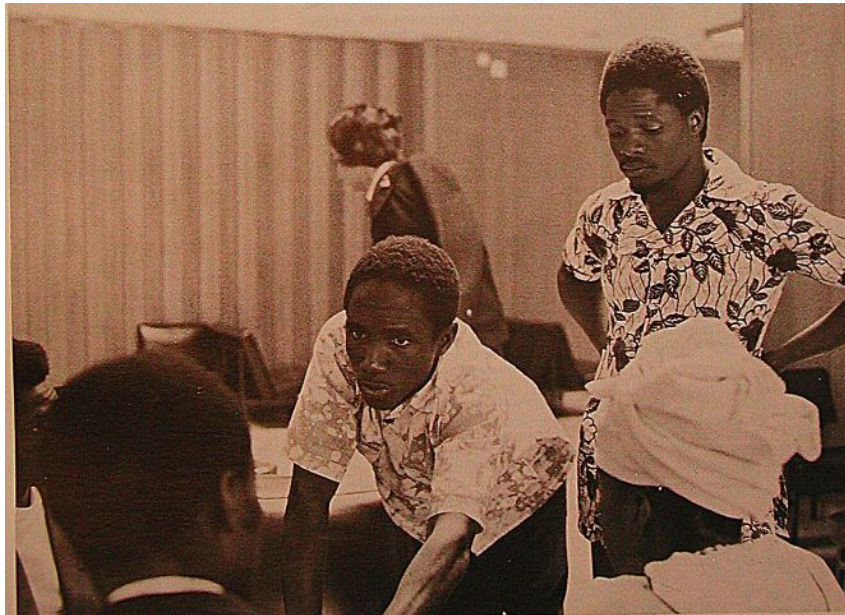
les nouveaux Etats membres de la famille des Nations Unies. Une telle évaluation, fruit d'une analyse sommaire, devrait être nuancée, et certains parmi les défenseurs de la coopération internationale pourraient considérer ce jugement comme une erreur tactique. Car, quelque dure et concrète que soit la réalité, on appréciera par conséquent à quel point la distance est grande du rêve gratuit et sans risque à la réalité contraignante.

L'on peut penser alors que seule une approche équilibrée, incitant à entrer dans la voie de la Realpolitik, en s'efforçant de prendre en considération les intérêts des différentes parties en cause, serait payante à long terme. Cette prise de conscience est d'autant plus opportune que l'extraordinaire développement de la coopération internationale (OIG-ONG) pose actuellement des problèmes qui doivent être résolus à l'échelle de la communauté universelle toute entière; ce qui permettrait de favoriser une véritable entente et coopération. Le problème délicat posé par la concertation OIG-ONG montre que sa valeur est très variable pour chacun, ici ou là.

Les relations ONG-OIG ont traversé depuis le début de l'établissement des

Faut-il adapter la méthode de la consultation des ONG ou non ?

Photo UNCHR



arrangements consultatifs différentes crises affectant le statut de certaines ONG en leur infligeant des sanctions à plusieurs reprises. Ces tensions étaient liées en grande partie au climat international, notamment en ce qui concerne :

- a) la guerre d'Espagne;
- b) la guerre froide, et plus précisément la guerre de Corée;
- c) l'influence occulte que certains Etats tenteraient d'exercer à travers les ONG trop dociles;
- d) la coopération éventuelle des ONG avec des pays pratiquant officiellement la ségrégation raciale (République Sud-Africaine, Rhodésie, Territoires africains sous domination portugaise);
- e) la question de la représentation de la République populaire de Chine dans le système des Nations Unies.

A cet égard, les uns proposent des changements radicaux, voire le remplacement du texte de l'Article 71 de la Charte concernant ces relations - consultatives.

D'autres semblent assimiler ces approches à des desseins d'ordre politique, militant en faveur de telle ou telle partie, et paraissent devant de telles tentatives et leurs limites, hausser leurs épaules et afficher une déception biaisée.

Les deux premières parties de cette étude traitent de la situation à l'ONU (ECOSOC) et à l'Unesco, ce qui nous permettra, dans une assez large mesure, d'élucider un certain nombre de données influant sur les rapports consultatifs OIG-ONG. Pour étrange que cela puisse paraître, après près de trente ans de relations consultatives (OIG-ONG), on a l'impression qu'on est toujours à la recherche de nouvelles formes de consultation, vœu maintes fois exprimé durant toute cette période.

On admettra qu'une plus grande imagination institutionnelle serait demandée si les gouvernements, les OIG et les ONG devaient tenir tête aux problèmes posés par les relations transnationales, et d'éviter le syndrome de l'organisation internationale classique, en faisant que les acteurs ne se livrent à la dernière bataille au lieu d'empêcher la prochaine.

En effet, après avoir fait le diagnostic de la situation — à l'ONU et à l'Unesco — nous considérons, à ce moment de réflexion et d'appréciation, les conséquences qui peuvent en découler, sur les deux plans suivants :

1. L'idée de réajustements éventuels afin de permettre une meilleure coordination entre l'ensemble du réseau — mondial — des ONG et les OIG au sein :
 - soit du Comité Administratif de Coordination de l'ONU (CAC);
 - soit du Comité de l'ECOSOC chargé des ONG.Cela se ferait, bien entendu, dans

le cadre de tout le système des Nations Unies.

Une telle coordination permettrait aux uns et aux autres d'avoir une vue d'ensemble plus claire de la coopération OIG-ONG, ce qui influera sur leur approche du problème.

2. La possibilité d'envisager une procédure de conciliation. Il semblerait alors que le contenu de ce processus comporte des éléments nouveaux et offre des possibilités de dialogue véritable entre les acteurs en présence.

Sur le plan pratique un *modus vivendi* pourrait être trouvé.

Sans aller jusqu'à calquer la procédure de conciliation instituée à la CNUCED, considérée comme une procédure préparatoire se déroulant avant le vote, et qui permettra de donner une base suffisante pour l'adoption de recommandations relatives à des propositions concrètes prévoyant des mesures qui affectent les intérêts économiques ou financiers de certains pays, et qui montre une « vision réaliste » des délibérations des assemblées internationales, il s'agirait également ici de considérer la procédure classique de la conciliation en tant que mode de règlement pacifique des différends internationaux.

Une telle tentative laisse à penser à un *quid pro quo* où chacune des parties ferait quelques pas en avant en direction de l'autre. On pourrait alors admettre que tandis qu'ils ont conscience de leurs diversités, les différents acteurs tenteraient ainsi de franchir les frontières de leurs « querelles ». Et que ce genre de procédure aurait le mérite, sans bouleverser les dispositions actuelles relatives au statut consultatif, de les rendre plus efficaces et fructueuses. (1)

Il est vrai que dans certains de ces « conflits » sus-mentionnés, il ne peut y avoir de « neutralité du cœur et de la conscience ». Mais les sentiments n'excluent pas le réalisme. C'est pourquoi il est permis de regretter qu'on n'ait pas souligné, en particulier les origines plus ou moins lointaines de ces « tensions » d'où apparaîtrait un fil continu qui les relie. On aurait peut-être ainsi pu épargner le temps et le coût de longues années de discussions, si on avait mis l'accent sur l'interdépendance des faits transnationaux. Or, l'interférence de l'action de la rétroaction des différents acteurs : ONG, OIG et Etats, rend leurs jeux enchevêtrés dans une société de juxtaposition.

Cela est vrai, surtout lorsqu'il s'agit de « surimpression » de situations politiques, idéologiques, économiques ou sociales complexes (confrontation Est-Ouest, Nord-Sud, légitimité de représentation, etc...). Que ce soit à l'ONU ou à l'Unesco, on ne pouvait s'écarter du même sujet. Mais est-ce prendre parti que de

constater que si les procédures des Nations Unies et ses institutions spécialisées ne peuvent être aménagées de manière à tenir compte de l'influence et des différents intérêts véritables du système international, les grandes et les moyennes puissances s'attacheront de plus en plus à la poursuite de leurs intérêts nationaux — ainsi que ceux des ONG — en dehors du système des Nations Unies, comme on l'a déjà vu dans de nombreux cas. Si, par contre, des ajustements appropriés — aussi minimes soient-ils — peuvent être apportés aux procédures en vigueur régissant le statut consultatif, les Nations Unies et les institutions qui leur sont associées pourraient se trouver en mesure d'assumer des responsabilités croissantes dans le domaine de l'action en faveur du maintien de la paix et du développement.

(1) Bien que nombre d'éléments d'appréciation

large de dénominateurs communs, sans parler de l'interpénétration qui peut exister entre

d'imaginer une démarche proche de celle-ci

le cadre des relations ONU-Sociétés Multinationales (cf. Résolution de l'ECOSOC 1721 (LIII), 1972 sur les effets des sociétés multinationales sur le processus de développement

La promesse du XXème siècle

Le Conseil de l'Europe a tenu l'autre mois une deuxième table ronde sur le beau thème de « La promesse du XXème siècle ». Les documents préparatoires au débat, publiés en fascicules, en expliquent magistralement la portée :

L'homme : domestication ou aliénation ?
Ce que je pense de l'agressivité humaine, par H. Laborit .
La variabilité humaine : sa signification adaptative éventuelle, par A.G. Siccardi,

Libérer les consommateurs, par Philippe d'Iribarne.

L'Européen dans son milieu naturel.

Vers une stratégie de l'écologie pour l'Europe, par Robert Alien.

Les relations de l'homme avec son environnement à travers les âges,

par le Prof. J. Troels-Smith.

La crise de la pensée occidentale

à l'aube de l'ère post-industrielle,

par le Prof. J.M. Pelt.

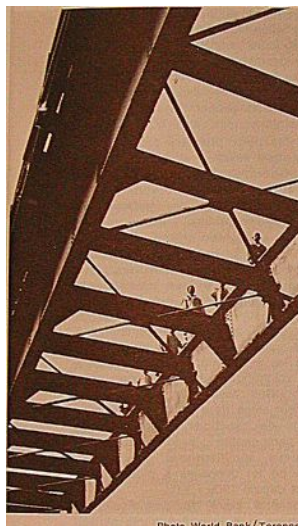


Photo: World Bank/Terence

Utilisation de l'espace et du temps humains.

Société industrielle et durabilité des biens de consommation, par Jean-Pierre Dupuy et François Gerin.

Redéfinition du travail et du jeu, par Robert Alien.

Réflexions sur la science.

La nouvelle alliance, par I. Prigogine et I. Stengers.

La science, la technique et les responsables des décisions, par Alexander King.

L'Europe et les valeurs.

Les valeurs européennes dans le devenir d'un monde nouveau, par le Père H. de Riedmatten, OP.

Dynamique des valeurs, par Yves Rodrigues.

Nous devons à M. Yves Rodrigues, membre de notre Institut, qui fut l'animateur bien inspiré de cette table ronde, d'en reproduire le thème, exposé en tête des documents préparatoires. Nous serons heureux de faire écho au débat lui-même quand le compte-rendu en sera publié comme on nous l'annoncé.

En 1953 le Conseil de l'Europe avait réuni d'éminentes personnalités pour évoquer le patrimoine culturel commun des Européens qui lui paraissait être l'un des fondements de l'œuvre de rapprochement qu'il entreprenait depuis quatre ans entre ses Etats membres. De cette rencontre sont nés la Convention de Coopération Culturelle et le programme du Conseil en matière d'éducation et de culture. L'Europe se trouve aujourd'hui confrontée à des problèmes d'une autre nature nés de l'émergence du tiers monde, du développement technologique, de la crise de l'énergie et des matières premières, des effets secondaires de la croissance économique et démographique. Face à ces changements rapides et profonds, on parle volontiers de mutations ou de crise des valeurs sans toutefois que celles-ci aient réellement pu être intégrées dans aucun des systèmes d'analyse de la croissance matérielle. La qualité de la vie est cependant devenue une expression courante pour désigner une nou-

velle dimension de la croissance économique. La recherche de cette qualité implique, au-delà des problèmes d'ordre économique ou écologique, une démarche tenant compte des données des autres disciplines. De nombreuses recherches ont été faites dans cet esprit par des équipes multidisciplinaires et le moment paraît venu de confronter ces expériences et leurs résultats au regard des problèmes propres à l'Europe.

Il n'y a guère de parti politique qui ne propose un modèle de société fondé sur une certaine idée de l'homme. Par contre, les organisations européennes souvent spécialisées dans leur vocation ont rarement pu promouvoir une réflexion globale sur la société européenne qui puisse contribuer à préciser son identité et préparer l'union politique que plusieurs Etats entendent réaliser d'ici à 1980.

Si l'intégration économique et monétaire, encore imparfaite, peut justement apparaître comme un facteur essentiel de rapprochement entre les peuples européens, il devient de moins en moins certain qu'elle puisse conduire seule à cette union politique sans être soutenue par des choix de civilisation. Dans une Europe où la lutte pour la survie a cessé de commander l'échelle des valeurs, la croissance matérielle se justifie comme moyen bien plus que comme but et comme principale finalité. La Renaissance recherchait la sagesse, l'Europe des empires et de la révolution industrielle recherchait la puissance, l'Europe contemporaine cherche encore la richesse et le profit, mais avec le sentiment qu'elle doit les appliquer à un meilleur épanouissement individuel et une plus grande justice sociale. La personne humaine est au centre du thème de la Table Ronde. Celle-ci commencera par une évocation de la notion de personne et des valeurs sur lesquelles elle se fonde en Europe. Puis elle s'interrogera sur les communautés humaines les plus propices au progrès social et individuel. Ce progrès sera ensuite examiné dans la double perspective de l'aménagement de l'espace et de l'emploi du temps humains. Enfin la Table Ronde se terminera par un échange de vues sur les conflits de valeurs et la mise en œuvre des options collectives.

Le 25ème anniversaire de la fédération des associations internationales établies en Belgique

Le 16 juin 1949, cinquante-trois organisations internationales, réunies dans la salle de conférences du Ministère des Affaires étrangères de Belgique, décidaient de fonder une Fédération des associations internationales établies en Belgique. Elles choisissaient comme Président le Vicomte Paul van Zeeland, ancien Premier Ministre et ancien Ministre des Affaires étrangères de Belgique. Le secrétariat de la nouvelle fédération était confié à l'Union des Associations Internationales. La création de la FAIB fut motivée par les constatations suivantes faites à l'occasion de la reprise d'activité de l'Union des Associations Internationales, en fin 1948 :

1. l'ignorance générale des milieux officiels et privés belges au sujet de la présence en Belgique d'environ 50 organisations internationales.
2. l'isolement dans lequel se trouvaient ces organisations ayant leur siège en Belgique, sans relations entre elles à de rares exceptions près et sans aide pour résoudre les problèmes juridiques ou administratifs qui se posaient à elles.
3. l'opinion largement répandue à l'étranger dans les milieux internationaux que Bruxelles après avoir été un centre considérable de vie internationale avant 1914, ne l'était plus et que dès lors il serait plus opportun que Paris, Genève ou New York, et non Bruxelles, soit choisi comme siège de l'Union des Associations Internationales.

De plus, ceux qui en furent les fondateurs s'inspiraient de l'exemple de la Fédération des Institutions privées et semi-officielles établies à Genève, la FIIG, fondée en 1929, dont l'activité s'était révélée bénéfique pour ses membres et avait obtenu l'attention et l'appui des autorités officielles du pays et du canton.

En fait, à Bruxelles comme à Genève, les préoccupations étaient sensiblement les mêmes. En effet, le premier programme de travail assigné à la FAIB peut se résumer comme suit :

1. revoir la législation belge sur les associations internationales.
2. obtenir la construction à Bruxelles d'une Maison Internationale « pou-

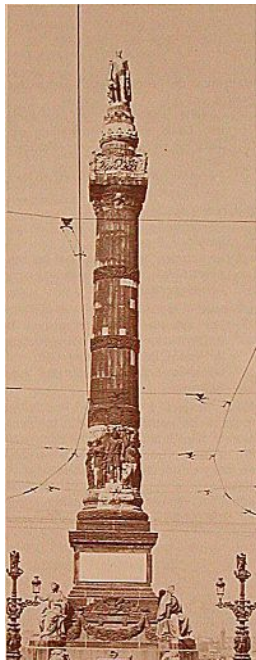


Photo INBEL

La liberté d'association, à laquelle toutes les

sybolisée au cœur de Bruxelles, par une des quatre statues qui entourent le socle de la Colonne du Congrès. Cette Colonne lui inaugurée le 26 septembre

831 après la conquête de l'indépendance belge.

Signalons qu'à proximité se trouvent une Rue de l'Association, la Ville de Bruxelles confirmant par cette dénomination son attachement à l'égard de cette liberté fondamentale proclamée par les artisans de l'indépendance belge.

vant abriter les secrétariats de nombreuses organisations internationales, offrir des locaux bien agencés pour les conférences et congrès et servir de centre d'in-

formation et de contacts pour les activités internationales ». 3. répondre aux demandes de renseignements pratiques faites par les membres ou des organisations internationales qui souhaiteraient ou envisageraient de s'établir en Belgique.

Mais les deux premiers points de ce programme reliaient en réalité la nouvelle fédération à un effort beaucoup plus ancien, où nous trouvons comme principaux artisans, les fondateurs et premiers secrétaires généraux de l'Union des Associations Internationales : Henri La Fontaine et Paul Otlet. Comme l'écrit le Professeur Jean Baugniet « c'est à leur initiative que la législation belge, qui se refuse jusqu'en 1921 à doter les associations sans but lucratif de la personnalité civile, crée par la loi du 25 octobre 1919 les associations internationales à but scientifique, donnant ainsi aux nombreuses associations qui avaient fixé leur siège dans notre pays, la possibilité de bénéficier du privilège de la personnalité juridique. C'était l'heureux aboutissement de propositions de loi déposées à plusieurs reprises depuis 1906 ».

(1). Le second point du programme, la construction à Bruxelles d'une Maison internationale, reprenait un projet qui fut sur le point d'aboutir à cette même époque particulièrement dynamique et audacieuse des années 1905-1910.

En effet, le gouvernement belge se proposait à l'époque de construire au Mont des Arts un Palais mondial des associations internationales, intention que confirmait, le 21 décembre 1907, le Baron Descamps, Ministre des Sciences et des Arts de Belgique, en inaugurant les nouveaux locaux de l'Office central des Institutions Internationales, qui allait devenir en 1910 l'Union des Associations Internationales. Dans l'article que nous avons consacré aux soixante premières années d'activité de celle-ci (2), nous avons publié le plan schématique en élévation et le plan schématique des étages qui prévoyaient, dans un esprit remarquablement précurseur, aux deux extrémités deux grandes salles de conférences, au centre une salle pour le public et sur les deux longs côtés du rectangle les locaux pour les associations internationales ainsi que

pour les services communs de la documentation et de la bibliographie.

Revenant au programme de travail assigné en 1949 à la FAIB, indiquons rapidement quelques résultats acquis. Au point de vue du statut juridique, tout d'abord, l'attention fut attirée sur l'existence de l'excellente loi du 25 octobre 1919 sur les associations internationales à but scientifique, plutôt tombée dans l'oubli.

Puis une demande fut adressée dès octobre 1949 aux Ministères de la Justice et des Affaires étrangères pour obtenir l'élargissement du champ d'application de la loi de 1919 aux associations poursuivant un but culturel, social, économique ou professionnel. Cette demande eut pour résultat la loi du 6 décembre 1954 modifiant la loi du 25 octobre 1919, c'est-à-dire étendant son bénéfice à d'autres catégories d'organisations internationales.

En ce qui concerne le projet de Maison Internationale, nous ne retracerons pas ici les efforts ni les déceptions qui ont marqué pour la FAIB l'histoire de la construction et de l'utilisation du Palais des Congrès de Bruxelles et du bâtiment contigu de 300 bureaux, terminés tous deux en 1958. Certes, grâce aux efforts de la FAIB, Bruxelles est doté d'un beau complexe, qui s'est avéré, providentiellement utile pour avoir en Belgique certains des premiers et principaux organes des Communautés européennes. Mais le projet de Maison internationale dont nous avons précisé ailleurs (3) la raison d'être et les objectifs, reste toujours au stade des espoirs. Souignons simplement ici, à titre de nouvel appel en faveur de sa réalisation, que dans plusieurs des dernières conférences d'organisations internationales tenues à Genève et à Paris, l'idée de la construction, dans les principales villes internationales de maisons ou centres internationaux destinés à rapprocher sous un même toit un certain nombre d'associations internationales, fut considérée comme une des plus valables pour faire progresser le concept de coopération internationale, pour accroître la compréhension de celle-ci par un plus grand public, ainsi que pour faciliter l'activité des associations internationales non-gouvernementales et contribuer à leur conservation et leur progrès.

Au point de vue des renseignements et services pratiques, le Secrétariat de la FAIB a répondu à de nombreuses demandes écrites ou verbales et a effectué des démarches et en a appuyé d'autres. Il a aussi publié trois éditions successives et remises à jour (1956, 1959, 1968) du Guide Pratique à l'usage

des organisations internationales établies en Belgique, auquel a succédé l'an passé un Annuaire des membres de la FAIB.

Des conté renées-rencontres furent organisées en plus des assemblées générales, parfois elles-mêmes étoffées par des exposés de personnalités. Comme manifestation exceptionnelle, citons la réunion d'information et d'étude sur les relations des Communautés européennes avec le secteur privé tenue au Palais des Congrès le 14 octobre 1959 à l'occasion du 10ème anniversaire de la fondation de la FAIB. M. Jean Rey et plusieurs fonctionnaires des Communautés prirent la parole au cours de cette séance fort réussie, qui fut suivie d'une réception offerte par la Commission de la CEE.

Trois enquêtes furent réalisées par la FAIB ou avec sa collaboration : a) en 1965 l'enquête au sujet des ressources et des dépenses des organisations internationales établies en Belgique;

b) l'étude en 1967, à l'initiative de la Société Coopérative - Les Amis belges de la Coopération internationale » (fondée en 1963), sur la situation de la Belgique comme pays-hôte des organisations internationales;

c) l'étude en 1968 sur la nationalité des cadres dirigeants des organisations internationales établies en Belgique.

En mai 1950, les membres reçurent le premier numéro d'un Bulletin d'Information, dont le 7e. et dernier numéro fut distribué en octobre 1959. En 1952, la FAIB, avec le concours de l'UAI et l'aide financière du Ministère de l'Instruction Publique, sortit de presse un Répertoire des organisations internationales établies en Belgique; en 1956 elle publia un Répertoire des membres nationaux collectifs et des sections belges des organisations internationales. Pour favoriser les contacts entre les membres de la FAIB et les responsables des services de relations internationales dans les départements ministériels belges, six de ces derniers firent à l'Assemblée générale de 1952 un exposé sur leurs fonctions; par la suite une description de tous ces services fut insérée dans les éditions du Guide Pratique.

Trois problèmes intéressant beaucoup de membres ont retenu particulièrement l'attention de la Fédération et donné lieu à diverses réunions de commissions : celui des obligations fiscales des organisations, celui des difficultés douanières et celui du régime de leur personnel étranger en ce qui concerne le permis de travail, la sécurité sociale et les impôts. Dans un autre domaine, rappelons la collaboration apportée à l'Exposition « La Coopération Internationale et la Belgique » organisée par la FAIB, l'Institut Royal des Relations Inter-

nationales, la Société Coopérative « Les Amis belges de la Coopération Internationale » et l'Association belge pour les Nations Unies sous le Haut Patronage du Prince Albert, du 7 au 18 juin 1966 dans les Galeries Ravenstein à Bruxelles, avec le concours financiers de l'Unesco et de la Commission Nationale de l'Unesco et réalisée par l'Union des Associations Internationales.

Cet aperçu succinct des activités de la FAIB montre que celle-ci a une tâche à remplir et que son existence est utile non seulement aux organisations membres ou malheureusement non encore membres, mais aussi à leur pays-hôte.

Ce qualificatif de pays-hôte nous paraît en l'occurrence tout à fait justifié, car si nous avons souvent désiré que les autorités nationales et locales fassent encore davantage pour le progrès de la collaboration de la Belgique au développement de la coopération internationale extra muros mais aussi intra muros, nous devons à la vérité de dire que peu de pays ont fait autant et de façon aussi désintéressée.

Quand la FAIB fut créée en 1949, il n'y avait en Belgique qu'une cinquantaine d'organisations internationales, que peu de personnes connaissaient. En 1972, la Belgique offrait l'hospitalité à 563 organisations internationales intergouvernementales et non-gouvernementales (521 sièges principaux et 42 sièges secondaires). Sous bien d'autres aspects; l'importance du personnel étranger, les bâtiments internationaux, les sociétés internationales à but lucratif, les équipements et services, l'opinion publique et l'accueil, la vie internationale en Belgique s'est transformée considérablement, depuis 1945 surtout (3). Aujourd'hui, il faut gérer cette vie internationale, en prévoir les extensions et les évolutions. Nous souhaitons que la FAIB puisse apporter à cette œuvre sa fructueuse collaboration. Elle nous permettra d'ajouter que nous souhaitons aussi que dans d'autres pays, après la Suisse et la Belgique, se créent des fédérations analogues comme instruments de progrès de la collaboration entre les peuples.

G.P. SPEECKAERT.

(1) Jean Baugniet : « Deux pionniers de la coopération internationale et de la paix universelle : Henri La Fontaine et Paul Otlet », dans le numéro de juin 1970 de Synthèses, consacré à l'Union des associations Internationales et à l'avenir de la coopération inter-

(3) G.P. Speeckaert, La vie internationale en Belgique. Une 10ème province. Bruxelles, 1973. Les Amis belges de la coopération internationale (ABCI), 95 pages.

— and the facilitation of network processes

by A.J.N. Judge

Union of International Associations, Brussels

(*) Revised version of a presentation to the international symposium « The Dilemma Facing Humanity » (see description in inset below).



The Dilemma Facing Humanity

— theme of an international symposium on the environment held at Spokane (Washington, USA) on May 19-21 on the occasion of EXPO'74 (Two further symposia took place in the same series : *Environmental accomplishments to date* — a reason for hope (July 1974); *Practical agenda for tomorrow* — a holistic view (October 1974).

From the symposium programme : « Never before in human history has so much attention been paid to the interrelated problems of economic growth, energy, environment, and human potential. Despite the ever-increasing number of meetings and conferences, there is no agreement about the policies we should pursue or even directions we should try to develop. There can be no excuse for planning just another series of symposia unless they promise to illuminate the fundamental issues we confront. We need to begin to learn on an international basis why we are faced with such basic disagreements. This symposium is designed to demonstrate the deep differences of opinion which presently threaten effective policy-making both nationally and internationally. »

Presentations were made from six very different viewpoints. For each viewpoint, a presentation was made by a speaker from the national level and by an « international counterpart ». The viewpoints chosen were :

1. Mystic-religious viewpoint
 - William I Thompson, Director, Lindsfarne Association
 - Peter Caddy, Director, Finhorn Foundation
2. Economic Growth viewpoint
 - Anthony J Wiener, Chairman, Research Council, Hudson Institute
 - William Wallace, Senior Vice President, Olin Corporation
3. Preservationist viewpoint
 - David Brower, President, Friends of the Earth
 - Perez M Olindo, Director, Kenya National Parks
4. Limits to growth viewpoint
 - Robert Alien, Author
 - Mihajlo D Mesarovic, Director, Systems Research Center, Case Western Reserve University
5. Third World viewpoint
 - Raul Prebisch, Consultant to the UN/ECLA and to the OAS
 - Dom Moraes, Author (UN Fund for Population Activities)
6. Harmonizing approach viewpoint
 - Roger Hansen, Executive Director, Rocky Mountain Center on Environment
 - Anthony J. Judge, Assistant Secretary-General, Union of International Associations

(The above presentations are being published in book form. For details write to : Ms Sandra H. Cooper, Director, International Symposia, Jamestown Star Route, Boulder, Colorado 80302, USA.)

It is a great pleasure for me to be able to address this question of « harmonization » as it relates to man's apparent inability to come to grips with the breakdown and divergent viewpoints afflicting modern society. I am especially pleased that we are asked to look at these matters from a perceptual angle. There are few occasions on which this is possible. It is a beautiful topic; I only wish that I could do it justice.

Before sharing with you my perception of where we are and why we are there, I should like to clarify for you the position from which my understanding has been derived. I work at one intersection point of a number of transnational networks. The Union of International Associations (whose members are individuals — not organizations) was created back in 1907 in Brussels and functions as a clearinghouse for information on the network of over 3,000 international governmental and nongovernmental organizations of the non-profit variety (1). These organizations have every kind of objective and structure and we are constantly confronted with the problem of finding ways to use information networks to facilitate the interrelationship of these activities in a non-directive manner (2). In another network we are concerned with the interrelationship between key concepts which are the basis for international discourse for we are increasingly faced with a problem of conceptual babble (3).

In a fourth activity, we have in our own way attempted to address the problem of harmonization as we perceive it. Together with Mankind 2000 (the transnational association which organized the first International Futures Research Conference) and the Center for Integrative Studies, we are currently engaged in a three-part project to produce a *Yearbook of Worldwide Problems. Integrative Disciplines and Human Development*. This attempts to interrelate the networks of perceived problems (3700 registered to date), the international organizations concerned with them (over 3000), the disciplines focusing on them (1100 to date), and the values which make them visible (500 to

date) (4). Through each successive edition of the yearbook, this then becomes a delphi-type exercise in harmonization. We hope to produce « maps » and « atlases » of these interlinking networks to render the current complexity more transparent.

Why are things going wrong ?

Now clearly there are many things going wrong. We have registered some 3,700 interlinked worldwide problems so far in our own work. It is not these which I am here to discuss however. Instead I want to talk bluntly about the problems which prevent us from coming to grips with the 3,700. I have a sample list of them on which I will comment briefly. They are in no particular order :

1) Organizations, interest groups (and even departments of the same organization) concerned with related issues find great difficulty in collaborating. And the more international, interdisciplinary, or intercultural they become, the more difficult it gets. Even the best organizations become the vehicles of personalities with empire-building tendencies. This alienates other bodies, however beneficial the empire and however charismatic the emperor and his entourage. Competition for very limited resources is the price we pay for such specialization.

2) Official bodies have great difficulty in collaborating with associations and groups particularly those which are of an informal or ad hoc nature. The situation is much worse outside North America. A closer look at these first two difficulties shows that we are faced with a form of inter-organizational discrimination which might appropriately be called « organizational apartheid » (5).

3) Programs are ill-conceived and do not match in complexity the problems on which they focus. The most tragic example of this is the United Nations Environment Program. For the first time the interdisciplinary nature of problems was explicitly recognized by governments at Stockholm and yet is completely ignored in the conception and organization of programs in Nairobi. Only problem categories are considered not problem networks. We do not know how to interrelate the skills and preoccupations of different disciplines. Inter-disciplinary discrimination is practiced to such a degree that it is possible to speak of a form of « conceptual apartheid ».

4) Because of the difficulties just mentioned, the inter-disciplinary network and the inter-organizational network are out of phase with the inter-problem network. Many organizations are simply charming memorials to pro-

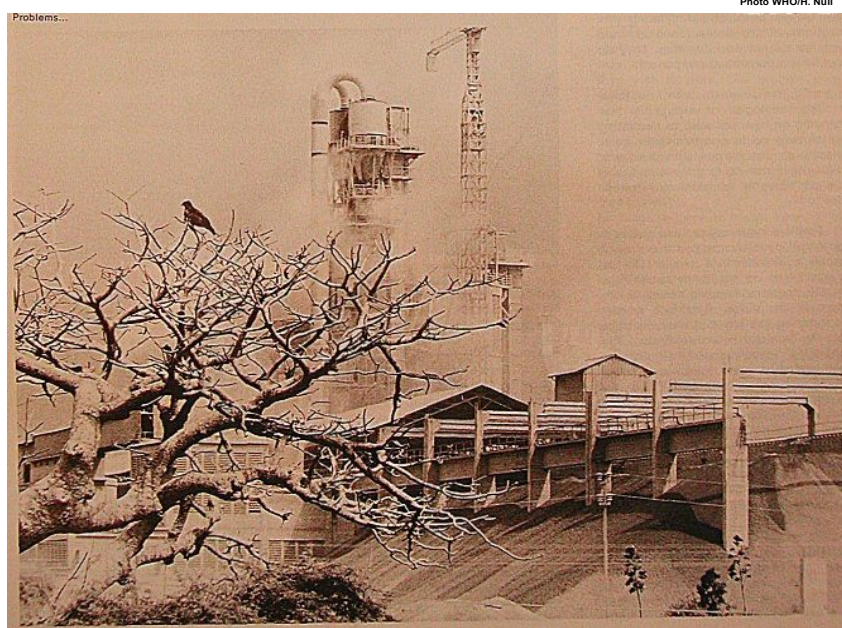
blems which no longer exist. Some of us are mainly engaged in building pyramids to our own memory (6).

5) It is no longer possible to coordinate adequately a network of organizations. The network is fragmented and oriented towards decentralization and peripheral autonomy. Despite the speed of modern communications, information content does not travel well. Its meanings get transformed and distorted as the message moves through the network. Organizational systems operate rather like spastic dinosaurs relative to the dynamism of the problem network which they should be facing (6).

6) International treaties, which are the objective of much international activity, are seldom ratified. When they come into force they are inadequately implemented, if at all. The various human rights conventions are the most tragic example. A recent study showed that only three per cent of United Nations and Specialized Agency resolutions created new activities (7).

7) Finally, people have turned away from the organizational systems which have failed them. They are frustrated by inaction or token action. They have watched UN Days. Years, and Decades come and go with little impact on the increasing magnitude of the problems. They are bombarded by organizational

Photo WHO/H. Null



propaganda in a vain effort to mobilize them in support of particular perceptions of the key problems. A massive credibility gap has developed (8). There is no solidarity, no consensus, and no widespread notion of - we the peoples of this planet ». Most of us do not lose any sleep when 500,000 people are rendered homeless, massacred or die of starvation.

do we really sincerely believe that sufficient can be done in time with such constraints, in the light of the increasing synergism of problem networks and our performance over the past quarter-century ?

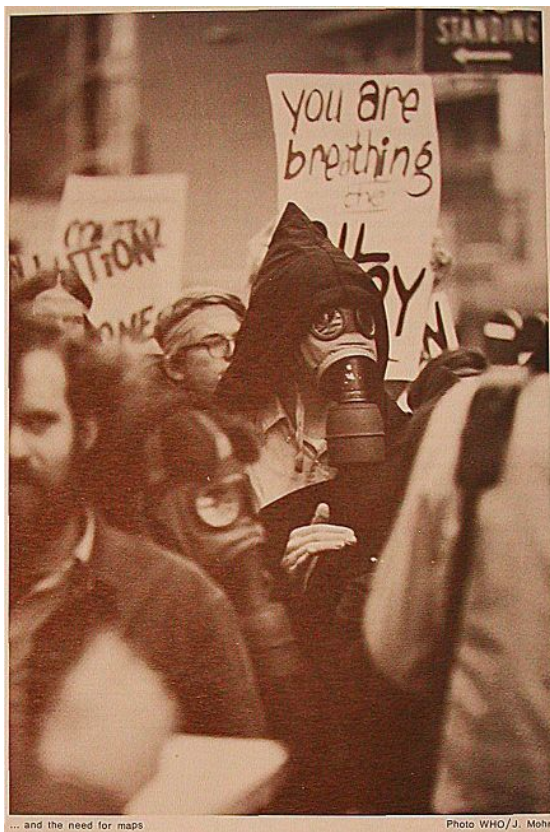
Problem of Perception : paradigms and parables

It is not sufficient to reel off a list of problems as I have just done. We know about such problems and others like them. What we need is some perspective which can give us an overview of where we are which helps us to interrelate the various issues and organizations. A considerable step in this direction was taken with the Club of Rome's world dynamics exercise. However, whether one favors its conclusions or not, such models are based on one set of highly aggregated data on a limited number of problems. They do not give one a « gut feeling » for where we each are on the basis of our differing perceptions of the social condition and why we do not work together. They do not have a perceptual component.

I would like to share with you three models, analogies or metaphors (depending on how you wish to use them) which help me to understand the complexity of our current condition, our difficulty in coming to grips with it, and the obstacles to communicating priorities today.

1) Problem maps, atlases and globes :

How well have we mapped our current problem situation ? I would like to suggest that we are at the same stage in our problem mapping ability as we were in the Middle Ages with respect to mapping the physical characteristics of the surface of the Earth. The changing psycho-social significance and status of maps, since such early times, provide us with many clues for understanding our current situation. Just as the understanding in Europe of non-European continents was very limited at that time, so today there are only a few well known problem areas (in this case: population, food, peace, environment, etc.). Each such territory (the « feudal state ») is more or less poorly controlled by a few major organizations (the « cities ») with a few well-established communication links between them (the « roads »). The relations between these feudal states are the limit of our concern. The continents are only vaguely known (and said to be



... and the need for maps

Photo WHO/J. Mohr

populated by mythical monsters). We are each happy with artistic or impressionistic, two-dimensional maps, centred on our own organization justly conceived as being the prime mover in society as we perceive it. The significance of a three-dimensional problem globe escapes us - it might even be a heresy to suggest it.

Let us be frank. We are conceptual flat-earthlers.

Each of our organizations occupies different parts of this problem territory - faithful in each case to the local aristocracy, traditions, faiths and superstitions. Content as we are with sketchy local maps of our problem environment centred on our own major concerns, why should we care if our local maps do not mesh with those of neighbouring problem territories or with a general

map of the region ? Who needs to travel ? Only fools move off the beaten track.

Under such conditions one can understand the psychological and communication difficulties which make any general mobilization impossible. Communication frequently breaks down and moments of solidarity are soon forgotten. Warring between feudal territories is common. The state called « food », clashes with that called « population ». Alliances are formed and each state has imperialistic ambitions : « development » wants to incorporate « environment »; « environment » lays claim to the territory of « development ». Lacking maps, our assemblies of people from different problem territories are pathetic. The people from « heavily rainfall » areas cannot understand the constant harping on water by people from - de-

sert » areas; the people from « arctic » areas cannot relate meaningfully to those from « equatorial » regions.

The history of the evolution of our geographic perceptions, and the tools required to move us towards a global perception, indicate the kinds of difficulty which we have to face. We need local problem maps which mesh into global maps, so that each can see his place in any world problem strategy, and so that global decision making can relate to the tactical problems of groups as perceived in each community. We need « road maps » and problem « atlases » to help us to see and appreciate the relationships, distances and differences between problem territories.

2) Problem galaxy and universe : For those with more feeling for the inter-stellar and galactic dynamics portrayed in some schools of science fiction, another model is useful. It is suggested there that a time will come when many parts of the galaxy will be colonized from Earth, and that the Earth-centered galactic empire will finally break down into isolated planetary empires. As time goes by, such isolated cultures will come to forget their common origin, their common language, and any common cause they may have had. They will lose their understanding of the place of their planet in the galaxy or even in their planetary system.

I believe that in psycho-cultural terms we have already reached such a condition (9). Each planetary body here represents a problem territory or viewpoint for which differing styles or organization have been developed. Inter-planetary communications are poor to the point of non-existence. We have lost the art of inter-stellar travel and navigation. Local planetary politics are of much more significance. How can such a galactic non-system be mobilized against any menace, whether internal or external ? We need a precise understanding of psycho-cultural relativity. We need the equivalent of faster-than-light travel.

3) Psycho-social ecosystem : For those who have more feel for the complexity of natural ecosystems and the nature of inter-specific interdependence and competition a further model is useful.

If the many species of the natural environment are each used as a model for a problem-oriented organization or group, we get a new perspective on the functioning of organizational ecosystems. Just as species in the natural environment are embedded in complex food-chains, so organizations are embedded in complex information webs. (We have mapped neither to any extent.) Just as intercourse between species is non-fruitful, so interaction between many organizations is sterile. Nevertheless

the ecosystem does interlink the species and contains those species which attempt to take over the whole system. But which organizational species should we eliminate :

the crocodile, the rat, the shark, the wolf, the snake, the scorpion ? Each has its place. Even the hawk and the dove, or the parasite and the scavenger. It is the dynamic interrelationship of such species which maintains the equilibrium of the ecosystem. How do we eliminate inequality and violence from such an ecosystem ? Is the notion meaningful ?

This model draws attention to the understanding which ecologists and environmentalists could provide for a more subtle comprehension of the psycho-social system. But experience shows unfortunately, that each discipline is especially blind to understanding how its own thinking can be applied to its own methods of organization, let alone the insight it can develop for others. Ecologists should consider the consequences for the psycho-social system if every organization concentrated on the same problem set. Complexity and variety are reduced - the system becomes considerably less stable. It loses « maturity » (10). We need a rich psycho-social gene pool. We need the variety which appears to be unharmonious (11).

Each of these three models (junctions in different ways as a framework to contain a great deal of complexity and richness. They allow us to recognize unity in diversity without introducing the simplification which would reduce the « maturity » of the psycho-social system. We need some such perspective or context before charging ahead into different courses of action.

My point is that :

- If some organization wants to get excited about a particular issue, that's fine.
- If another organization wants to try to coordinate the action of a number of other groups covering issues seen (by it) to be related, that is fine too.
- If a coalition of groups wants to try to convince the world that one particular issue is the only issue, that also is fine.

This is how organizational species should function. But in pursuing such a course, we should not expect other groups and people to understand that enthusiasm or concern and to fall over themselves in their desire to join our bandwagon. (The same is true for disciplines or schools of thought and the matrices, paradigms or explanations in which they, often arrogantly, invite belief.) We need every variety of approach to the evolving problem network. How can we facilitate consensus formation and integrated action in such a complex social environment ? How

can this be accomplished more rapidly ?

Facultative Processes

It is my belief that we could by-pass all the well-documented obstacles to action. We could achieve this without the need to depend on massive reallocation of funds - which is improbable and if done in the current manner would bear the seeds of its own futility, despite for because of) much heavy-handed monolithic action.

We could achieve this without massive overnight changes to existing institutions and their interrelationships, which are also improbable - particularly since there is no consensus on the new structures required.

To do this we need new processes. Such processes must take into account the following :

1) The effective implementation of national monolithic policies, formulated and advocated by central elites, however benevolent and participative, is no longer feasible without dangerously decreasing the maturity of the psycho-social system. Such policies are « distorted » into new directions at each step towards the periphery by the people with power (and different priorities) at each such level (6).

2) The content of the new processes cannot be pre-determined. People and organizations have very different perceptions of what problems and actions they wish to focus on and with whom they wish to work. The process must facilitate the continual emergence of new values, new models, new forms of organizations, new perceptions of problems, and whatever action on them is possible by whatever organizations wish to act on them through whatever coalitions are possible for whatever period they are viable.

As I see it there is a vast network of organizations and groups in our society, extending from the community level to the international level. They are of all kinds and have all sorts of concerns and links between them. We know almost nothing about this network as a network; we have only the vaguest indication concerning the number of bodies in it (23). (Even in the United States we do not know how many organizations and groups there are. There may be of the order of 1,000,000 however, including 30,000 environmental groups, and 360,000 churches, for example.) We do not know what this network could do if its processes were facilitated - it is an almost totally unexplored resource. In fact we do not even know how to think about networks, how they work, or their synergistic potential. The kinds of minimal, non-directive, low-resource action we could undertake to facilitate the network's actions against the problems perceived by different parts of it include the following :

1) Mapping the problem network. Identify its components and their interrelationships so that people and groups can move to where the meaningful action opportunities are for them. Why do the different UN agencies not publish statistics on organizations and groups ? (24) Why do they try to monopolize the action ? Detailed maps of the network should be as readily available as local road maps. People should be able to obtain problem atlases and problem globes. Information on the network can only be obtained and maintained effectively in people-oriented data banks (13) used by them : to produce computer-generated maps; for interactive graphic exploration of the networks (with a three-dimensional perspective); and for videotape programs surveying particular problem and organizational networks (14).

2) Design low-cost, supportive (« do-it-yourself ») computer software packages to be made widely available at the community and regional level to :

- help people locate the parts of the network to which they could relate. (In effect this would constitute a much more powerful inter-disciplinary computerized yellow-pages for social activities.) Facilitate circulation and exchange of such data tapes at the local, state, national, regional and international levels, and provide suitable interfaces for technologically underdeveloped regions.

- provide administrative aids (e.g. subscriptions management) to groups and organizations and permit them to share mailing lists where possible.

3) Facilitative legislation (as is done to a considerable extent for business and industry). Belgium is still the only country which has facilitative legislation for international non-profit organizations (15). Little is done at the national and local level for non-profit organizations.

4) Subsidize post and telephone communications between social action organizations. (The WATS system in the USA is a useful precedent.)

5) Design facilitative environments where organizations and people can meet and interact informally to catalyze, wherever and whenever possible, the emergence of action programs and formal collaboration (16) :

- low-cost shared office facilities are one example, whether at the community, national or international level. (What is the appeal to business of the existing network of computer-linked World Trade Centres ?)

- multi-meetings or idea fairs, where sessions of many organizations run concurrently, are another. (Why does business make such frequent use of multi-stand trade fairs ?)

6) Develop a network vocabulary as a means of changing our atomistic perception (17). We need a rich set of (basically topological rather than systemic) concepts to give us a feel for networks as networks, rather than as organizations (for problems) with relationships. Without such a holistic vocabulary and the organic strategies to which it can give rise, organizations can only act as fragmented components of an essentially spastic network, focusing on problems erroneously isolated from the network in which they are embedded.

7) Develop the concept of an auto-coordinated network strategy for networks or organizations, and the new kinds of information system and display to facilitate it.

These are just a few of the simple things we could do to enable this vast network to galvanize itself as it changes and evolves over time in response to new issues, insights and resources. Ad hoc organization crystallizes from it and dissolves back into it. Hierarchical organizations are embedded in it, hopefully to evolve into more adequate structures as confidence in the network develops (18). Such a network concept is the psycho-social equivalent of the planetary globe so frequently used as a symbol at international environment conferences.

What we need is to provide a means whereby a network strategy can evolve (19).

By developing and disseminating adequate maps of the network of organizations and the network of problems, the maximum amount of decentralized auto-coordination will occur with the minimum amount of structural violence.

Interrelationships

Problems, organizations, concepts and personal development are usually considered as though they were unrelated. But we have to have a more integrated conceptual structure in society before we can perceive the interrelationships between problems. We need both before we can attempt to interrelate organizational units to handle the inter-linked problems. And in an important sense, our individual ability to tolerate and comprehend the complexity and dynamism of these interrelationships is directly related to our own degree of personal development. Furthermore, a general increase in integration in any of these four domains will tend to increase integration in the other three. Equally, progressive fragmentation in any of the domains will provoke disintegrative tendencies in the others (20).

A fundamental difficulty today is our predilection for simplistic hierarchical organization of the interrelationships between concepts, between organiza-

tions, and between problems. And yet we are constantly exposed to evidence that these hierarchies do not contain the complexity with which they have to deal.

Neither a hierarchical organization nor a hierarchy of concepts can handle a network of environmental problems without leaving many dangerous loose ends. It is rather like trying to use classical redcoat tactics to fight guerrillas. The redcoat military hierarchy is completely out-manoeuvred by the guerrilla network activity. To respond adequately to our current situation, we need to be able to evolve conceptual networks and organizational networks and we need to be able to understand how to use them and support them by adequate information networks. It is my belief that the concept of networks will replace that of hierarchies and simplistic systems. The network approach permits us to handle much greater complexity in the real world of incomplete information on incommensurable phenomena. (A link in a topological network is equivalent in some ways to pointing, which is the only communication technique left to a fragmented people whose languages contain no common or unambiguous elements. Repeated use of this primitive technique, when plotted as a network, may be the only remaining means of interlinking the multiplicity of referents to the satisfaction of all parties.) But at some future time the network notion will itself be replaced by the notion of fields. It is at this stage that we can get some convergence with the mystico-religious viewpoint (21).

For the moment, however, the topological structure of networks is both meaningful in terms of information flows and other relationships (which can be facilitated by information systems and represented with a high degree of iconicity on graphics devices) and conceptually rich. Fields are conceptually rich but are as yet very difficult to handle, support or represent on information devices, except as psychological meaningful graphic art which we are as yet unable to marry to a scientifically meaningful data base. Networking is therefore the next step for our society. It bears the same potential relationship to the psycho-social world as use of the wheel has done to the physical world. Using the network concept as a foundation or scaffolding device, our ability to perceive, tolerate and prefer progressively higher degrees of order in the organizational, conceptual and problem environments is a reflection of our ability to complexify our perceptions of ourselves as individuals for eventually as structured fields) in resonance with such environments.

In Conclusion

While I believe action to be feasible, and based on as yet untapped human

and organizational potential, I do not personally think that the right sort of action will take place. Each new organizational and conceptual insight will be distorted to its lowest level of applicability rather than developed to its highest.

The difficulty and potential value of achieving the kind of interdisciplinary synthesis needed at this time, and the relatively low priority accorded to it, is perhaps most analogous to that currently experienced in magneto hydrodynamics in building a suitable configuration of conditions to contain plasma for a sufficient time to permit controlled nuclear fusion reactions. Controlled fission was easy in comparison, as is analysis compared to conceptual synthesis.

People are too locked into their own visions of the global psycho-social system and each man's vision serves as the basis for some other man's alienation. (And perhaps we do not fully understand the importance of this process as a means of preserving variety and stability in a society threatened by homogeneity and explosive change.) We could achieve a breakthrough, but we won't. Not because we do not already have the technical knowledge or the facilities, but because we do not understand ourselves and the dynamics of how we interact in interdisciplinary, inter-organizational, and intercultural environments (such as this symposium). We lack a self-reflective awareness and we do not use sensitive individuals to give us feedback on the dynamics of our meetings. (And even if we could locate such people, and implement the procedure, do we seriously believe that we could or would change our actions constructively?) Our consensus formation difficulties in such settings are usually a reflection of our inadequacy as human beings (22).

There is of course a paradox in advocating the perception which I have attempted to clarify. It has the same status as other perceptions in the ecosystem of ideas even though it attempts to harmonize them. But when we have such paradoxes, I think we are on the right lines. We have had enough of what I would call « conceptual imperialism ».

But if we did release the powerful forces in our society, necessary to master the problems we face, do we have the knowledge and understanding to control them?

Supposing, in the face of these crises, that we could tap the power of a fundamental psycho-social relationship, in the same way nuclear physics has enabled us to unleash the power bound into a fundamental physical relationship? I believe we could. But should we do so? And who is « we » in this network context?

References

(1) The organizations are described in the computer-produced Yearbook of International Organizations. Brussels, Union of International Associations, 1974, 15th Edition, ca. 1100 pages.

(2) The world network of organizations; a symbol for the 1970s. International Associations, 24. January 1972, p. 10-24.

International organizations and the generation of the will to change - the information systems required. Brussels, Union of International Associations, 1970, 89 p. plus appendices, UAI Study Papers INF/5, stencilled.

Nature of organization in transnational networks. Journal of Voluntary Action Research, 1, 3. Summer 1972.
(3) Toward a concept inventory; suggestions for a computerized procedure (presented to Research Committee 1, 9th Congress, International Political Science Association, Montreal 1973).

Conceptual gaps and confused distinctions; possible ambiguities in the transition of interrelated concepts, International

Associations, 26, 3, p. 156-159 (see other article in that issue and the following.)
(4) World Problems and Human Development. Brussels, UAI, 1972, 37 p.

News of the project is reported in a Newsletter which is incorporated into International Associations (Brussels, UAI, monthly, 1949).

(5) Organizational apartheid. Who needs whom in the Second United Nations Development Decade? International Associations, 21 October 1969, p. 451-456.

Discrimination and fragmentation in the 1970s; an organized response to global crisis. International Associations, 23 January 1971, p. 28-48.

Summary of the crises in interorganizational relationships at the international level. International Associations, 24 May 1972, p. 287-295.

(6) See Donald Schon, Beyond the Stable State; public and private learning in a changing society. London, Temple Smith, 1971.

(7) Chadwick F. Alger. Decision-making in the United Nations. In : Edwin H. Fedder (Ed.) The United Nations; problems and prospects. Center for International Studies, University of Missouri. 1971. p. 165-188.

(8) Mobilization for alienation vs. catalysis for participation; the critical choice for the United Nations system. International Associations, 25. August-September 1973. p. 407-412.

(9) « One of the gravest problems of our day is the lack of commitment to common symbols ». Mary Douglas. Natural Symbols. London, Penguin Books, 1973, p. 11.

(10) R. Margreth. On certain unifying principles in ecology. In: A.S. Boughay (Ed.) Contemporary Readings in Ecology. Belmont, Dickinson, 1969. He suggests that it is possible with a definite spending of potential energy, organization and information, and requires

versely the lower the maturity of the system, the less the energy required to disrupt it. Anything that keeps an eco-system oscillating for « spastic », retains it in a state of

low maturity. Hence the danger of simplistic reorganization of organizational, conceptual or value systems.

(11) See for example: Stafford Beer. Designing Freedom. Toronto, Canadian Broadcasting Corporation (1973).

(12) Information systems and inter-organizational space. Annals of the American Academy of Political and Social Science, 393, January 1971, p. 47-64 (Special issue on social development).

(13) Inter-organizational data and data bank design: the use of computergraphics to visualize social networks. In : Neal E. Cutler (Ed.) Emerging Data Sources for Comparative and International Studies. Beverly Hills, Sage Publications, forthcoming.

(14) Computer-aided visualization of psychosocial structures; peace as an evolving balance of conceptual and organizational relationships. (Paper presented to a symposium on value and knowledge requirements for peace of the American Association for the Advancement of Science Philadelphia, December 1971). 34 p., xeroxed. (ERIC ED050613)

(15) See : The Open Society Of the Future; report of a seminar to reflect on the network

of international associations. Brussels,

Union of International Associations, 1973.

(16) Inter-organizational relationships; in search of a new style in reference 15, pages 115-132.

(17) Networking : the need for a new concept. International Associations, 26, 3, p. 170-173. Network-related concepts, a vocabulary adapted to social complexity and social process. (Paper presented to a symposium on the conceptual problems of international discourse, Paris, 1974). To be printed in International Associations.

(18) Wanted : new types of social entity. International Associations, 23. March 1971, (The role of the « potential association »), p. 148-152. (Matrix organization and organizational networks), p. 154-170.

Transnational network of research-and-service-communities; a proposal for an organizational hybrid. In : Human Needs, New Societies, Supportive Technologies (Collected documents presented at the Rome Special World Conference on Futures Research, 1973). Rome, IRADES, 1974. 5 vols.

(19) Principles of transnational action; an attempt at a set of guidelines. In reference 15, p. 104-114.

(20) From apartheid to schizophrenia; ecological ignorance and the logic of depersonalized separate development. International Associations, 23, February 1971, p. 89-102.

(21) Information on this convergence is given in articles in the periodicals : Main Currents of Modern Thought (New York, Foundation for Integrative Education and Fields within Fields (New York, World Institute Council)).

(22) Arthur Koestler, after organizing many such meetings, has recently produced a novel entitled - The Call Girls - to illustrate the interactional dynamics of interdisciplinary meetings. He concludes that such meetings are a reflection in microcosm of the difficulties we face in organizing inter-sectoral relationships in society. A similar experience is recorded in Worlds Apart, by Owen Barfield.

A more optimistic account of interdisciplinary meetings is given in M.C. Bateson. Our own Metaphor. (New York, Knopf.)

(23) How is it that chemists and biologists can tolerate the level of complexity associated with over 1,000,000 distinct molecular compounds and plant or animal species respectively, whereas those concerned with the psycho-social system can only tolerate less than 100 species of organization, problem, concept or value?

(24) Why is it that we have such a well developed ability to count people-units for statistical and economic policy purposes, but we cannot even see the need to count organizations and groups and their network relationships to help facilitate social development and the design of adequate social indicators? Thus the ILO Yearbook of International Labour Statistics has no information on trade unions. The UNESCO Statistical Yearbook has nothing on scientific and cultural groups (12).

SAHEL: TOWARD A SYSTEM OF INTERNATIONAL MERCY^(*)

Roger Morris and Hal Sheets

Project Director

(*) *The following is an extract from « Disaster in the Desert — Failures of International Relief in the West African Drought » — a special report in the Humanitarian Policy Studies series of the Carnegie Endowment for International Peace.*

Failures of the Sahel relief effort

Taken singly, none of the failures in the international relief effort in the Sahel seemed at the time irreparable. None alone seemed decisive. Together, however, they formed a pattern of neglect and inertia that made the rescue operation far less effective than it might have been. An administrative and bureaucratic disaster was added to the natural calamity—inevitably at a higher cost in human lives and suffering. Like the impact of the drought, the effects of the relief failures in AID and the FAO were cumulative. Because there was no contingency planning, there was no ready information on airfields, and no prompt response to a request for airlifts. Without airlifts, food supplies further dwindled—straining surface transport, affecting shipments elsewhere, aggravating shortages in which discrimination against nomads became more likely and more acute. Without effective monitoring of the distribution of relief, without an early assessment of nutrition and food needs in certain areas, the bureaucracy had little basis for planning an airlift, or for making specific changes to augment surface transport, or for providing special rations and vaccines. The discrimination against the nomads was also self-reinforcing. Once it had happened, it became politically difficult at every level—local village chiefs, provincial authorities, central governments, international meetings—to confront the issue. Bias, waste and inefficiency discredited every level of the relief effort. None would admit responsibility. And once the United States or United Nations officials had publicly decreed success it seems to have become im-

possible for them to admit that their claims were premature, or exaggerated, or more truthfully, simply without hard factual basis. Most of all, the process of malnutrition itself was insidious. Time lost by bureaucratic vagaries in Washington or Rome or Bamako became an irredeemable loss in the fading vitality of children and adults. Indigestible sorghum appeared in AID document as life-saving relief, but in the refugee camps of the Sahel it was cramps and diarrhea, and a further drain on strength and hope. From a certain threshold of weakness, as the CDC doctors documented, there was no turning back from disease or terminal starvation.

Foreign aid policies

The failures of 1972-1973 can be traced to more than a decade of foreign aid policies which had ignored the destitute countries of the Sahel. For the U.S. France and other donors, international assurance in Africa was largely the product of political calculations not unlike the earlier colonial policies of the European powers. Nations' and regions were given priority not for what they needed in humanitarian terms, but for what they could yield in tangible advantage to the giver. As U.S. aid to Africa diminished in the 1960s, Washington clung to its original « investments », by then fortified by powerful bureaucratic interest. In 1971, as the UN released its shocking statistics on the poorest nations, there was new attention by the World Bank and other lending institutions to countries so blatantly by-passed by the so-called « decade of development ». AID

publicly pledged special remedial attention to the poorest, but this belated effort came with foreign aid cut to its lowest in the U.S. Congress. There was no realistic prospect that Washington could right in the 1970s the imbalance of the choices compelled a decade earlier by Congressional cuts and codified in the Korry Report.

put the Sahel on its feet before the drought », said a former official, « but no more, and maybe a lot less, than we'll have to put in now just to keep them from going down the drain for good ».

Absence of information and the passing of responsibility

The most conspicuous failure to the relief efforts from 1968 through 1973 was the failure to gather, retrieve and use information. At every stage of the disaster, every piece of information missing added up to yet a larger void. The absence of information paralyzed planning. But it was not only the lack of data. There was the data, as the AID October study complained, « lying in the files », knowledge and time wasted because a bureaucracy ostensibly living by facts and figures could not organize its institutional memory. Even when the intelligence came in, it was treated with sometimes astonishing casualness. Yes, admitted the AID officials, the CDC data was extraordinary. The FAO officials thought it - looked - important. But what does some other bureaucracy's study have to do with what we are doing ? The information failure flowed from the further failure of coordination.

Responsibility for warning, for communication, for planning, for monitoring, for transport belonged to everyone—and no one. The United States and the FAO acquired their major roles in drought relief almost willy nilly by their continuing presence in the region since 1968. That process of drift left the Sahel uniquely dependent on AID and FAO, with neither organization formally recognizing or acting on the responsibility circumstances had imposed, for better or worse. The point is not that such a process was fair or orderly, but that both the Washington and Rome bureaucracies knew very well their importance to the relief effort. They accepted authority without responsibility. Someone else would have to answer for the discrimination against the nomads, for the transport blockages, for the late vaccines. In the autumn of 1973, it is true, there were publicized U.S. efforts to encourage a cooperative planning venture for future projects among Africans and donors under the aegis of the U.N. But AID officials and their documents made clear in private that this was essentially an exercise in political patronization. Let the UN pass along information. Let the Africans believe they were « consulted ». Washington, and certainly Paris, would make their own decisions, as always, by the goals and priorities of their bureaucracies. « Everybody is trying to do his own little thing », said Carl Rowan after his visit to the area. At the beginning of 1974 the Sahel remained literally at the mercy of governments and organizations to whom its 23 million people were of marginal concern. Within the U.S. Government, coordination was scarcely better. Though the President appointed a » Coordinator » late in the crisis, his other duties—as Acting AID Administrator, as director of other relief efforts—left little time for the Sahel. However vigorous Williams' efforts in any case—and by many accounts his dedication is clear—there was no systematic coordination of the CDC survey, no critical examination of the basis for the August 21 memorandum to the President. The drought was left to a bureaucracy which obviously had failed to anticipate it over four years, had reacted with bureaucratic lethargy and public defensiveness when the crisis struck, and which had spurned (and privately ridiculed) the cooperation of CDC, AID's own Foreign Disaster Relief Coordinator, and the U.N. Effective coordination in AID would have begun with a clear recognition of those failures. And it would not have issued, as in the late fall of 1973, in new rewards and status for that same bureaucracy. But then responsibility for relief policy did not stop with AID. The bureaucracy was left to conduct the relief operations by a leadership in the State Department and White House which apparently had no time or

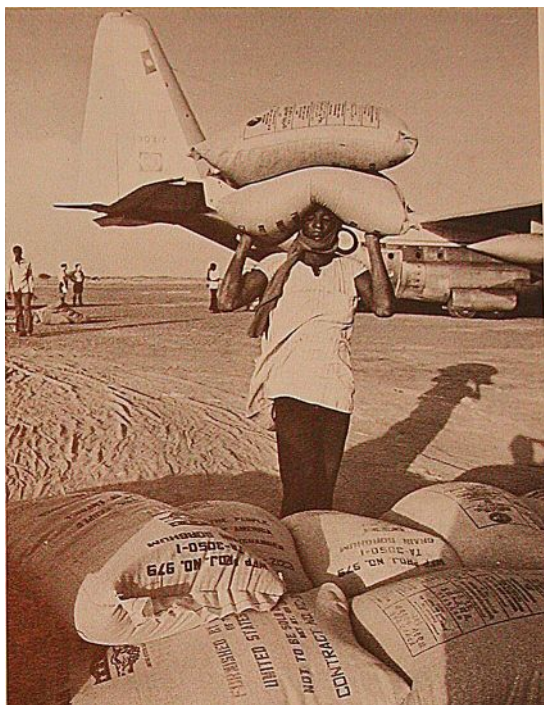
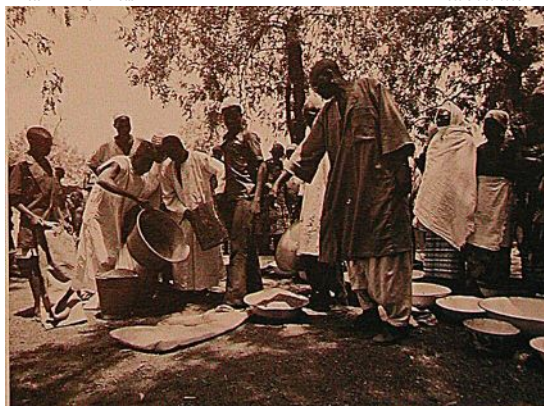


Photo WFP/FAO/Peyton Johnson

Photo WFP/FAO/F. Botts ***

Locale distribution



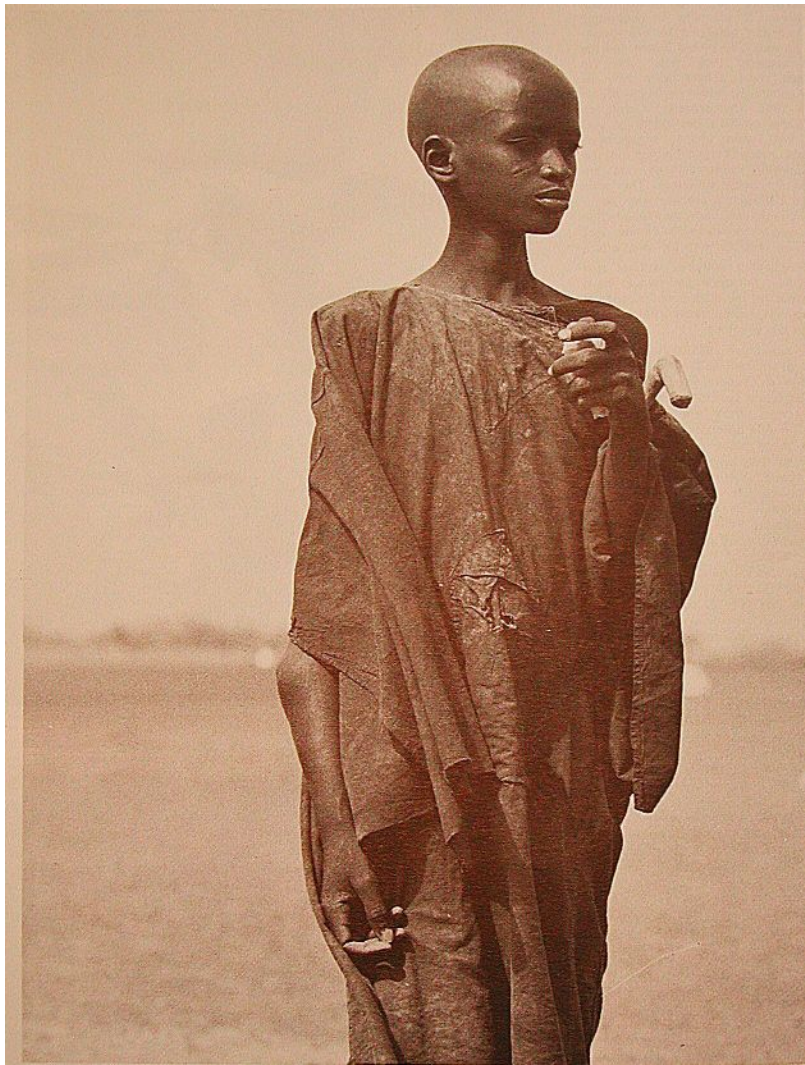


Photo WFP/FAO/F. Botts

interest in ensuring the Faithful execution of President Nixon's pledge to ease suffering in the disaster.

Dilemmas of urgency and politics

Behind the organizational flaws were the most serious and complex issues of policy for an international relief operation. There was an unresolved dilemma between the demands of urgency and speed in the delivery of relief and the need for some monitoring and accountability. Would not systematic monitoring merely add to red tape, slowing relief shipments still more? Was not the first obligation of AID and other donors to rush food to the docks of West Africa, accepting waste, rats, corruption, or even unchecked bias in distribution as the price of saving millions? Or would planning and coordination have made plausible both urgent shipments and international monitoring of the relief, much as the World Health Organization ships and supervises the use of vaccines or medicines to stem epidemics in nearly every corner of the world? Those questions were never posed in AID testimony to the Congress, press handouts, in speeches at international conferences, or internal memoranda. To have inscribed such issues on the agenda would have been to begin to admit the magnitude of the failure in the Sahel.

There were also the political dilemmas that haunt international relief efforts. The disaster in the Sahel seemed remarkably free of political complications. No blockade or civil war or dash of great power interests shackled relief. Relief was not a partisan policy issue in the United States or in any other donor country, save perhaps France where the opposition deplored the regime's inattention to the tragedy. In the U.S., relief for the Sahel enlisted support from the Black community as few other foreign policy issues had. The Sahelian states were pleading for help. Yet there were political issues beneath this surface. What responsibility did the Africans have to distribute relief supplies equitably? What international presence, if any, did massive outside relief obligate the Africans to accept in order to assure the international community that the aid was used properly? Was it possible, in the midst of crisis, for the African states to suspend for a time some of their sovereignty to help save their own people? Or would the unpleasant political subjects, as for AID policy-makers, have to be « someone else's » problem? Again, these questions were nowhere on the agenda of AID or the international gatherings on the Sahel.

At root, each of the inadequacies and mistakes in the rescue operation was

a failure of will within the relief bureaucracies. The unspoken truth in AID and the FAO was that no one had raised the issue of the Sahel before the drought became a catastrophe. Officials watching the vivid signs of collapse hewed to the bureaucratic line of survival—to continue present, approved, cleared policy. It was not altogether too late for officials to compensate for this inertia when the crisis was at last recognized in 1972-1973. That meant a readiness to face past failures, and to cut through red tape in the spring of 1973, to act rather than pause. But even then, the bureaucracy's instinct was to continue what it had been doing, to justify inaction, to ignore unpalatable facts.

The basis for an effective relief organisation

The tragedy in the Sahel revealed again what many officials and non-governmental relief experts have long known from other disasters—that international relief is too important and too complex to leave so largely to an AID or FAO—organizations for which disaster aid is obviously neither a major function nor a special competence. The organizational and functional attributes of an effective system of international relief are clear.

- An information system combining a watch on areas vulnerable to disaster, an early warning mechanism reaching both donors and victims, data retrieval and analysis of current intelligence, a communications system, such as that of the World Weather Watch, capable of rapidly conveying this information as, well as the early warning among involved parties, and not least, a public information function which provides a flow of full and accurate reports on the disaster and the relief efforts to the media and national legislatures.

- Closely linked to the information system, a planning and operations function responsible for the application of latest science and technology for disaster relief or prevention, the prompt mobilization and shipment of relief supplies, and sustained coordination with the recipients to ensure adequate transport, minimal waste, and effective and equitable distribution of relief.

- Independent of operations, yet an integral factor in policy and further planning, a monitoring system, which prepares for the relief effort with full access to the information system, is on the scene as relief flows, and faithfully reports any abuse or malfunctioning in relief.

- Often as important as any technical function, a political advisory system which alerts every element of the relief effort, from planning to monitoring of political or social problems that may hinder or prevent altogether certain

measures necessary to the relief effort. It is a catalog of what was missing in the Sahel, and of what has been lacking in some measure in every great disaster of the post war world. Perhaps what distinguishes most an organization integrating these functions is the promise that relief of death and suffering would be its sole mission and responsibility. To the array of national and bureaucratic interests and clients that crowd upon any disaster would be added an institution whose constituents were the victims themselves, whose primary purpose was mercy, whose undivided loyalty would be to the integrity of that mission.

Such an organization could fix for the first time too the burden of responsibility in international relief—a burden now borne by a few though the obligation rests with every nation. Ultimately, the failure in the Sahel belongs to the entire international community, rich and poor, which has neglected to organize itself to deal with a problem which now needlessly claims thousands of lives each year. The most important attribute of a new relief system, then, is that it be truly international—staffed and funded with representative contributions from every region.

Of all the tasks on the international agenda, it is true, none invites more cynicism than disaster relief. And on the evidence of the last decade alone, the disillusion seems justified. Often enmeshed in civil wars, great power politics, or simply local corruption, relief has seemed the one expendable interest of nations. But even that apparently inherent inhumanity in world politics has been altered under the impact of mass communications. Whatever the callousness of governments, their populations, particularly in Europe, and America, now see the suffering of the Sahel or Bangladesh or Biafra more vividly than ever before through television and newspapers—and with the seeing there has grown a rising public intolerance with governmental indifference. That correlation of knowing and feeling among an international public by no means ensures the success of a new approach to disaster relief, but both U.S. and U.N. officials believe that it has made such an approach at least more plausible than many have thought.

No international bureaucracy will be immune to the problems of bureaucracy simply for being international, or new, or for having the benefit of past experience in AID or the FAO. The creation of a new system of international relief begs a score of formidable questions—under whose aegis? with what sustained funding? with what political power to deal with the opposition of nations or whole regions to humanitarian relief? Where does national sovereignty (and indifference to suffering) stop, and international humanitarianism begin? All these and many more.



Picking the last leaves

Photo WFP/FAO/F. Botts

NGO role

The tragedy in the Sahel offers no facile guide through these dilemmas. It does demand a beginning to address the problem in all its complexity. The initiative toward a new system of international relief clearly lies with the governments and international organizations (including the private relief agencies which will work with it) whose political support will shelter it and whose money will sustain it. But there is also a role for non-governmental support. The premise on which all else in a new relief system comes to rest is the existence of an international group of disaster relief experts—men and women from throughout the world trained to deal with the special problems of relief from the epidemiology of famine to the logistics of an emergency food airlift to the infinitely delicate political problems of negotiating relief in the midst of civil war. Without this resource, all the courage and generosity of governments will still be ensnared by the bureaucratic vagaries that plagued the relief of the Sahel.

This study concludes with the recommendation that non-governmental organizations and foundations in the United States and Europe, in close coordination with governments and private relief agencies, begin to explore the establishment of an international center for the training of such experts in disaster relief. It would be unrealistic to assume that any initiative to change the present amorphous administration of international relief will be swift or easy. The horror of the Sahel may be repeated more than once before governments choose to recognize the problem and act. The creation of a new international institution deliberately designed to avoid the foibles of those, in effect, who create it will demand all the genius and good will the world community can muster. There are precedents for success—the World Health Organization and its fight against epidemics across the obstacles of sovereignty and politics may be the most relevant. These are all too many and obvious precedents for failure. Only the alternative to a new beginning seems clear. Without a bold fresh approach to disaster relief, innocent

children seem doomed to go on dying around the world because bureaucrats fail to plan, or because officials remain ignorant, or because no one cares. And many will die though the means to save them are at hand.



Epilogue

Early in 1974, as this book was being printed, there began again, after months of silence by the press and governments, the all too predictable reports of continuing disaster in the Sahel. In late January, Director General Boerma of the FAO told the New York Times that the drought « is worse this year than ever before, while pledges of aid have fallen far short of needs ». On February 11, David Ottaway reported in the Washington Post the warning of African relief officials that « without fast emergency relief 200,000 people may die of starvation in remote corners of the Sahel... » The loss of cattle in 1972-1973, said the FAO, had been more than 3.5 million head worth \$400 million, or a quarter of the total cattle of the region. UN officials estimated the grain shortage in the Sahel at 1.2 million tons, over twice what U.S. planners had assumed the previous summer. By February, wrote Ottaway, food stocks had been exhausted in Chad, Mali, Niger and Mauritania,

and conditions « generally are described as grim ». The drought was spreading. The Post reported that it had reached crisis proportions also in the northern regions of Nigeria and Cameroon. U.S. relief contributions by the beginning of 1974 approached \$100 million, and on January 23, AID announced another 100,000 metric tons of sorghum for the Sahel, this time presumably an edible variety. But when senior AID officials appeared before Congress in February to seek a badly needed supplemental \$50 million for the Sahel, there would be no candid admission of the bureaucratic failures that had so aggravated the crisis. Toward major rehabilitation projects for the area, reported Ottaway, AID was taking a « wait and see attitude ». In February 1974, as the Sahel was plunged into its seventh consecutive year of disaster, AID was waiting on a « study » of the region's « development options ». The project would not be completed for two years. For its part, the U.S. Congress voted early in 1974 to reject a contribution

to the development loan fund of the World Bank designed specifically to help impoverished regions like the Sahel. Throughout the wealthy countries, said officials, the distractions of domestic economic problems brought a similar turning away from international disasters. But in the Sahel, there was simply no more time for hesitation or neglect. The 22 million people of the region seemed about to drift apart from the rest of the international community, much as Dag Hammarskjöld had described in Markings the growing separation of the living and the condemned :

Between you and him is distance.
Uncertainly—
Care
He will see you withdrawing,
Further and further.
Hear your voices fading.
Fainter and fainter.

Photo WFP/FAO/F. Botts



Les membres actifs de l'UAI*

(au 28/3/1974)

ACTION N. (U.S.A.). Former Secretary-General of the World Veterants Federation; Secretary-General of the International Society for Rehabilitation of the Disabled.

ADEBO Chef S.O. (Nigeria), Ancien Directeur exécutif de l'UNITAR.

AGO R. (Italie), Président de la Societa Italiana per l'Organizzazione Internazionale.

ALAMUDDIN N. (Liban), Minister of Public Works and Transport; Chairman and President Middle East Airlines.

ALGER Chadwick F. (USA), Professor of Political Science and Public Policy, Mershon Center, Ohio State University.

ALKJAER E. (Denmark), Professor, Director, Institute for Transportation, Tourism and Regional -Science of the Copenhagen School of Business Administration.

ARMAS BAREA C.A. (Argentine), Professeur titulaire full-time de Droit International public et de Droit consulaire (Facultad de Ciencias economicas, comerciales y politicas de la Universidad Nacional del Litoral).

ASCHER C.S. (USA), Former President of the Conference of Consultative Non-Governmental Organisations.

BAKER F.W.G. (Grande-Bretagne), Executive Secretary, International Council of Scientific Unions.

BAUGNIET J.A.H. (Belgique), Président d'honneur de l'Association Internationale des Universités; ancien bâtonnier de l'Ordre des Avocats à la Cour d'Appel de Bruxelles; Recteur honoraire de l'Université Libre de Bruxelles.

BELL J. (Mrs) (Grande-Bretagne), Former General Secretary, Associated Country Women of the World.

BLAISDELL Donald C. (USA), Professor of Political Science, The City College of the City University of New-York.

BLANCHOT A.L. (France), Secrétaire Général de l'Union des Foires internationales.

BLICHER-HANSEN I. (Denmark), Director, Falkoner Centret.

BOBLETER C. (Autriche), Ambassadeur d'Autriche.

BRAUN R.R. (Pérou), Ancien Secrétaire Général du Conseil International pour l'Organisation Scientifique.

BRAUN Rolf (Rép. Féd. d'Allemagne), Verbands-direktor, Bundesverband der Deutschen Zahnärzte e.V.; Sekretär der Regionalen Org. der F.D.I. für Europa, Schatzmeister.

BRUSTIO Cesare (Italie), Président de la Société Penney Italienne, Milan.

BUITER Harm C. (Pays-Bas), Ancien Secrétaire Général de la Confédération Internationale des Syndicats Libres.

BUTTERY G. (Miss) (Grande-Bretagne), Former Deputy Executive Director, International Council of Nurses.

CAETENO M. (Portugal), Ancien Président du Conseil des Ministres.

CAGLAYANGIL Ihsan Sabri (Turquie), Ancien Ministre des Affaires Etrangères, Membre de la Chambre des Représentants.

CAILLE Pierre-François (France), Président de la Fédération Internationale des Traducteurs; Président du Conseil International des auteurs littéraires de la CISAC (Confédération internationale des sociétés d'auteurs et de compositeurs).

CAMU L. (Belgique), Président de la Banque de Bruxelles.

CARONE G. (Italie), Secretario Générale, Camera di Commercio Industria Artigianato e Agricoltura di Milano.

CARRIL CARVAJAL Carlos (Espagne), Président du Bureau International du Béton Manufacturé.

CASADIO FA. (Italie), Directeur de la Societa Italiana per l'Organizzazione Internazionale; Président du Comité exécutif de la Fédération mondiale des Associations pour les Nations-Unies; Président de l'UAI.

CASSONI Giuseppe (Italie), Professore Incaricato di Diritto Internazionale nell'Universita Cattolica del S. Cuore, Milano.

CAVALCANTI Th. (Brésil), Président de l'Institut de Droit Public de la Fondation Getulio Vargas.

CHALMEY L. (France), Secrétaire Général de l'Union Internationale des Producteurs et Distributeurs d'Energie Electrique.

CHANTREN G. (Belgique), Directeur Général de la Foire Internationale de Bruxelles.

CHATTOPADAYAY K. (Mrs) (Inde), Indian Co-operative Union.

COOPER E.J. (Grande-Bretagne), Secretary General, The Scientific Film Association.

DADZIE E.K.W. (Sénégal), Secrétaire Général de l'Association Internationale pour le Développement de la Documentation, des Bibliothèques et des Archives en Afrique.

DAVIS Edward P. (USA), Coordinator, Conference Management Staff, Office of the Assistant Secretary for Management Organization of American States.

DE BROUX J. (Belgique), Administrateur de Sociétés, de la VALLEE POUSSIN Etienne (Belgique), Ancien Sénateur, Président du Conseil Belge du Mouvement Européen, de ROSSI del LION NERO (Italie), Président du Centre Européen des Relations Publiques.

de SOYSA (Sri Lanka), Permanent Secretary, Ceylon Ministry of Defense and External Affairs.

de VEPY H (Mme) (Suisse), Secrétaire administrative de l'Alliance mondiale des unions chrétiennes féminines.

DE WACHTER J. (Belgique), Secrétaire Général de la Fédération Universelle des Associations d'Agences de Voyages.

d'ORMESSON Jean (France), Membre de l'Académie française; Secrétaire Général du Conseil international de la Philosophie et des Sciences Humaines.

DRAPIER J. (Belgique), Avocat, Ancien Secrétaire Général de la Ligue belge contre le cancer.

EL HAKIM A.C. (U.A.R.), President of the Federation of Afro-Asian Insurers and Reinsurers; Chairman of the National Insurance Company of Egypt.

(*) « L'UAI se compose de membres actifs choisis sans distinction de nationalité, de race, de croyance religieuse ou d'appartenance à des groupements idéologiques, politiques ou professionnels, parmi tes personnalités qui s'intéressent particulièrement à l'objet de l'organisation, sans que plus d'un cinquième ne puisse appartenir à une même nationalité. Seuls ces membres participent à la direction et à la gestion de l'organisation; ils sont cooptés sur proposition du comité de direction soit en séance de l'assemblée soit par un vote par correspondance. Leur nombre ne peut excéder deux cent cinquante. Il pourra être augmenté ultérieurement par résolution de l'assemblée générale ordinaire. »

(Art. 4 des statuts de l'UAI)

(*) «The UIA shall be composed of full members chosen without distinction of nationality, race, sex, creed, and of whatever ideological, political or professional group, from among persons who are particularly interested in the aims of the organization, provided that the members belonging to any one nationality shall never exceed one fifth of the total number of members. Only these members shall take part in the direction and management of the organization; on proposal by the executive council they are coopted either at assembly sessions or by postal vote. Their number shall not exceed two hundred and fifty. This number may subsequently be increased by resolution of an ordinary general assembly. »

(Constitution of UAI, Art. 4)

Vient de paraître

ANNUAIRE DES ORGANISATIONS INTERNATIONALES

Available now

Cette publication réalisée en collaboration avec les Nations Unies est le seul Annuaire de références s'étendant au réseau mondial des organisations internationales.

Le « Yearbook of International Organizations » en est à sa 15^e édition; pour la première fois depuis 14 ans, cette 15^e édition paraît en langue-française, simultanément avec une version anglaise. Il est le résultat d'enquêtes et de questionnaires mis au point par une équipe de rédacteurs, dont les données ont été confiées à un ordinateur et traitées par bande magnétique.

4.310 organisations internationales y sont décrites:

- Nations Unies et Institutions Spécialisées.
- Communauté européenne et ses organes.
- : — Organisations officielles (créées par accords intergouvernementaux).
- Organisations non gouvernementales, internationales (associations, conseils, fédérations, groupes, commissions, conférences permanentes, ligues etc.) dans les domaines scientifique, social, humanitaire, religieux, éducatif, sportif, etc.

Prix : 1.800 FB - 220 FF - 140 FS

Commandes à adresser :

Union, des Associations Internationales
rue aux Laines 1 - B - 1000 Bruxelles.

The comprehensive reference work for International Organizations (4,310 entries). No other directory of current information on the Full range of International Organizations (non governmental as well as governmental) exists. Published with the sanction and assistance of the United Nations, the 15th edition of the Yearbook gives the following information : organization name in English, French and other languages where applicable; principal and secondary addresses; name of secretary general; history; goals; structure; technical and regional commissions; personnel; finances; consultative relations; members and their nationality; main activities and programmes; meetings; publications.

Send your order to

Union of International Associations
rue aux Laines 1, B-1000 Bruxelles
Price : US \$ 43, - BF 1,800

YEARBOOK OF INTERNATIONAL ORGANIZATIONS 15th edition

Union des Associations Internationales — Union of International Associations

EL KHOURY Michel (*Liban*), ancien Ministre de l'Orientation, de l'Information et du Tourisme.

ERDMANN Gerhard (*Rép. Féd. d'Allemagne*), Ausserordentliches Präsidialmitglied, Bundesvereinigung der Deutschen Arbeitgeberverbände.

ERIM Nihal (*Turquie*), Professeur de droit international; Ancien Premier Ministre.

ESSELY Cyril (*Liban*), Senior Vice Président (Commercial), Middle East Airlines Company.

ETEKI-MBOUMOUA William (*Cameroun*), Ancien Ministre de l'Education et de la Culture du Cameroun, Président de la 15e Session de la Conférence Générale de l'Unesco.

FATTORUSSO Vittorio (*Italie*), Secrétaire Exécutif du Conseil des Organisations Internationales des Sciences Médicales.

FENAUX Robert (*Belgique*), Ambassadeur honoraire; Secrétaire Général de l'UAI.

FORTHOMME P.A. (*Belgique*), Ambassadeur honoraire; Ancien Président de la CNUCED; Président d'Interphil (Conférence internationale permanente des organisations sans but lucratif).

FRANK L. (Miss) (*Israël*), Secretary General, Women's International Zionist Organization.

GALTUNG Johan (*Norvège*), Professor of Peace Research, University of Oslo.

GANGE John (*USA*), Director, University of Oregon, Institute of International Studies and Overseas Administration.

GJORES A. (*Suède*), Kungliga Kommerciellkollegiet.

GLESINGER Egon (*Autriche*), Directeur général adjoint honoraire de la FAO; actuellement en charge à la Swedish International Peace Research Institute.

GOLDEN Hubert (*Suisse*), Secrétaire Général de l'Association internationale de la distribution des produits alimentaires.

GOORMAGHTIGH (*Belgique*), Directeur du Centre Européen de la Dotation Carnegie pour la paix internationale.

GORI Umberto (*Italie*), Professeur à l'Université de Florence.

GRAINDORGE Fernand (*Belgique*), Président Administrateur de sociétés et de groupements culturels.

GRANFIL T. (*Yougoslavie*), Président du Comité National Yougoslave de la Chambre de Commerce Internationale.

GRUND G.E.H. (*Rép. Féd. d'Allemagne*), Directeur du département étranger de la Deutsche Messe- und Ausstellungs AG.

GULCUR F. (*Turquie*), Istanbul Akademisi.

HABICHT Max (*Suisse*), Conseiller Juridique International.

HAHN G. (*France*), Président honoraire de l'Union catholique internationale du service social.

HARMEL Pierre (*Belgique*), Président du Sénat; Professeur à l'Université de Liège; Ancien Ministre des Affaires étrangères.

HASAN K.S. (*Pakistan*), Secretary. Pakistan Institute of International Affairs.

HENDERSON Julia (Miss) (*Grande-Bretagne*), Secrétaire Générale de l'Association internationale pour le planning familial.

HENLE G. (*Rép. Féd. d'Allemagne*), Ancien délégué à l'Assemblée commune et à l'Assemblée ad hoc de la C.E.C.A.

HERBERT Jean (*Suisse*), Orientaliste, lexicographe; Ancien Président de l'Association internationale des interprètes de Conférences.

HERZOG J.C. (Mrs) (*U.S.A.*), Former Executive Director of the Woodrow Wilson Foundation.

HIERNAUX Paul E. (*Belgique*), Président de la Conférence Permanente des Chambres de Commerce et d'Industrie de la Communauté Economique Européenne à Bruxelles; Trésorier Général de l'UAI.

HILL Walter (*Grande-Bretagne*), Former Assistant Editor of « The Economist»; Director of the Economist Intelligence Unit; former Special Representative in Europe of the International Bank for Reconstruction & Development; Secrétaire Général honoraire de la Chambre de Commerce Internationale.

HOFFMAN P.G. (*USA*).

HOYET Guy (*France*), Chef de Division à « Air France ».

IWASA Y. (*Japon*), Chairman of the Board; President of the Fuji Bank Limited.

JARRETT Léonard F. (*Canada*), Director of Administration, Boy Scouts World Bureau.

KANE A. (Miss) (*New Zealand*), Vice President of the Associated Country Women of the World.

KERSTEN Otto (*Rép. Féd. d'Allemagne*), Secrétaire Général de la Confédération Internationale des Syndicats Libres (CISL) - International Confederation of Free Trade Unions (ICTU).

KOTARBINSKI T. (*Pologne*), Ancien Président de l'Académie Polonaise des Sciences.

KOVALSKY N. (*U.R.S.S.*), Directeur adjoint de l'Institut du mouvement ouvrier international de l'Académie des sciences de l'U.R.S.S.

KRAFT G. (*Argentine*), Président du « Foro de la Libre Empresa ».

KRAFT O.B. (*Danemark*), Former Minister of Foreign Affairs.

KRIESBERG Louis (*U.S.A.*), Professor of Sociology, Syracuse University.

LALIVE Pierre (*Suisse*), Professeur à la Faculté de Droit et à l'Institut Universitaire des Hautes Etudes Internationales à Genève.

LALL K.B. (*Inde*), Ambassador of India.

LANGROD G. (*France*), Directeur du Centre National français de la recherche scientifique.

LARCHER Marie-Cécile (Mlle) (*France*), Directrice administrative de l'Office régional pour l'Europe, le Moyen-Orient et le Bassin méditerranéen du Conseil International de l'Action Sociale.

LAWRENCE A. (*Togo*), Resident representative U.N. Development Programme.

LEIMGRUBER O. (*Suisse*), Chancelier honoraire de la Confédération suisse.

LEVESQUE G.H. Rév. Père (*Canada*), Supérieur des Dominicains.

LIEBAERS Herman (*Belgique*), Grand Maréchal de la Cour; Ancien Conservateur en Chef de la Bibliothèque Royale Albert 1er; Président de la Fédération internationale des Associations de Bibliothécaires.

LILAR Albert (*Belgique*), Avocat, Ancien Vice Premier Ministre; Président du Comité Maritime International.

LONATI Robert C. (*France*), Secrétaire Général de l'Union Internationale des organismes officiels de tourisme.

LOOSE (*Pays-Bas*), Membre de la Commission technique de l'Association Internationale des Interprètes de Conférence; Chargé de cours au Centre Universitaire de l'Etat à Anvers.

LORPHEVRE G. (*Belgique*), Ancien Secrétaire Général de la Fédération des associations internationales établies en Belgique.

LUDWIG M. (*Suisse*), Former Director, International Federation of Cotton and Allied Textile Industries.

MANNUCCI G. Comte (*Italie*), Directeur du Bureau des Congrès et Expositions de Rome - EUR.; Président de l'Association internationale des Palais des Congrès.

MARTIN-LA VALLEE (Mme) (*France*), Présidente de l'Association Internationale des Traducteurs de Conférence.

MATTHIASSEN N. (*Danemark*), Member of Folketinget; Member of the Executive Committee of the Danish Federation of Trade Unions.

MAZUMDAR D.L. (*Inde*), Director. India International Centre.

MERLE M.L. (*France*), Professeur à la Faculté de Droit de Paris.

MERRIFIELD Charles W. (*U.S.A.*), Professor of Political Science; California State College, Hayward.

MINNIS Campbell P. (*Grande-Bretagne*), Secretary General. International Union of Radio Science.

MODINOS P. (*Grèce*), Ancien Ambassadeur de la République de Chypre à Paris et à Bruxelles.

MOJAEV G. (*U.R.S.S.*), Conseiller du Comité des Ministres pour les relations culturelles avec les pays étrangers.

MOLENAAR J.H.C. (*Pays-Bas*), Director of the International Union of Local Authorities.

MONTI - VAN PELT (Mme) (*Italie*), Secrétaire Générale, European Society for Marketing Research.
 MOROZOV G.L. (*U.R.S.S.*), Directeur du département des organisations internationales, Institut d'économie mondiale et des relations internationales, Moscou.
 MOSKOWITZ M. (*U.S.A.*), Secretary General, Consultative Council of Jewish Organizations.
 MOSLER H, Dr. Jur. (*Rép. Féd. d'Allemagne*), Director, Max Planck Institut.
 MUDALIAR Sir Ramaswami (*Inde*), President. India Steamship Company.
 MUULS (*Belgique*), Ambassadeur honoraire.
 NAEGELL Alfred W. (*Suisse*), Secrétaire Général de la Fédération européenne des associations aérosols.
 NAGANO S. (*Japon*), President of the Fuji Iron & Steel Co. Ltd.
 NOEL - BAKER, P.J. Rt Hon. P.C. (*Grande-Bretagne*), Former Member of Parliament.
 OHTA Sabura (*Japon*), Ambassadeur honoraire; Président du Japan National Tourist Organization.
 OLLIVIER G. (*Monaco*), Commissaire Général au Tourisme et à l'Information.
 ORDING A. (*Norvège*), Stempetpappir Forvalter, Former Head of the United Nations Appeal for Children.
 PEREZ PALACIO M. (Mlle) (*Pérou*), Directrice de l'école de journalisme de l'Université Catholique de Lima.
 PERSSON K. (*Suède*), Expert on social welfare, insurance and rehabilitation to Swedish and International organizations.
 PESCATORE Pierre (*Luxembourg*), Professeur à l'Université de Liège; Ancien Secrétaire Général du Ministère luxembourgeois des affaires étrangères; Président de la Deuxième Chambre de la Cour de Justice des Communautés Européennes.
 PINHAS René A. (*France*), Ancien secrétaire exécutif de l'Association internationale des interprètes de conférence; Responsable du département « Interprétation de conférence » à l'Institut supérieur d'interprétariat et de traduction de Paris.
 PIRES DE LIMA P. (*Portugal*), Directeur général à l'administration politique et civile du Ministère de l'Intérieur.
 POINDRON Paul J. (*France*), Inspecteur Général des bibliothèques; Adjoint du Directeur des bibliothèques et de la lecture publique; Ministère de l'Education Nationale.
 POPLAI S.I. (*Inde*), Secretary General, Indian Council of World Affairs.
 POTTER Pitman Benjamin (*U.S.A.*), Professor Emeritus of International Organization, The American University, Washington D.C.
 RAINAUT R. (*France*), Ancien Directeur de l'information et de la presse de l'O.E.C.E. (1946/1958); Directeur Secrétaire Général de la SINVIM.
 RANGOONWALA M.A. (*Pakistan*), President of the Pakistan National Committee for the International Chamber of Commerce.
 RAYMOND-COX Philippa (Mrs) (*U.K.*), Executive Secretary Public relations, World Association of Girl Guides and Girl Scouts.
 RENS Jef (*Belgique*), Ancien directeur général adjoint de l'Organisation Internationale du Travail; Président du Conseil Consultatif de la Coopération au Développement.
 REY Jean (*Belgique*), Ministre d'Etat; Président du Mouvement européen; Ancien Président de la Commission des Communautés Européennes; Président du Tribunal International d'arbitrage de la Chambre de Commerce Internationale.
 RICE A.E. (*U.S.A.*), Executive Secretary, Society for International Development.
 RIEDBERG G. (*Rép. Féd. d'Allemagne*), Délégué officiel permanent d'Allemagne auprès de la Chambre de Commerce Internationale à Paris.
 RIFAAT Mohamed Ali (*R.A.U.*), Ancien Secrétaire Général de l'Organisation Afro-Asiatique de Coopération Economique; Financial Adviser, Chambre de Commerce et d'Industrie d'Alger.
 RODRIGUES Yves (*France*), Conseiller diplomatique du Secrétaire Général du Conseil de l'Europe.
 ROHN Peter H. (*U.S.A.*), Associate Professor, Department of Political Science, University of Washington, Seattle.
 ROKKAN S. (*Norvège*), Professor, Institute of Sociology, University of Bergen.
 ROMAN RAFEL Francisco de A. (*Espagne*), Directeur de la Jeune Chambre de Commerce Européenne.
 ROVIRA Andrés Ribera (*Espagne*), Présidente, Feria Oficial e Internacional de Muestras en Barcelona.
 RUEFF J. (*France*), Président de Chambre de la Cour de Justice des Communautés Européennes.
 SALGRAM Barry John (*Australie*), Executive Director, Melbourne Convention Bureau.
 SANDERSON Gerald G. (*U.S.A.*), Executive Vice-Président, Chicago Convention Bureau; Past-President of the International Association of Convention Bureaus.
 SARTORI Giovanni (*Italie*), Professeur à l'Université de Florence; Président du Comité pour l'analyse des concepts et de la terminologie (COCTA); Directeur de l'Institut de Sciences politiques.
 SAUVY Alfred (*France*), Professeur au Collège de France.
 SAVARY R. (*France*), Secrétaire Général de la Fédération internationale des producteurs agricoles.
 SAXENA Surrendra Kumar (*Inde*), Director, International Co-operative Alliance.
 SCHAEFFER de del RIO L. (Mme) (*Chili*), Présidente de l'Association chilienne pour les Nations Unies.
 SCHILLINGS P.A. (*Belgique*), Conseiller, Institut international des sciences administratives.
 SCHUSSELE Charles André (*Suisse*), Conseiller spécial du Secrétaire Général de la Ligue des Sociétés de la Croix-Rouge; Représentant permanent de l'UAI à Genève.
 SEBTI H.O. (*Maroc*), Président du Comité national marocain de la Chambre de Commerce Internationale.
 SEGUILLON Y. (*France*), Professeur à la Faculté de droit et des sciences économiques de l'Université de Nancy.
 SELASSIE TAFESSE Ato Hapte (*Ethiopie*), Administrator, Ethiopian Tourist Organization.
 SELESKOVITCH D. (*France*), Membre de l'Association internationale des interprètes de conférences.
 SIOTIS Jean (*Grèce*), Professeur à l'Institut Universitaire des hautes études internationales de Genève; Dotation Carnegie pour la Paix Internationale.
 SPEECKAERT G.P. (*Belgique*), Docteur en Droit; Secrétaire Général honoraire de l'UAI.
 SPINELLI P. Pasquale (*Italie*), Ambassadeur honoraire; Ancien Sous-Secrétaire Général des Nations-Unies; Vice-Président de la Société italienne pour l'Organisation Internationale.
 STAAL Pierre F.J. (*Pays-Bas*), Secrétaire Général de la Fédération internationale de laiterie.
 STJEPANOVIC N. (*Yougoslavie*), Professeur à l'Université de Belgrade; Président de l'Association Internationale des Sciences Administratives.
 STOSIC B.D. (*Yougoslavie*), Directeur, World Peace through Law Center.
 STRIKER G. (*Hongrie*), Secrétaire Général de la Conférence internationale de la mesure.
 SVIRIDOV Félix A. (*U.R.S.S.*), Ancien Secrétaire Général de la Fédération internationale de documentation.
 SZALAI Alexander (*Hongrie*), Professeur à l'Université Karl Marx des Sciences économiques de Budapest; Membre hongrois de l'Académie des Sciences, Ancien directeur à l'UNITAR.
 SZCZEPANSKI Jan (*Pologne*), Président de l'Association internationale de sociologie; Directeur de l'Institut de philosophie et de sociologie de l'Académie polonaise des sciences; Membre du Comité directeur de l'Académie polonaise des sciences.
 THAMINY Mohamed (*Algérie*), Professeur à l'Université d'Alger.
 TIMOFEEV T. (*U.R.S.S.*), Directeur de l'Institut du mouvement international ouvrier; Membre correspondant de l'Académie des sciences de l'U.R.S.S.

van der BRUGGEN W. (Pays-Bas), Head of Information and Publication Services, Fédération internationale de documentation,

VAN TONGEREN E. (Pays-Bas), Director, Noord-Hollandische Uitgevers Mij. N.V.

VERNIERS L. (Belgique). Secrétaire général honoraire du Ministère belge de l'éducation et de la culture; Ancien Vice Président du Conseil exécutif de l'Unesco.

VERONESE V. (Italie), Président de la Banca di Roma; Ancien Directeur Général de l'Unesco.

VERRIJN-STUART H. (Pays-Bas), Directeur Général de l'Institut international de l'épargne.

VILA FRADERA J. (Espagne), Vice-Président of the International Association of Scientific Experts in Tourism.

WALLACE Dan (Canada), Director, Canadian Government Travel Bureau.

WALLENBORN L. (Belgique), Directeur des relations internationales à la Radiodiffusion télévision belge.

WATANABE T. (Japon), International Financial Consultant.

WELLESLEY-WESLEY J. (Grande-Bretagne), Directeur Exécutif de Mankind 2000.

WIGNY P. (Belgique), Ancien Ministre des Affaires Etrangères; Professeur à l'Université de Louvain.

WILSON D.V. (U.S.A.), President of the Leonard Wood Memorial for the Eradication of Leprosy.

WINQWIST Carl (Suède), Secrétaire Général de la Chambre de Commerce Internationale.

YOUNGER K.G. The Right Hon. (Grande-Bretagne), Director, The Royal Institute of International Affairs.

ZEA L. (Mexique), Directeur Général des relations culturelles du Ministère des relations extérieures.

ZUPI Monseigneur (Saint-Siège), Ancien Prononce.

Zwicker Otto (Autriche), Directeur Kongresshaus Innsbruck.

F. G. & M. GRAINDORGE

SA
IMPORT - EXPORT

**PRODUITS
SIDERURGIQUES**

32, BOULEVARD FRERE-ORBAN

LIEGE

TELEPHONE : (041) 52.99.90 (5 lignes)

Télex : SAGRIN 41.633

**ANNUAIRE DE
LEGISLATION
FRANÇAISE
ET ETRANGERE**

(tome 21 / 1972)

- Cette publication du Service de recherches juridiques comparatives du CNRS contient des notices sur l'évolution du droit dans les différents pays.
- A l'ensemble traditionnel de rubriques par pays s'ajoutent désormais quelques chroniques relatives à des thèmes d'actualité.
(table analytique)
16 x 24 /
664 pages **148,00 F**
relié /
ISBN 2-222-01588-X

**Editions
du CNRS**

15 quai Anatole-France 75700 Paris

CCP Paris 9061-11-Tél. 555.26.70

M.
profession.
adresse
achète le livre

chez son libraire ()
à défaut aux Editions du CNRS ()
(chèque joint)
et demande votre documentation
() sciences exactes et naturelles
() sciences humaines
() trésor de la langue française
() revue de l'art
() autres revues

B 22

PHILIPPE LEFRANCE

- #192
Biometric Society
Société internationale de biométrie
SG Prof. Thöni, Universität Hohenheim, Post-
fach 106, D-7 Stuttgart 70.
- #295
Asian Statistical Institute (ASI)
Institut asiatique de statistique
Akasaka PO Box 13, Tokyo 107, Japan.
- #323
Committee on Space Research (COSPAR)
Comité de la recherche spatiale
51 bd de Montmorency, 75016 Paris, France.
- #536
Esperanto Academy
Académie d'Espéranto
4 ave de Marne, F-92600 Asnieres, France.
- #700
European Council for Education by Correspondence
Conseil européen de l'enseignement par correspon-
dence (CEC)
Mr. A. van den Boogard c/o ICU Belgique,
ave Louise 485, B-1050 Brussels, Belgium.
- #706
European Dialysis and Transplant Association (EDTA)
Association européenne de dialyse et de transplanta-
tion
Prof. Andreucci, 2A Clinica Médica, Uni-
versité di Parma, I-43100 Parma, Italy.
- #727
European Federation of Conference Towns
Fédération européenne des villes de congrès (FEVC)
Mr. Scheurs, Palais des Congrès, B-4000
Liège, Belgium.
- #1127
International Academy of Ceramics
Académie internationale de la céramique (AIC)
Dr. Schnyder, Musée NI Suisse, Case Pos-
tale 2760, CH-8023 Zurich, Switzerland.
- #1209
International Association for Statistics in Physical
Sciences (IASPS)
Association internationale pour la statistique dans
les sciences physiques
428 Prinses Beatrixlaan, The Hague-Voor-
burg, Netherlands.
- #1218
International Association for the Exchange of Stu-
dents for Technical Experience (IAESTE)
Association internationale pour l'échange d'étudiants
en vue de l'acquisition d'une expérience technique
Mr. Kochle, Leonhardstrasse 33, CH-8006
Zurich, Switzerland.
- #1276
International Association of Educators for World
Peace (IAEWP)

- Association internationale des éducateurs pour la
paix mondiale
SG Dr. Charles Mercieca, PO Box 3282,
Blue Springs Station, Huntsville, Alabama
35810, USA.
- #1248
International Association of Agricultural Medicine
Association internationale de médecine agricole
SG Dr. Martial Privez, 30 rue Lakanal,
F-37000 Tours, France.
- #1357
International Association of the Bald-Heads
Association internationale des chauves
Prés. Mr. Henri Braye, 17 rue du Parc,
BP 15, F-77301 Fontainebleau, France.
- #1459
International Catholic Rural Association (ICRA)
Association internationale rurale catholique
Secretariat Piazza S. Calisto 16, I-00153
Rome, Italy.
- #1745
International Council of Home-help Services (ICKS)
Conseil international des organismes de travailleuses
familiales (CIOTF)
Sec. Dr. J.M.B. Scholten, International Se-
cretariat of the ICHS, PO Box 13020,
Utrecht, Netherlands.
- #1829
International Federation for Medical and Biological
Engineering (IFMBE)
Fédération internationale d'équipement médical et
biologique
SG Mr. Kuiper, Institute of Medical Physics
TNO, Da Costa Kade 45, Utrecht, Nether-
lands.
- #2034
Internations Federation of Tourist Centres
Fédération internationale de centres touristiques
(FICT)
Director Dr. Debene, A-4820 Bad Ischl,
Austria.
- #2044
International Federation of Workers' Educational As-
sociations (IFWEA)
Fédération internationale des associations pour l'é-
ducation des travailleurs
Mr. Hummel, Postfach 155, A-1011 Vienna,
Austria.
- #2050
International Fellowship of Reconciliation (IFOR)
Mouvement international de la réconciliation (MIR)
Secretariat rue van Elewyck, B-1050 Brus-
sels, Belgium.
- #2076
International Genetics Federation
Fédération internationale de génétique

Vient de paraître

ANNUAIRE DES ORGANISATIONS INTERNATIONALES

Available now

Cette publication réalisée en collaboration avec les Nations Unies est le seul Annuaire de références s'étendant au réseau mondial des organisations internationales.

Le « Yearbook of International Organizations » en est à sa 15^e édition; pour la première fois depuis 14 ans, cette 15^e édition paraît en langue française, simultanément avec une version anglaise. Il est le résultat d'enquêtes et de questionnaires mis au point par une équipe de rédacteurs, dont les données ont été confiées à un ordinateur et traitées par bande magnétique.

4.310 organisations internationales y sont décrites:

- Nations Unies et Institutions Spécialisées.
- Communauté européenne et ses organes.
- Organisations officielles (créées par accords intergouvernementaux).
- Organisations non gouvernementales internationales (associations, conseils, fédérations, groupes, commissions, conférences permanentes, ligues etc.) dans les domaines scientifique, social, humanitaire, religieux, éducatif, sportif, etc.

Prix : 1.800 FB - 220 FF - 140 FS

Commandes à adresser :

Union des Associations Internationales
rue aux Laines 1 - B • 1000 Bruxelles.

The comprehensive reference work for International Organizations (4,310 entries). No other directory of current information on the Full range of International Organizations (non governmental as well as governmental) exists. Published with the sanction and assistance of the United Nations, the 15th edition of the Yearbook gives the following information : organization name in English, French and other languages where applicable; principal and secondary addresses; name of secretary general; history; goals; structure; technical and regional commissions; personnel; finances; consultative relations; members and their nationality; main activities and programmes; meetings; publications.

Send your order to

Union of International Associations

rue aux Laines 1, B-1000 Bruxelles

Price : US \$ 43, • BF 1,800

YEARBOOK OF INTERNATIONAL ORGANIZATIONS

15th edition

m

Union des Associations Internationales — Union of International Associations

Sec. Prof. R. Riley, Plant Breeding Institute,
Maris Lane, Trumpington, Cambridge, UK.

#2179

International Juridical Organization for Developing
Countries (IJO)
Organisation Internationale juridique pour les pays
en voie de développement
via Barberini 3, 1-00187 Rome, Italy.

#2366

International Police Association (IPA)
Association internationale de police
SG Mr. H.V.D. Hallet, Police Headquarters,
Sutton Road, Maidstone, Kent ME15 9BZ, UK.

#2378

International Primatological Society
Société internationale pour l'étude des primates
SG Mr. G.H. Bourne, Yerkes Regional Pri-
mate Research Center, Atlanta, Ga. 30322,
USA.

#2463

International Silk Association (ISA)
Association internationale de la soie (AIS)
SG J. Vaschalde, 55 Montée de Choulans,
69323 Lyon Cedex 1, France. T. (78)42.05.78.
C. Intsilikas Lyon. Tx. SGOT LYON 33295
FEDESIOIE.

#2787

International Union of the Medical Press
Union internationale de la press médicale (IUPM)
117 bd St Germain, F-75006 Paris, France.

#3185

Scandinavian Council of the International Adver-
tising Association
Conseil Scandinave de l'Association internationale
de publicité
Regional Director Mr. Jonas S.K. Schiotz,
45A Jacob Aallsgate, Oslo 3, Norway.

#3421

War Resisters' International (WR1)
Internationale des résistants à la guerre (IRG)
35 rue van Elewijck, 1050 Brussels,
Belgium.

#3635

World Intellectual Property Organization (WIPO)
Organisation mondiale de la propriété intellectuelle
(OMPI)
Dr. A. Bogsch, 32 chemin des Colombettes,
CH-1211 Geneva 20, Switzerland.

#3833

International Anatomical Nomenclature Committee
Comité de nomenclature anatomique internationale
Prof. Warwick, Dept. of Anatomy, Guy's
Hospital Medical School, London, UK.

#3932

South American Athletic Confederation
Confédération sud-américain d'athlétisme
Confederacion Sud Americana de Atletismo
Galle 22 no. 160, Urb. Corpac, Lima 27,
Peru.

#3956

World Confederation of Productivity Science (WCPS)
Confédération mondiale de la science de producti-
vité
Mr. Pennathur, B-27 Greater Kailash, New
Delhi 48, India.

#4129

Association for the Advancement of Agricultural
Sciences in Africa (AAASA)
Association pour l'avancement en Afrique des scien-
ces de l'agriculture
PO 30087, Addis Ababa, Ethiopia.

NICE
CAPITALE DE LA COTE D'AZUR



Le Palais des Expo
Convention du Rotary Intern.

Centre Mondial des Congrès
Carrefour Commercial et Ville Universitaire
desservie par un aéroport international

NICE vous offre :

- la douceur de son climat,
- le luxe et le confort de ses hôtels
(300 hôtels - 10.000 chambres),
- ses Fêtes de réputation mondiale,
- son Palais des Expositions
- ses nombreuses salles de Congrès
parfaitement équipées pouvant
recevoir de 45 à 25.000 délégués
pour assurer le succès de vos
Conventions, Colloques, Sémi-
naires, Symposiums, Réunions
d'affaire ou de Recyclage.

... ET SON SOLEIL !

Pour tous renseignements :

Office de Tourisme - Syndicat d'Initia
32, rue Hôtel-des-Postes, Nice
Tél. 85.25.25
Télex : Accueil Nice 46.042

..

A NICE
la saison commence en décembre
et finit en novembre

Books, reports and proceedings received

Meeting reports/comptes rendus

UNESCO/ICES/SCOR/1APSO. *Sixth report of the Joint Panel on Océanographie Tables and Standards*. Kiel, 24-26 January 1973. UNESCO technical papers in marine science, 27 pages inc. appendices.

Food and Agriculture Organization of the United Nations. *Report of the seventeenth conference of international organizations for the joint study of programmes and activities in the field of agriculture in Europe*. Paris 20-23 February 1973. 144 pages + i-xi + IV-1 - IV-19 (English and French).

International Civil Aviation Organization. *Resolutions and minutes : Assembly - nineteenth session (extraordinary)*. New York, 27 February-2 March 1973. Doc 9061 A19-Res., Min., 115 pages.

Conférence des Eglises Européennes. « Jesus Christ... perspectives européennes d'aujourd'hui » : rapport d'un colloque. Götzis, Autriche, 4-9 mars 1973. Cahiers no. 5, 74 pages (français, anglais, allemand), FS 9,80, DM 8,50, £ 1.35, FF 14,4.

International Civil Aviation Organization. *Committee on aircraft noise: third meeting, report*. Montréal, 5-23 March 1973. Doc 9063, CAN/3, 114 pages.

Secrétariat de la Commission du Danube. *Procès-verbaux, nos 156-158: trentième session*. Budapest, 12-22 mars 1973. Tome 31, 410 pages (français et russe).

Union Internationale des Transports Publics. *40e Congrès International, comptes rendus détaillés*. La Haye, 6-12 mai 1973. 258 pages.

International Federation of Air Traffic Controllers' Associations. *Report of the 12th IFATCA conference*. Reykjavik, 7-10 May 1973. 5 sections, 83 pages.

UNESCO/UISG. *Programme international de corrélation géologique (PICG) : première session du conseil*. Paris, 22-25 mai 1973. Dans no. 1 de « Corrélation géologique », une série de rapport publiée par l'UNESCO, rédacteur en chef: Anders Martinsson. SC/MD/37, 55 pages.

International Civil Aviation Organization. *Airworthiness Committee : tenth meeting, report*. Montréal, 22 May - 8 June 1973. Doc 9065, AIR C-10, 196 pages.

International Civil Aviation Organization. *Action of the Council: 79th session*. Montréal, 29 May - 27 June 1973. Doc 9097-C/1016, 46 pages.

ESOMAR. *Seminar on « Developments in consumer psychology »*.

Maidenhead, UK, 30 May - 2 June 1973. 328 pages.

Union Académique Internationale. *Compte rendu de la quarante-septième session annuelle du comité*. Londres, 18-23 juin 1973. 195 pages.

ESOMAR. *Seminar on « Communication and diversification in pharmaceuticals, hospital supplies and allied fields »*. Brussels, Belgium, 20-23 June 1973, 162 pages.

International Council on Social Welfare. « The rural world confronted by social changes in the evolution of society » : 7th European and Mediterranean area symposium. Granada, Spain, 25-30 June 1973. 258 pages (English and French).

Ouvrages, rapports et comptes rendus recus

Asociacion Latinoamericana del Transporte Automotor por Carreteras. *Seminario de empresarios, técnicos y expertos del autotransporte : propuestas y conclusiones*. Buenos Aires, Argentina, 26-28 junio 1973. Bolétin informativo especial julio de 1973, 23 paginas.

Association des Universités Entièrement ou Partiellement de Langue Française. *La coopération inter-universitaire en Afrique (Charte de Kinshasa) : rencontre des recteurs des universités Africaines membres de l'AUPELF*. Kinshasa, 2-5 juillet 1973. 5 pages.

International Diabetes Federation. *The eight international congress : report*. Brussels. 15-20 July 1973. In the « News Bulletin » vol. XVIII no. 3 1973, 55 pages.

Fédération Internationale des Associations d'Instituteurs. *Congrès : compte rendu*. Tel-Aviv, 24-26 juillet 1973. Dans « FIAI-IFTA Informations » no. 8 (nouvelle série) novembre 1973, 62 pages (anglais et français).

Fédération Internationale des Professeurs de l'Enseignement Secondaire Officiel. *43e congrès de la FIPESO : compte rendu*. Vienne, 25-28 juillet 1973. Dans le « Bulletin International » no. 117 janvier 1974, 119 pages (français, anglais, allemand).

The Nordic Council. « The role of the Nordic countries in European cooperation » : fifth conference organized for international organizations in Europe. Reykjavik, Iceland, 5-7 September 1973. In « Nordiska Radet » 12/73, 80 pages.

Annual reports/rapports annuels

International Graphical Federation. *Tenth report of Activities*.

1 January 1970 - 31 December 1972. 80 pages.

Agence de l'OCDE pour l'Energie Nucléaire. *Premier rapport d'activité*. Juillet 1971 - décembre 1972. 104 pages.

International Monetary Fund. *24th Annual report on exchange restrictions*. 1973. 556 pages.

Organisation Mondiale de la Santé : Centre International de Recherche sur le Cancer. *Rapport annuel*. 1972-1973. 141 pages.

Customs Co-operation Council. *The activities of the Council*.

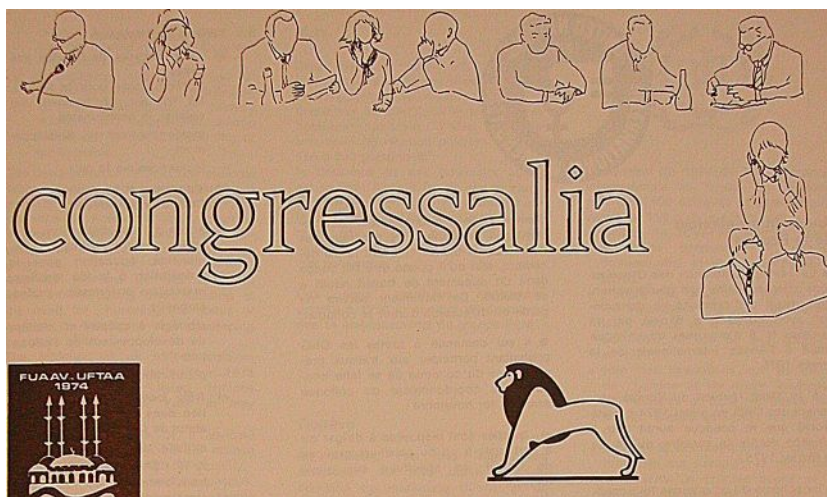
July 1972 - June 1973. Bulletin no. 18, 171 pages incl. appendices (English and French).

Reference manuals/manuels de Référence

FAO. *Répertoire des décisions de la Conférence et du Conseil de la FAO*. 1945 - 1972. 727 pages.

Centre de Commerce International CNUCED/GATT. *La représentation commerciale officielle à l'étranger : manuel à l'usage des agents de pays en voie de développement*. Genève 1973. i-xiv + 442 pages.

Institute Centroamericano de Administración Pública. *Documentos sobre aspectos institucionales de la integración centroamericana*. San José, Costa Rica, julio 1973. 8 documentos, 400 paginas.



Le Centre de Conférences de Wembley — Londres

C'est au stade de Wembley, le plus grand complexe sportif de Grande-Bretagne, que sera construit le premier centre de conférences de Londres. Situé dans le Nord-Ouest de Londres, à peine à vingt minutes de voiture du centre de la capitale, le Centre de Conférences de Wembley sera l'un des plus beaux du genre en Europe et son accès sera aussi facile pour ceux qui viendront du continent que pour ceux qui viendront du Royaume Uni. Il abritera un auditorium de plus de 2.500 places — convenant aussi bien

aux réunions d'entreprises, aux présentations spéciales, qu'aux conférences internationales — des salles de conférences, des zones d'exposition ainsi que tous les bars et restaurants nécessaires. Le complexe de Wembley a une capacité de parking de 5.000 voitures ou 2.000 autocars et dispose à proximité d'un hôtel de 330 chambres. La direction du Centre peut aider les organisateurs de conférences en tout ce qui concerne les questions de voyages, logement, séjour et autres détails.

Turquie

Le 8e congrès Mondial de la Fédération Universelle des Associations d'Agences de Voyages tiendra ses assises à ISTANBUL (Turquie) du 11 au 16 novembre 1974.

Les thèmes des séances de travail sont les suivants :

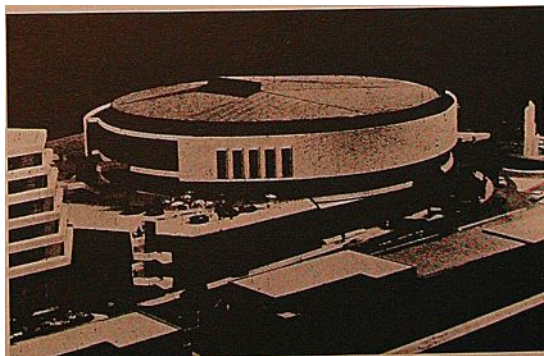
- « L'inflation et le tourisme » « Rapports entre organisateurs et revendeurs de voyages »
- « L'intégration verticale des compagnies aériennes ».

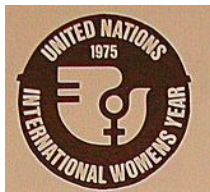
Paris

Dix-huitième session de la Conférence générale de l'UNESCO

Lieu et date

Ainsi que l'a décidé la Conférence générale à sa dix-septième session, la dix-huitième session se tiendra au Siège permanent de l'Organisation, à Paris, à partir du mardi 15 octobre 1974. Sa clôture est prévue pour le mercredi 20 novembre.





Année Internationale de la Femme

• La 14^{ème} Conférence des Organisations internationales non gouvernementales ayant des relations de consultation avec l'Unesco a décidé par sa Décision N° 6 d'organiser un colloque relatif à l'Année internationale de la femme 1975.

• A la 5^{ème} réunion du Comité permanent des ONG en juillet 1974 il a été décidé que le colloque aurait lieu à l'Unesco durant la semaine du 24 au 28 février 1975.

• Le schéma du programme fut accepté en principe dans cette réunion. Le Point I, Préambule, préparé par le coordonnateur doit être un document de base concis et aussi précis que possible suivant les lignes indiquées dans les sous-titres. Il sera mis en circulation avant le colloque. Les ONG sont invitées à présenter les points qu'elles souhaiteraient voir inclure dans ce préambule avant le 15 novembre 1974, en s'adressant au coordonnateur (*).

• Il fut ensuite décidé par le coordonnateur et ses conseillers, afin de permettre aux ONG et à l'Unesco de tirer le plus grand bénéfice des discussions, que les 3 thèmes de discussion se situeraient dans le cadre du Programme de l'Unesco.

• Au point de vue de l'organisation du colloque il fut décidé qu'une ONG serait priée d'agir comme coordonnateur pour chacun des thèmes de discussion. Autant que possible, on s'adressera à des coordinateurs dont l'ONG à son Bureau dans des centres différents et on espère que chacun organisera un groupe préparatoire de travail sur un thème particulier. Jusqu'ici les ONG suivantes ont accepté d'assumer ces tâches :

ii) Thème a) Mme Lafitte, FDIF, 44 avenue des Gobelins, 75013 Paris

ii) Thème b) Mlle Camusel, CISL, 37-41 rue Montagne-aux-herbes-potagères, 1000 Bruxelles.

• Chaque ONG ou groupe d'ONG est prié de traiter du thème ou de ses différentes parties qui lui conviennent et d'organiser ou de participer aux groupes de travail. On demande aux groupes de travail et à leurs participants

d'envoyer leur contribution directement aux coordinateurs spéciaux des thèmes a) et b), (et c) avant le 10 décembre, afin qu'il puisse être fait usage dans un document de travail relatif à ce thème. Ce document servira de guide de discussion durant le colloque.

• Il est demandé à toutes les ONG souhaitant participer aux travaux préparatoires du colloque de se faire connaître au coordonnateur du colloque avant le 1^{er} novembre :

a) qu'elles sont disposées à diriger ou à participer à un ou plusieurs groupes de travail, en spécifiant sur quels thèmes;

b) à contribuer par correspondance directe avec le coordonnateur concerné.

• En ce qui concerne l'organisation du colloque, lui-même, on demande aux ONG de communiquer leurs suggestions au coordonnateur du colloque, avant le 1^{er} novembre, en suggérant des orateurs, des personnes auxquelles on pourrait faire appel, la présentation de films concernant l'Année internationale de la femme, de la documentation ou tout autre point se rapportant à l'AI.

• Mme P.M. Pemberton, 5/202 Old Brompton Road London S.W.5. OBU

Colloque des ONG (UNESCO) sur l'Année Internationale de la Femme

Février 1975

Schéma du programme
Année internationale de la femme
— Égalité, développement et paix

I. Introduction

Préambule écrit - Pourquoi Année internationale de la femme ?

- définition du problème
- causes historiques de l'inégalité entre les hommes et les femmes
- action entreprise pour combattre cette inégalité (Conventions des Nations Unies, Commission sur le Statut de la Femme, etc.)
- efficacité de cette action à ce jour
- obstacles à la mise en œuvre.

II. Thèmes de discussion

- a) Conséquences de l'égalité des sexes
 - Conséquences pour la famille, les femmes, les hommes, les enfants, la communauté
 - incidences sur le développement
 - incidences sur la paix
- b) Education et information
 - Clefs du changement
 - accès à l'alphabétisation, éducation scolaire, éducation permanente, éducation pour la préparation à la vie familiale, orientation et formation professionnelle
 - stratégie à adopter en matière de développement de l'éducation
 - planification et mise en œuvre
- c) **Rôle joué par la communication dans la transformation du statut de la femme**
 - attitude des femmes et « volonté » de changement
 - transformation du rôle des mass média
 - utilisation positive des média, des manuels scolaires, etc., dans le but de susciter une prise de conscience, d'influencer les attitudes et de mettre en question les images actuelles.

III. Conclusions du colloque.



International Women's Year 1975

1975 was proclaimed International Women's Year by a resolution of the United Nations General Assembly 3010 (XXVII) on 18 December 1972.

This resolution outlined the aims of the Year as :

- (a) to promote equality between men and women;
- (b) to ensure the full integration of women in the total development effort, especially by emphasizing women's responsibility and important role in economic, social and cultural development at the national, regional and international

levels, particularly during the Second United Nations Development Decade; and
(c) to recognize the importance of women's increasing contribution to the development of friendly relations and co-operation among States and to the strengthening of world peace.

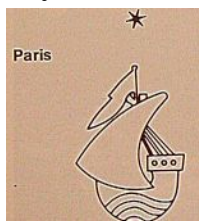
The designation of 1975 as International Women's Year comes at a time of growing world recognition of the importance of women in the promotion of peace, economic and social development plans and population programmes.

Activities planned for the Year are aimed at increasing understanding of the need for improving the status of women in developed and developing countries alike.

The adoption of an official emblem for International Women's Year 1975 was announced at United Nations Headquarters in New York in May 1973.

The emblem consists of a stylized dove, the biological symbol for women and the mathematical sign for equality. The emblem will be used on posters, banners, mastheads, postage stamps and other material connected with activities of International Women's Year.

It was designed by Ms. Valérie Pettis, a 27-year old graphic designer at Henry Dreyfuss Associates in New York. The emblem symbolizes the continuing concern of the United Nations in promoting the equality of men and women throughout the world.



Grâce à la construction du Centre International de Paris, à celle de nouveaux hôtels, à la modernisation de son équipement hôtelier, Paris peut désormais prétendre au rôle de grande Capitale Internationale de Congrès. Le "Conseil de Paris, la Chambre de Commerce et d'Industrie de Paris, les professionnels de l'hôtellerie, du transport et des congrès ont créé, au sein de l'Office de Tourisme de Paris, le COMITE PARISIEN DES CONGRES pour promouvoir le Tourisme d'affaires à Paris.

Une brochure récemment publiée par le Comité Parisien des Congrès présente les nouveaux équipements que Paris offre pour tous congrès, réunions professionnelles, conseils d'administration ou assemblées générales.

PLM

Deux nouveaux hôtels PLM viennent d'ouvrir; le premier est situé à Nevers, près du pont qui enjambe la Loire. Outre ses 60 chambres et les services hôteliers habituels, l'hôtel possède une salle de réunion pouvant recevoir 150 à 200 personnes; le deuxième de ces nouveaux hôtels est le PLM Isola à Bastia sur la plage de Pineto; il comporte 70 chambres sur la mer et possède outre ses restaurants, salons, bars, piscine etc... des salles de réunions pouvant accueillir 200 personnes.

Ces deux nouvelles réalisations portent à 1250 le nombre de chambres des 14 établissements du groupe PLM.

Genève

Ed Mclean, l'un des spécialistes américains les plus cotés dans le domaine du marketing direct, et de nombreux experts internationaux ont parlé de CREATIVITE DANS LE MARKETING DIRECT lors du premier "Creative Direct Mail Seminar" organisé les 19 et 20 septembre 1974 au Centre International de Conférences de Genève C.I.C.G.

Ce séminaire donna l'occasion à des spécialistes de tous les pays européens de se rencontrer et de discuter de leur problème à échelon international.

OMT

Le 1er novembre 1974, l'Union Internationale des Organismes Officiels de Tourisme est devenue officiellement l'Organisation Mondiale du Tourisme. 57 Etats ont déjà ratifié les statuts de la nouvelle organisation (il en fallait 51 pour que le gouvernement suisse notifie la naissance de l'O.M.T.). Cette institution intergouvernementale propre au tourisme permettra de placer le tourisme au cœur des responsabilités internationales des gouvernements. Au lieu de se borner à la seule promotion du tourisme, les gouvernements auront de plus en plus à porter leur action sur la gestion constructive du produit touristique, notamment pour la protection de l'environnement, la création et l'amélioration des infrastructures. L'O.M.T. permettra aux responsables du tourisme de traiter les problèmes touristiques dans le cadre économique et social le plus vaste.

L'Assemblée générale de l'O.M.T. doit encore décider où siégera l'organisation. Pour l'instant, les candidatures sont : Genève, Mexico, Madrid, Istanbul, Zagreb, la Nouvelle-Delhi et Nairobi.



La session de 1974 de la Conférence internationale du Travail, qui a réuni plus de 1.400 délégués et observateurs venus de 119 pays, a notamment :

- adopté de nouvelles normes internationales concernant le cancer professionnel et le congé-éducation payés;
- préparé des projets de normes sur les travailleurs migrants, les travailleurs ruraux et la formation professionnelle, en vue de leur adoption en 1975;
- voté des résolutions sur les droits de l'homme et les droits syndicaux en Palestine et dans les autres territoires arabes occupés, ainsi qu'au Chili;
- proposé la réunion d'une Conférence mondiale sur l'emploi, la répartition du revenu, le progrès social et la division internationale du travail;
- pris note d'un rapport sur la politique d'apartheid de la République sud-africaine et ses conséquences dans le domaine social et du travail. La discussion générale était centrée sur le rapport du Directeur général intitulé Action de l'OIT : problèmes et perspectives, dans lequel M. Blanchard abordait des problèmes économiques et sociaux d'actualité : emploi, inflation, répartition du revenu, désordre du système monétaire international, travailleurs migrants, entreprises multinationales et détérioration de l'environnement. Plus de 200 orateurs ont pris part au débat, dont Mme M.E. Martinez de Peron, alors vice-président de la République argentine, et Tun Abdul Razak, premier ministre de Malaisie. Le changement : tel est le mot qui est revenu le plus souvent parmi toutes les paroles prononcées par les quelque deux cents participants à la discussion générale qui s'est déroulée à la 59e session de la Conférence internationale du travail.

DE LA F.E.V.C.

CHRONIQUE



Le Comité directeur de la Fédération Européenne des Villes de Congrès s'est réuni à Londres, le 16 septembre, au Tower Hotel, sous la présidence de M. André Schreurs.

Le travail du Comité directeur a consisté essentiellement à faire le point de la situation de la Fédération et à préparer la réunion du Conseil d'administration du lendemain.

C'est ainsi qu'il a élaboré un projet de modification des statuts et un projet de budget pour l'exercice 1975, qui avec quelques amendements, ont été approuvés par le Conseil d'administration. Ces deux documents seront soumis à l'Assemblée générale de Barcelone.

Le Conseil d'administration a également siégé toute la journée au Tower Hotel, le 17 septembre.



De gauche à droite : Mme. J. BETEINBER-ZETO, interprète de conférence. MM. J.-L. PANCHAUD, secrétaire de la FEVC (Suisse), A. SCHREURS,

MA, premier vice-président de la FEVC (Pays

Bas), A. de ZULUETA (Espagne), L. ARIANI (Italie), H. SEYDEL (Allemagne), G.V. SMITH, second vice-président de la FEVC (Grande-Bretagne), SCHAR (Suisse).

Il s'est essentiellement préoccupé des points suivants :

- procès-verbal de l'Assemblée générale de Montreux (1973);
- communications du président;
- assemblée générale de Barcelone (1974) : programme et organisation;
- actions promotionnelles;
- fiches de renseignements sur les congrès;
- démissions et demandes d'admissions de nouveaux membres;
- patronages demandés par l'ICEM et le MIVICO.

Il a notamment entendu un rapport de M. de Zulueta, président de la Commission des Actions promotionnelles, et de M. Panchaud, secrétaire de la

Fédération, concernant l'échange des fiches de renseignements sur les congrès.

8 pays étaient représentés à la séance du Conseil d'administration : l'Allemagne Fédérale, la Belgique, l'Espagne, la Grande-Bretagne, l'Italie, les Pays-Bas, la Principauté de Monaco et la Suisse.

Les deux réunions, celles du Comité directeur et du Conseil d'administration, se sont déroulées dans une excellente ambiance de travail.

La prochaine Assemblée générale aura lieu à Barcelone, le 12 novembre 1974.

Rappelons que le nombre des membres de la Fédération s'élève actuellement à 43.



The IAPCO Council members had their mid-year meeting in Brussels in July 1974.

Apart from routine business a special programme was set up to make the work of the association better known in relevant circles.

In addition the programme for the next General Assembly to be held in Copenhagen in the Hotel Scandinavia, from 8 to 11th February 1975, was established.

On that occasion the workshop will deal with :

- conference promotion
- use of computers for congress registration
- liability and responsibility of conference organizers
- organization of exhibitions together with congresses.

The programme of the first IAPCO Seminar on professional congress organi-



The President and the Members of the Council of the International Association of Professional Congress Organizers invited representatives of international organizations of large companies and of the

The first training seminar on Professional Congress Organization, to be held in Denmark, February 1975 by the association, was introduced on that occasion.

zation — to be held at the Scanticon Management and Conference Centre (Aarhus - Denmark) February 2-7 1975, was also decided (see « International Associations n° 8-9 & 10). For further information contact : IAPCO Secretariat.

A new brochure on IAPCO aims, activities, members has just been published and is available from the Secretariat.

Secrétariat

1, rue aux Laines, 1000 Bruxelles,
Tél. : S11.83.9S-512.S4.42.

New International Meetings Announced

Les informations faisant l'objet de cette rubrique **constituent les suppléments** au « Annual international congress calendar » 14^e édition,

This calendar is a monthly supplement to information listed in the « Annual International Congress Calendar. 14th edition.

1974 Nov 2-3 Pro Vita. Congrès int : La sauvegarde et l'épanouissement de toute vie humaine et plus particulièrement de l'enfant à naître Pro Vita, Permanence, rue du Trône 89, B-1050 Brussels, Belgium.	Brussels (Belgium)	progrès dans les méthodes de sélection médicale du contingent: aspects pratiques de renseignement des conventions de Genève. P : 200-300. C : 50. (YB n° 1612) Direction du Service de Santé des Forces Armées, Hospital Militar Central « Coronel Luis Arias Schreiber », Lima, Peru,	
1974 Nov 2-9 Cosoc. Voyage d'étude : L'enfance et l'adolescence inadaptée : objectifs et orientations COSOC, 3 rue Se Varenbè, 1211 Geneva 20, Switzerland.	Montreal (Canada)	1976 Spring Int Society for Horticultural Science. Section Ornamentals. Symposium on propagation in aboriculture. Prof A Klougart, Dep of Horticulture, Royal Veterinary and Agricultural University, Copenhagen. Denmark.	Copenhagen (Denmark)
1974 Nov 4-3 World Organisation of National College, Academies and Academic Associations of General Practitioners Family Physicians. Conference : Family medicine. P : 200. C : 20. (YB n° 4157) Avenida Cuauhtemoc 330, Mexico 7 DF.	Mexico (Mexico)	1976 Spring Int Society for Horticultural Science. Section for Vegetables, Commission for Dr Perraudin, Station Fed de Agronomie, 1962 Pont-de-la-Morge, Switzerland.	Pont-de-la-Morge (Switzerland)
1974 Nov 13-14 European Packaging Federation/ Institut Français de l'Emballage. Int congress : L'emballage « made in Europe ». P: 400. C: 1 S. Ex. (YB n° 830) Institut Français de l'Emballage, 40 rue du Colisée, 75008 Paris, France.	Paris (France)	1976 Spring Vancouver (Canada) UN Environment Programme. UN Conference - Exposition on human settlements. (YB n° 4161) UNEP, P.O. Box 30552, Nairobi, Kenya.	
1974 Nov 18-19 Int Bureau of Social Tourism. 2nd congrès int. du tourisme des jeunes. P : 150. 35 Via Alberico 11, 00193 Rome, Italy.	Trieste (Italy)	1976 Apr 1-13 Berlin (West) 5th int conference on modern trends in activation analysis 1976. Herr Prof Dr R. Neider, c/o Bundesanstalt für Materialprüfung - (BAM), 1	
1974 Nov 20 Int Bureau of Social Tourism. 8th general assembly. P : 100. (YB n° 1434) Centro Turistico Giovanile, 35 Via Alberico 11, 00193 Rome, Italy.	Trieste (Italy)	1976 Apr 5-6 Brussels (Belgium) Foundation Van Clé. 2nd world congress: Leisure and recreation in the industrial society	
1974 Nov 25-29 Int Commission on Microbiological Specifications for Foods. Meeting (closed) : Preparation of a Book. P : 30. Or Clark, Div of Biological Sciences, National Research Council, Ottawa, Canada KIA 0R6.	Caracas (Venezuela)	Foundation Van Clé, Grote Markt 9, 8-2000 Antwerpen, Belgium.	
1974 Nov 28-29 European Institute for Advanced Studies in management. Seminar: Accounting for human resources. Place Stéphanie 20, B-1050 Brussels, Belgium.	Brussels (Belgium)	1976 Apr 5-9 4e symposium int sur l'hygiène et la sécurité du travail dans le bâtiment. Dr Ing K J Panzke, 1 Stellvertreter des Directors des Wissenschaftlich-Technischen Zentrums für Arbeitsschutz beim Ministerium für Bauwesen, 1136 Berlin, Marzahner Chaussee 19-33.	Rostock/Warnemünde (Germany, Dem Rep)
1974 Dec 1 Int Vegetarian Union. 2nd Latin-American vegetarian congress: Vegetarianism in philosophical, religious and scientific aspects. P : 200. Lic. G Alberti V., Apartado 8161, Caracas 101, Venezuela.	Calí (Colombia)	1976 Apr 21-23 1st Int congress on patient counselling K Ellison Davis, Congress Secretary, Jan van Gatenstraat 335, Amsterdam, Netherlands.	Amsterdam (Netherlands)
1974 Dec 9-14 Institut Français des Combustibles et de l'énergie. Session : Utilisation de l'énergie thermique dans l'industrie. IFCE, 3 rue Henri Heine, 75016 Paris, France.	Paris (France)	1976 Apr 24-30 World Federation of Societies of Anaesthesiologists. General assembly. 6th world congress. Dr E Hülz S, Amsterdam n° 14.303, Mexico 11, DF, Mexico.	Mexico (Mexico)
1974 Dec 14-19 15th Interamerican congress of psychology. P O Box 28454, Bogota, Colombia.	Bogota (Colombia)	1976 Apr 23-30 Institute of Management Sciences. Meeting. (YB n° 1033) Sidney W Hess, Management and Behavioral Science Center, University of Pennsylvania. Vance Hall, Philadelphia, Pa 19104, USA.	Philadelphia (USA)
1974 Dec 16-17 European Institute for Advanced Studies In Management /Centre d'Enseignement Supérieur des Affaires. Seminar : Recent research on the international firm. Place Stéphanie 20, B-1050 Brussels, Belgium.	Paris (France)	1976 May 3-10 Montreal (Canada) Int Union Against Cancer. Biennial UICC Council meeting (closed). (YB n° 2648) UICC, 3 Conseil Général, 1205 Geneva, Switzerland.	
1974 Dec 16-20 Social science research council. Symposium : The future of traditional primitive societies. Jeremy Swift, Aborigines Protection Society. 15 Euston Square, London SW1 UK.	Cambridge (UK)	American association for Cancer Research. 67th annual meeting Or Hugh J Creech, Secretary-Treasurer, American Association for Cancer Research, 7701 Burholn St, Philadelphia, Pa, USA.	
1975 Summer Int Council of Graphic Design Associations, Icoagrada congress on design education. P : 250. 7 Templeton Court, Radnor Walk, Croydon CRO 7NZ, UK.	Alberta (Canada)	1976 May 31-Jun 11 United Nations. UN conference and exposition : Human needs in the environment of human settlements: The role of settlement in national development; The structure and quality of the environment in human settlements ... (YB n° 3375) New York, NY, USA.	(Canada)
1975 Oct Int Federation of Sound Hunters. Congress: sound recording. P: 75/C: 12. Int contest. (YB n° 2012) Nederlandse Vereniging voor Geluid- en Beeldregistratie, Scheldeplein 16, Amsterdam.	Amsterdam (Netherlands)	1976 May Hobart (Australie) Australian and New Zealand Association for the Advancement of Science. 47th Congress, P. 3500. Australian and New Zealand Association for the Advancement of Science. Science House, 157 Gloucester Street, Sydney, NSW 2000, Australia.	
1976 May European Federation of Chemical Engineering. Working Party on « Fresh Water from the Sea » / Associazione Italiana Chimica. 5th int symposium « Fresh water from the sea ». (YB n° 725) Prol Dr A Delyannis, Tsaldari St. 35, Amaraousion. Greece.	(Sardinia)		

1976 Jun 11-17 **Berlin (West)**
1st symposium der Fermentations-Industrie 1976
 Institut für Garungsgewerbe und Biotechnologie, 1 Berlin 65, Seestr 13.

1976 Jun 20-25 **Amsterdam (Netherlands)**
 European Society of Cardiology. 7th congress. Coronary artery disease;
 drug therapy. ventricular functions; myocardiopathies. P : 3000, Ex.
 (YB n° 859)
 c/o Holland Organizing Centre, 16 Lange Voorhout, The Hague, Netherlands.

1976 Jun 20-26 **Frankfurt (Germany Fed Rep)**
 European Federation of Chemical Engineering/ DECHEMA. Europaisches
 Treffen für Chemische Technik und AChEMA 1976 - 18. Ausstellungstagung
 für Chemisches Apparatewesen. * (YB n° 725)
 DECHEMA Deutsche Gesellschaft für chemisches Apparatewesen, D-6 Frankfurt/
 Main 97, Postfach 97.01.46, Germany, Fed Rep.

1976 Jun 23-36 **Dublin (Ireland)**
 British Medical Association. Conference. P : 2000.
 Convention Bureau of Ireland, Bord Faille, Baggot St Bridge, Dublin 2, Ireland.

1976 Jun 27-Jul 1 **Amsterdam (Netherlands)**
 European Federation of Chemical Engineering/ Intramerican Confederation
 of Chemical Engineering/Koninklijke Nederlandse Chemische Vereniging/
 Koninklijke Ingenieursvereniging KIVI. World congress of chemical engineering.
 (YB n° 725)

KVIV, s'Gravenhage, Prinsessegracht 23. Netherlands.

1976 Jun 28-Jul 1 **Dublin (Ireland)**
 Joint scientific meeting of Canadian, British and Irish medical associations.
 P : 2000.
 Irish Medical Association. 10 Fitzwilliam Place, Dublin 2, Ireland.

1976 Summer **Geneva (Switzerland)**
Int Astronomical Union. Symposium on «Star formation»
 L. Mestel. Astronomy Center, Physics Building, University of Sussex, Falmer,
 Brighton BN1 9QH, Sussex, UK.

1976 Summer **Strasbourg (France)**
 J C Pecker, Institut d'Astrophysique, 95bis boulevard Arago, F 75014 Paris.

1976 Summer **(Israel)**
Int Association of Agricultural Students. 20th congress. (YB n° 1249)
 Student Union, Ultuna, S-75007 Uppsala 7, Sweden.

1976 Jul 6-9 **Lowell (Mass. USA)**
 E Sheldon, Department of Physical and Applied Physics, Lowell Technological
 Institute, Lowell, Mass 01854, USA.

1976 Jul 11-13 **Paris or Nice (France)**
Int Council of Group Psychotherapy. 6th congress. (YB n° 1743)
 Mme le Pr Anne Ancelin Schutzenberger, 14 avenue Paul Appell, F-75014 Paris.

1976 Jul 12-16 **London (UK)**
Int Union of Pure and Applied Chemistry. 6th int congress on catalysis. (YB n° 2767)
 Bank Court Chambers, 2-3 Pound Way, Cowley Centre, Oxford OX4 3YF, UK.

1976 Jul 15-26 **Calgary (Canada)**
Int Police Association. 8th triennial congress. P : 1500. C : 50. (YB n° 2366)
 J. Whiteford, 2003-28, avenue N.W. Calgary 44, Alberta, Canada.

1976 Jul 25-31 **Hamburg (Germany Fed Rep)**
Int Union of Biochemistry. General assembly. (Y8 n° 269)
 De W.J. Whelan. Biochemistry-UMED, P O Box 875.
 Florida 33152-USA.

1976 Jul **Helsinki (Finland)**
 The National Spiritual Assembly of Finland, Mrs Sirikka Salmi. Secretary, Box
 423.00101 Helsinki, Finland.

1976 Jul **(Australia)**
Int Society for Rock Mechanics. Symposium. P : 250. (YB n° 2505)
 Int Society for Rock Mechanics Symposium. Institution of Engineers, 157
 Gloucester Street, Sydney, NSW 2000, Australia.

1976 Aug 16-25 **Sydney (Australia)**
Int Union of Geological Sciences. 25th congress. P : 3000. (YB n° 2723)
 25th Int Geological Congress, P O Box 1892, Canberra City. ACT 2601, Australia

1976 Aug 30-Sep 3 **Florence (Italy)**
 Palazzo dei Congressi, Pratiello Orsini 1, 50123 Florence, Italy.

1976 Sep 25-30 **Marbella (Spain)**
Int Oxygen Manufacturers Association. Meeting.
 14625 Detroit Avenue, Lakewood, Ohio 44116, USA.

1976 Aug **Melbourne (Australia)**
5th Int congress of endocrinology. P : 2000.
 C-Academy of Science, Dr Hudson, P O Box 216, Canberra, Australia.

Pour vous servir

Guinon
 60, rue de la Paroisse
 78 Versailles
 Tel. 950-01.84

Pâtissier . Confiseur . Glacier

Organisation complète de
 toute réception à domicile
 ou sur demande mise à
 disposition de Châteaux
 dans la région.

*Vous propose la grande variété
 de ses Chocolats*

ses « Croquettes Versailles »
Marque déposée

Dans une sélection de présentations.

*conditions spéciales
 pour
 cadeaux d'Entreprises*

Livraisons à domicile

LES PRINCIPALES PUBLICATIONS DE L'UAI

• ANNUAIRE DES ORGANISATIONS INTERNATIONALES :

15e édition 1974

Description détaillée de plus de 4300 organisations internationales gouvernementales et non gouvernementales avec indication des adresses, noms des secrétaires généraux, historique, buts, structure, commissions techniques et régionales, personnel, finances, relations consultatives, membres et leur nationalité, principales activités et programmes etc. Sept index complètent la publication : classification d'après la nature des organisations, alphabétique des noms en anglais, des noms en français, répartition géographique des sièges des organisations, sigles et abréviations, analytique anglais, analytique français.

• ANNUAL INTERNATIONAL CONGRESS CALENDAR : (Calendrier des Réunions Internationales)

14e édition 1974/1985

Y sont répertoriées plus de 3400 réunions internationales prévues et annoncées jusqu'aux dates les plus éloignées. Pour chacune de ces réunions sont donnés : date, lieu, nom et adresse de l'organisation, le type de réunion, le thème, le nombre de participants attendus, etc.

Deux sections principales constituent le corps du calendrier : section chronologique et section géographique; deux index le complètent : index des associations organisatrices et index analytique.

Les suppléments du Calendrier sont publiés dans chaque numéro de la revue « Associations Internationales ».

• AUTRES COLLECTIONS

Les Bibliographies : 6 volumes parus.

Les Etudes : 2 séries

« Documents pour servir à l'étude des relations internationales non gouvernementales » : 17 volumes parus.

« La Science des Congrès Internationaux » : 10 volumes parus.

La liste complète des publications de l'UAI peut-être obtenue en s'adressant au secrétariat: 1, rue aux Laines. 1000 Bruxelles, Belgique. Tél. 11.83.96-12.54.42.

THE MAIN PUBLICATIONS OF THE UAI

• YEARBOOK OF INTERNATIONAL ORGANIZATIONS

15th edition 1974

Detailed description of over 4300 international governmental and non-governmental organizations, including address, name of the secretary general, history, aims, structure, regional and technical commissions, personnel, finance, consultative relations, etc. Seven indexes complete this book: classification according to the nature of the organization, names in English, names in French, headquarters location, abbreviations and acronyms, English analytical and French analytical.

• ANNUAL INTERNATIONAL CONGRESS CALENDAR

14th edition 1974/1985

This calendar lists over 3400 international meetings planned and announced as far in advance as possible. The entry for each meeting gives the date, place, name and address, of the organization, type of meeting, theme, estimated number of participants, etc.

There are two main sections, geographical and chronological, and two main indexes, organization name and analytical.

Supplements to the Calendar are published in each issue of the magazine « International Associations ».

• OTHER COLLECTIONS

Bibliographies : 6 volumes.

Studies : 2 series

— « Documents for the Study of International Non-governmental Relations » : 17 volumes.

— « International Congress Science » series : 10 volumes.

The complete list of UAI publications can be obtained from the secretariat: 1 rue aux Laines, 1000 Brussels, Belgium. Tel. 11.83.96-12.54.42.

INTERNATIONAL ASSOCIATIONS :

26th year, 1974

Illustrated monthly magazine, 10 issues per year, containing articles and studies on international organization, statistics, monthly columns, change of address for organizations, and the monthly supplements to the Annual International Congress Calendar.

The subscription rate is : BF 500,— FF 63,— FS 44,— £ 6.00, US \$ 16.00 per year (10 issues).

ASSOCIATIONS INTERNATIONALES

26e année, 1974

Revue illustrée, 10 numéros par an contenant des articles et études sur l'organisation internationale, des chroniques, des statistiques, les changements d'adresse des organisations internationales et le supplément au Calendrier annuel des réunions internationales.

Le prix de l'abonnement est de : FB 500,—, FF 63,—, FS 44,—, £ 6.00, \$ 16.00 par an (10 numéros).

Mode de paiement à utiliser :

Method of payment :

Bruxelles : Compte-chèque postal n° 346.99 ou Compte n°210-0451651-71 à la Société Générale de Banque.

Genève : Compte courant n° 472.043.30 Q à l'Union des Banques Suisses.

Paris : Par virement compte n° 585675/12 à la Banque de l'Union Parisienne, Boulevard Haussmann, 6-8 (C.C.P. de la Banque n° 170.09).

New York : Account n° 1 014 1122 at the First National City Bank, 55, Wall Street.

London : Crossed cheque to Union of International Associations, Ace. n° 04552334, National Westminster Bank (Overseas Branch), 53, Threadneedle Street, London EC 2.

